

Commerce

Pourquoi Calvinus et La Meltingpote fâchent les brasseurs de bière genevois ●●● PAGES 8, 9



Suisse

Le parlement presse le Conseil fédéral de s'éveiller à la géopolitique ●●● PAGE 10

Economie

Boostés à l'IA, les robots envahissent de plus en plus vite les usines d'Amazon ●●● PAGE 13

Culture

Doit-on s'appeler Rosalia pour rendre un orchestre symphonique sexy? ●●● PAGE 22

ÉDITORIAL

Avec Shein, la France prend conscience d'une jungle

PAUL ACKERMANN

C'est comme si un obscur monde souterrain aux implications morales, économiques et environnementales problématiques jaillissait en pleine Ville Lumière. Ce début de semaine est marqué en France par la conjonction de deux polémiques qui se nourrissent l'une l'autre: celle de l'ouverture du premier magasin Shein au monde, au sein du mythique Bazar de l'Hôtel de Ville, et celle des poupées pédopornographiques en vente sur la plateforme en ligne du même Shein.

Tout juste cette dernière «affaire» montre-t-elle pour le provocateur patron du BHV «la nécessité de réguler les marketplaces». Mais il reste persuadé que son espace Shein avec ses habits fabriqués pour quelques centimes à l'autre bout du monde, «c'est le sens de l'histoire». Toujours est-il qu'il offre une vitrine exceptionnelle et donc un marchepied glamour à cette plateforme asiatique dont les normes sont très éloignées de celles pratiquées en Europe. «Je refuse de céder à la bien-pensance. Le commerce, c'est la vie réelle», déclame le jeune Français.

Désespérés face à la jungle de l'e-commerce low cost, les politiques, eux, ne peuvent qu'agiter les bras. Face à l'affaire des «poupées sexuelles d'apparence enfantine», le ministre de l'Economie, Roland Lescure, menace d'interdire l'accès de la plateforme au marché français «si ces comportements sont répétés». L'UE

travaille quant à elle sur une législation douanière qui engagerait la responsabilité de ces plateformes pour les produits illégaux que d'autres vendent sur leur site. En attendant, on apprend que Temu, Wish et AliExpress ont aussi été signalées à la justice pour des faits similaires. Dans d'autres affaires, des acheteurs ont été identifiés et condamnés en France. Mais la place de marché n'est pas jugée responsable des produits qui ont réussi à «contourner ses dispositifs de contrôle», comme se justifie Shein.

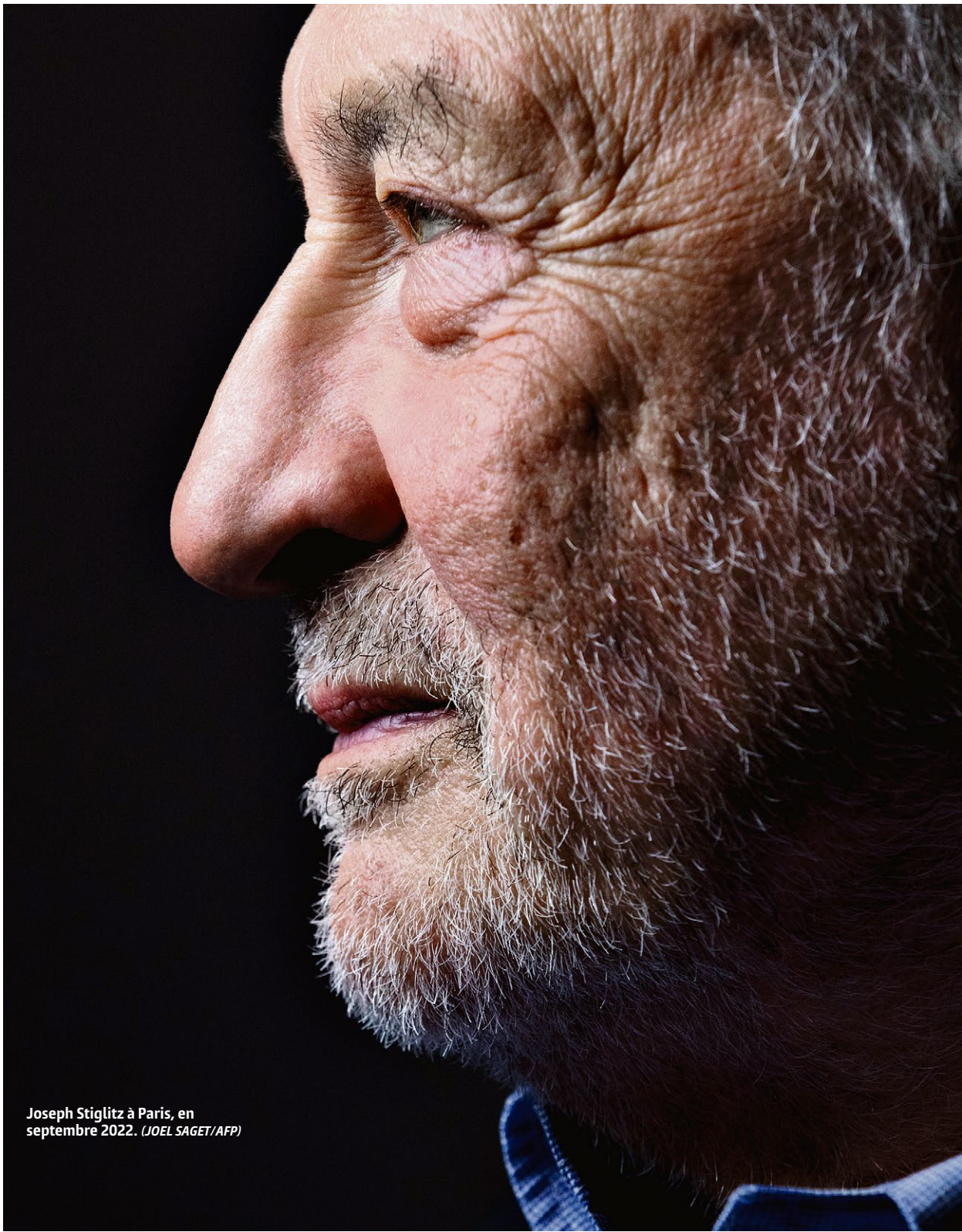
Ces plateformes restent par ailleurs d'autant plus populaires que la question du pouvoir d'achat est au sommet des priorités dans une France où la pauvreté est grandissante. Shein y revendique 23 millions de clients. «Je crains le mépris pour ceux qui achètent du Shein pas parce que c'est la mode mais parce qu'ils n'ont pas de moyens», déclarait l'ex-ministre macroniste Sabrina Agresti-Roubache pour défendre le patron du BHV. Elle se réjouissait que l'on permette à ces gens de venir faire du shopping dans cette institution de la Ville Lumière.

Mais quelles que soient les raisons du succès de Shein, il y a des trous dans les filets législatifs qu'il faut à tout prix colmater rapidement pour empêcher l'essor d'un commerce dont les aspects contraires aux lois et aux valeurs européennes sont évidents.

●●● PAGE 4

Désespérés, les politiques ne peuvent qu'agiter les bras

«Ne capitulez pas»: l'appel du Prix Nobel Joseph Stiglitz



Joseph Stiglitz à Paris, en septembre 2022. (JOEL SAGET/AFP)

ÉTATS-UNIS Donald Trump ne se contente pas «de détruire les fondements de l'économie de marché», de couper dans la science et d'affaiblir le leadership technologique et académique américain

■ Dans un entretien accordé au «Temps» et à la RTS, le Prix Nobel d'économie dit haut et fort les risques liés à la deuxième présidence du républicain

■ «Il s'en prend ouvertement à ses ennemis, installe la peur, la corruption et porte chaque jour une nouvelle atteinte à notre démocratie», alerte-t-il. Joseph Stiglitz ne baisse pas les bras pour autant

■ Le professeur à l'Université Columbia appelle à manifester et à voter. Aux Américains qui défendent leurs institutions, aux Suisses frappés par des droits de douane à 39%, «je dirais: ne capitulez pas. Ce serait mon conseil»



Immersion de notre reporter dessinateur aux Etats-Unis, suite et fin

●●● PAGES 2, 3, 6, 7

USA: CEUX QUI RÉSISTENT • UN REPORTAGE BD DE CHAPPATTE



Columbia University
2 septembre 2025

La porte principale de 116th & Broadway a été rebaptisée «Checkpoint Charlie». Cette rentrée a un drôle de goût, 6 semaines après que l'université a signé «la capitulation».

Pour récupérer \$ 400 millions gelés par Trump, elle a admis une liste d'exigences incluant: un contrôleur de l'université, un droit d'arrestation à la police du campus.

Accusée de n'avoir pas réprimé «l'antisémitisme» (aka «les manif pour Gaza»), Columbia versera en outre 200 millions pour solder les poursuites.



PAS UN JOUR SANS QU'UN COLLÈGUE ME DEMANDE CE QUI EST AUTORISÉ: ORGANISER TELLE TABLE RONDE, INVITER TEL AUTEUR...

UNE AMIE BRÉSILIENNE COMPARE NOS RÉUNIONS DE FAC À CELLES QUI SE TENAIENT SOUS LA DICTATURE DE SON PAYS!

Chacun pouvait traverser ce grand campus au cœur de Manhattan. Il est désormais verrouillé. Protège-t-on les étudiants du monde extérieur, ou est-ce l'inverse?

Un signalement du harcèlement a été mis en place, avec des enquêtes gardées secrètes. Ça concerne aussi les propos des enseignants...

J'avais déjà vu le courage d'Anya à l'œuvre, à Davos en 2020, sous Trump I.



En plein discours du président, elle s'était levée pour distribuer un tract économique signé par son Nobel de mari, Joseph Stiglitz.



Le cran d'affronter les yeux d'une salle entière, pour se faire intercepter par la sécurité.

Une semaine après la manif des profs, à Columbia, Anya donne son premier cours sur le journalisme et la liberté de la presse dans le monde.



C'EST INIMAGINABLE, ENTRE PROFESSEURS, LA QUESTION PRINCIPALE EST QUITTER LE PAYS OU PRENDRE SA RETRAITE? BEAUCOUP SONT DÉCOURAGÉS, DÉGOÛTÉS, ÉPUISÉS

CE QUI M'INQUIÈTE LE PLUS: LE SORT DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

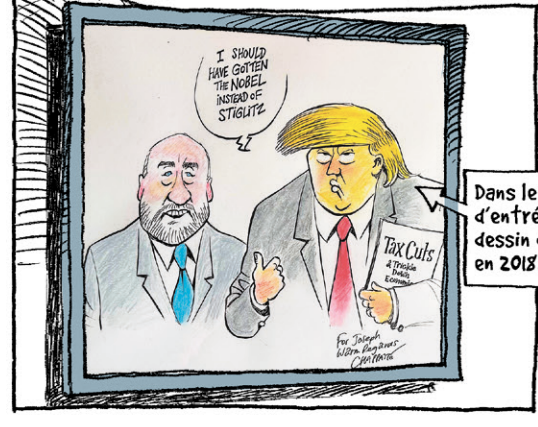
À deux pas de Columbia, à leur domicile, interview du Pr Stiglitz. Voix posée d'un sage qui alerte:



TRUMP S'ATTAQUE À SES ENNEMIS. ILS VEULENT DES SCALPS. LE NOBEL NE PROTÈGE PAS. LEUR BUT EST D'INSTALLER LA PEUR. DES GRANDES FIRMES D'AVOCATS ONT CAPITULÉ. COLUMBIA A CAPITULÉ...



C'EST DE LA MAFIA. L'ÉTAT DE DROIT NE SE RÉSUME PAS À DES RÈGLES, IL INCLUT AUSSI DES NORMES, LE RESPECT DE L'INTENTION DES RÈGLES. TOUTES CES NORMES ONT ÉTÉ VIOLÉES



JE NE SUIS PAS OPTIMISTE POUR LES MIDTERMS*. MAINTENANT QU'IL A MONTRÉ TANT D'IMPUNITÉ DANS L'ABUS DE POUVOIR, COMMENT CROIRE QUE LES ÉLECTIONS SERONT LIBRES ET ÉQUITABLES?



*Elections législatives partielles, le 3 nov. 2026.

Le grand-père d'Anya, fondateur des éditions La Pléiade, fuya la France occupée en 1941, aidé par André Gide.



Le domicile parental est tapissé des livres qu'il a publiés.



Charlie Kirk, l'idole des MAGA, avait dressé une liste ciblant les profs d'uni suspectés de propagande gauchiste.



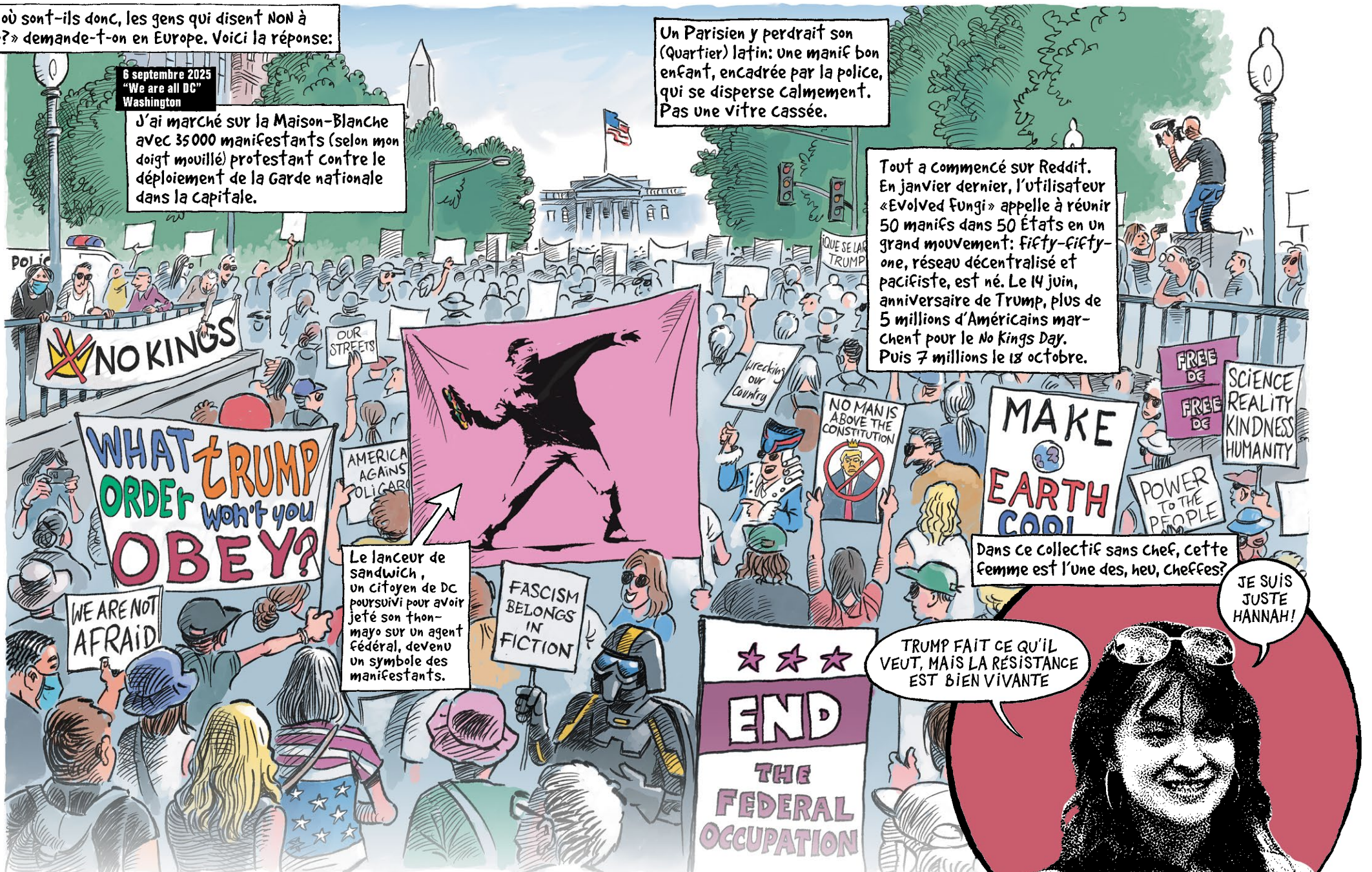
«Mais où sont-ils donc, les gens qui disent NON à Trump?» demande-t-on en Europe. Voici la réponse:

6 septembre 2025
"We are all DC"
Washington

J'ai marché sur la Maison-Blanche avec 35 000 manifestants (selon mon doigt mouillé) protestant contre le déploiement de la Garde nationale dans la capitale.

Un Parisien y perdrait son (quartier) latin: une manif bon enfant, encadrée par la police, qui se disperse calmement. Pas une vitre cassée.

Tout a commencé sur Reddit. En janvier dernier, l'utilisateur «Evolved fungi» appelle à réunir 50 manif dans 50 États en un grand mouvement: Fifty-fifty-one, réseau décentralisé et pacifiste, est né. Le 14 juin, anniversaire de Trump, plus de 5 millions d'Américains marchent pour le No Kings Day. Puis 7 millions le 18 octobre.



HANNAH, ORGANISER LA RÉSISTANCE

Episode 4

Nous avons rencontré Hannah une semaine plus tôt dans un café de New York, avec Josh*, qui restera anonyme pour ne pas perdre son job.

(*Nom d'emprunt)

ORGANISER M'AIDE À SUPPORTER LA PEUR, SURTOUT LA PEUR QUE NOUS NE FASSIONS PAS ASSEZ.

LA GARDE NATIONALE VIENDRA À NEW YORK, ON A INTÉRÊT À ÊTRE PRÊTS

LES GENS SONT EFFRAYÉS, MOI, JE MONTRE MON VISAGE, QU'ILS OSENT VENIR ME PRENDRE!

NOUS AVONS GRANDI À L'ÈRE DE LA SURVEILLANCE, AVEC LES RÉSEAUX, ON SE SAIT TOUJOURS OBSERVÉS

ON EST TOTALEMENT DÉCENTRALISÉS, UN TISSU COLLECTIF, DIFFÉRENT SELON LA VILLE. CERTAINS NOUS TROUVENT TROP RADICAUX, D'AUTRES PAS ASSEZ

Y'EN A QUI CROIENT QU'ON EST MANIPULÉS PAR LA POLICE

C'EST SÛR QU'ON VA TENTER DE NOUS INFILTRER, ILS FERONT TOUT POUR NOUS DIVISER

«NOTRE STRATÉGIE, C'EST LA NON-VIOLENCE, PAS JUSTE EN TANT QUE CADRE MORAL: LES MOUVEMENTS PACIFIQUES ONT PLUS DE CHANCES DE GAGNER»



50-50-1 déploie des marshals formés à calmer les tensions. Lors d'une autre manif, devant la Trump Tower, je les ai vus en action. Une influenceuse MAGA, caméra et bodyguard, se mêle à la foule, cherchant un clash pour ses réseaux...

Troll réussi: un manifestant finit par jeter son micro à terre.

CES GENS SONT VIOLENTS!

Hannah a été arrêtée deux fois cette année. Une photo est devenue virale:

ICE is TRUMP'S GESTAPO

NOUS QUI NE SOMMES PAS ÉTRANGERS ET MENACÉS AVONS UNE RESPONSABILITÉ PARTICULIÈRE D'ALLER EN PREMIÈRE LIGNE

Elle vient du Texas conservateur. Son déclin politique se produit à 13 ans, quand une fille l'embrasse pour la première fois.



J'AI GRANDI AVEC DES DÉBATS HOULEUX EN FAMILLE

CE PAYS N'A JAMAIS ÉTÉ À LA HAUTEUR DES VALEURS QU'IL PROCLAME

11 septembre. Lendemain du meurtre glaçant de Charlie Kirk, on retrouve Josh chez lui. C'EST INCROYABLEMENT TRAGIQUE, UN HOMME ABATTU EN PLEIN JOUR, DEVANT SA FAMILLE. LA VIOLENCE POLITIQUE EST INACCEPTABLE!

LA RÉACTION DU POUVOIR FAIT PEUR: DÉSIGNER LA GAUCHE COMME RESPONSABLE. UNE RHÉTORIQUE DANGÉREUSE

CE QUE NOUS FAISONS EST LÉgal: NOTRE DROIT À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION, À LA PROTESTATION

ESSAYER DE SAUVER LA DÉMOCRATIE, C'EST MON DEVOIR

QUASI UN DEVOIR PATRIOTIQUE

Interview complète du Pr. Stiglitz: pages 6-7. Retrouvez la version animée de cette BD:



CHAPPATTE
Fait aux États-Unis et à Genève, août-octobre 2025

4 International

Dernière ligne droite à New York

ÉLECTIONS MUNICIPALES En tête des sondages, le démocrate Zohran Mamdani prononçait hier l'un de ses derniers discours avant la réponse des urnes. Sa victoire inaugurerait un combat homérique avec le président

BORIS BUSSLINGER, NEW YORK

Il est 6h50 du matin, lundi, dans l'extrême sud de Manhattan, le jour se lève. Au lendemain du marathon de New York, quelques joggeurs font une séance de décrassage. Les bouches de métro déversent des silhouettes à cravate en route pour Wall Street, les livreurs à vélo taillent la route. Big Apple se réveille. Généralement calme à cette heure-ci, le City Hall Park tressaute également d'excitation – en attendant Zohran Mamdani. Candidat démocrate à la mairie de New York, le trentenaire lance ses dernières flèches dans la bataille, à l'issue d'une campagne qu'il termine en tête.

Un jour avant le résultat des urnes, celui que personne ne connaissait il y a un an bénéficie de près de 50% des intentions de vote dans la plus grande ville des Etats-Unis, contre environ 25% pour Andrew Cuomo (indépendant soutenu par Donald Trump) et 20% pour Curtis Sliwa (républicain fantasque en bis-bille avec le président). Si les sondages ne se trompent pas, cet ancien conseiller en logement né en Ouganda aura la lourde tâche d'incarner l'espoir de résistance des New-Yorkais (et au-delà) face à un Donald Trump toujours plus puissant. Et de convaincre son propre parti qu'il n'est pas une erreur de casting.

«Ce matin, je suis parti seul depuis l'autre bout du pont de Brooklyn, entame Zohran Mamdani face au bâtiment de la mairie. A l'image de notre campagne, cela m'a rappelé quand nous n'étions qu'à 1% dans les sondages. Puis toujours plus de gens m'ont rejoint sur le chemin, aujourd'hui comme durant l'année écoulée. Et, en juin [lors de la primaire démocrate], nous avons battu Andrew Cuomo avec 13 points d'avance!» Coiffée de bonnets orange «Mamdani», la foule applaudit à tout rompre et scande



Le candidat démocrate à la mairie de la Grosse Pomme, Zohran Mamdani, lors d'un événement électoral à Brooklyn, en marge du marathon de New York. (VILLE DE NEW YORK, 2 NOVEMBRE 2025/ADAM GRAY/BLOOMBERG VIA GETTY IMAGES)

REPORTAGE

le nom du candidat. Qui poursuit avec l'aisance de celui qui fait ça tous les jours depuis des mois.

«Aujourd'hui, nous voulons que le City Hall illumine la journée des New-Yorkais. Qu'ils puissent bénéficier de bus gratuits, d'argent pour payer leur loyer, de services de garde de qualité et que, dans un moment de tensions politiques sans précédent, alors que la police fédérale a procédé à des arrestations à quelques pas d'ici, ce bâtiment soit la lumière dont notre nation a besoin.» Nou-

veaux applaudissements nourris. Le démocrate aborde ensuite la dernière nouvelle: dimanche, Donald Trump a apporté son soutien à Andrew Cuomo. Si le président avait exhorté ce dernier à rester dans la course à la suite de sa défaite lors de la primaire, il n'avait jamais formellement adoubi l'ancien gouverneur de l'Etat de New York.

C'est désormais chose faite. Du pain bénit pour le jeune candidat démocrate, qui soulignait la proximité des deux hommes sur tous

les tons ces derniers mois, et sait que les habitants de la ville sont encore attendus aux urnes durant toute la journée de mardi. «La réponse à Donald Trump n'est pas d'installer son miroir à la mairie, lance-t-il à la foule. Mais de créer une alternative apte à répondre à l'aspiration des New-Yorkais qui croient en la dignité de ceux qui considèrent cet endroit comme leur foyer.» A ses côtés, la procureure générale de l'Etat de New York, Letitia James, qui avait fait condamner Donald Trump pour

fraude avant son retour au pouvoir et fait désormais l'objet de poursuites par l'administration fédérale, acquiesce, le visage grave. Les derniers jours de campagne ont été particulièrement agités.

Soutenu par Barack Obama

Outre les incessants messages du président, qui accuse le jeune candidat démocrate d'être un «communiste», Andrew Cuomo bat désormais le pavé en compagnie d'Inna Vernikov, une républicaine trumpiste de Brooklyn

particulièrement radicale, qui a accusé Zohran Mamdani de vouloir faire «venir le djihad à New York» et d'être un «terroriste». Un qualificatif également utilisé par le candidat républicain Curtis Sliwa. «Des propos racistes et sans fondement», a balayé Zohran Mamdani. Qui bénéficiait durant le week-end de l'irruption d'un autre poids lourd dans la campagne: Barack Obama. De retour sur le devant de la scène, l'ancien président a appelé Zohran Mamdani dimanche. Et lui a proposé ses services en tant que «conseiller» en cas de victoire.

Si Zohran Mamdani inspire les foules, il pétrifie une partie de l'establishment de son propre parti

La manœuvre n'est pas anecdotique. Car si Mamdani inspire les foules, il pétrifie une partie de l'establishment de son propre parti, qui craint que le politicien très à gauche pour les Etats-Unis ne se transforme en bouc émissaire pour les républicains avant les élections de mi-mandat. «J'ai apprécié l'appel de Barack Obama», sourit avec défiance Zohran Mamdani, sur qui la pression ne semble pas avoir de prise malgré l'ampleur des enjeux. «*Our time has come, our time is now!*» («notre moment est venu, notre moment, c'est maintenant»), conclut-il. Avant de disparaître dans une grosse voiture noire. Plus de 735 000 New-Yorkais ont déjà voté (*early voting*) avant la journée d'élection de mardi. Le plus haut taux de participation jamais enregistré pour une élection non présidentielle à New York. ■

EN BREF

Aide alimentaire réduite aux Etats-Unis

L'administration Trump a déclaré hier que l'aide alimentaire dont bénéficient 42 millions d'Américains serait réduite en novembre en raison de la paralysie budgétaire qui dure depuis un mois. Le gouvernement va utiliser 4,65 milliards de dollars d'un fonds d'urgence pour financer les versements liés à Snap, le principal programme public d'aide alimentaire aux Etats-Unis. Cela couvrira environ «50 % des aides des foyers éligibles», a affirmé un responsable du Ministère de l'agriculture dans des documents judiciaires. L'administration Trump affirme que le programme est à court de fonds après un mois de *shutdown*. AFP

Un nouveau séisme a frappé l'Afghanistan

Un séisme de magnitude 6,3 a fait plus de 20 morts hier dans le nord de l'Afghanistan, deux mois après le tremblement de terre le plus meurtrier de l'histoire récente du pays. Le séisme, qui s'est produit peu avant 20h30 GMT (1h, heure locale) à Kholm, dans la province de Samangan près de la ville de Mazar-e-Sharif, avait une profondeur de 28 km, selon l'Institut d'études géologiques américaines USGS. AFP

En France, le géant asiatique Shein fait à nouveau scandale

COMMERCE Que ce soit pour ses produits de mode ultra-éphémère ou sa plateforme qui a mis en vente des «poupées sexuelles d'apparence enfantine», le géant asiatique de l'e-commerce est menacé de toutes parts et entraîne avec lui des institutions comme le Bazar de l'Hôtel de Ville

PAUL ACKERMANN, PARIS

Très connu et populaire en France pour ce qui est de la mode ultra-éphémère (23 millions de clients revendus dans l'Hexagone), avec des produits aux prix défiant toute concurrence mais parfois pas aux normes (15 euros pour un pull tricoté, 10 euros pour un pantalon), le géant asiatique de l'e-commerce Shein se retrouve ces derniers jours au centre de toutes les attaques chez nos voisins. Et ce, sur des sujets qui pourraient sembler sans lien entre eux.

Tout d'abord, le mastodonte basé à Singapour mais fondé en Chine et fabriquant la plupart de ses produits à bas coût dans ce pays défraie la chronique en ouvrant ce mercredi un espace de plus de 1000 m² au sein du BHV Marais, l'héritier du mythique Bazar de l'Hôtel de Ville. Il s'agit du tout premier magasin physique pérenne de Shein dans le monde.

L'enseigne était déjà accusée d'enterrer le commerce traditionnel avec ses processus en ligne à bas prix provoquant

une consommation de masse également dommageable pour l'environnement. La voir arriver au sein de l'un des plus fameux grands magasins parisiens a été vécu comme une provocation suprême.

Une pétition contre cette installation a reçu plus de 100 000 signatures, des leaders de la gauche à la mairie de Paris se sont scandalisés, la Fédération française du prêt-à-porter féminin a qualifié cette arrivée de honteuse. Résultat: le groupe Galeries Lafayette – qui a vendu en 2023 le BHV à un acteur disruptif du domaine, le Groupe SGM (Société des Grands Magasins) – a annoncé qu'il refusait que SGM installe également des antennes Shein dans certaines franchises Galeries Lafayette qu'il gère en province. «Les Galeries Lafayette tiennent à exprimer leur profond désaccord avec cette décision au regard du positionnement et des pratiques de cette marque d'ultra fast-fashion qui est en contradiction avec leur offre et leurs valeurs», écrivait le grand nom du commerce de mode en France.

Plusieurs marques françaises ont également annoncé qu'elles quittaient les allées du BHV au vu de l'ouverture de cet espace ce mercredi. Le grand magasin était déjà en grande difficulté financière, ce qui a poussé son atypique propriétaire, Frédéric Merlin, à tenter ce coup. «On ne fait que pleurer, au moins on va essayer autre chose», déclarait-il. «Je le fais parce que je suis persuadé que c'est

le sens de l'histoire [...] Ce dont je suis certain, c'est que dans le commerce, celui qui n'avance pas recule», a-t-il écrit le week-end dernier sur Instagram, contraint de sortir du silence face à l'ampleur de la polémique. «Je refuse de céder à la bien-pensance qui croit détenir la vérité. Le commerce, c'est la vie réelle», ajoute-t-il sous l'image d'une gigantesque affiche provocatrice posée sur l'institution parisienne pour l'occasion. On le voit posant à côté du patron de Shein sous le slogan «L'affiche qu'on n'aurait pas dû faire!». «Les gens en parlent, c'est la base du commerce», déclarait-il sur BFMTV en octobre, «notre mission, c'est de générer du flux dans nos magasins».

Poupées sexuelles à caractère pédopornographique

Hasard du calendrier très problématique pour le BHV, la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) a révélé samedi avoir transmis à la justice française le fait que des «poupées sexuelles d'apparence enfantine» étaient vendues sur la plateforme en ligne de Shein disponible en France.

La nouvelle a provoqué une vague d'indignation dans le pays de la part des associations de protection de l'enfance ainsi que des élus politiques. Quelques manifestants, dont d'anciennes victimes de pédophilie, se sont réunis devant le BHV hier matin pour dire leur colère.

«Ces poupées ne sont pas des objets pornographiques, mais pédopornographiques. C'est comme la détention d'images pédocriminelles, cela vous envoie devant les tribunaux [...] Ces procédures peuvent aller jusqu'à 10 ans de prison et 75 000 euros d'amende», a déclaré sur France Info la haut-commissaire à l'Enfance, Sarah El Haïry. Elle affirme que «ce sont des objets qu'utilisent des pédocriminelles pour s'entraîner parfois, avant de faire des sévices sur des enfants». L'option d'exiger les noms des acheteurs est également évoquée. «Nous condamnons évidemment les faits récents liés à la polémique des poupées. Comme tous, j'attends des réponses claires de Shein», a quant à lui déclaré le propriétaire du BHV.

Au vu de l'ampleur de la polémique, le ministre de l'Economie, Roland Lescure, a annoncé hier qu'il demanderait l'interdiction d'accès de Shein en France si ce genre de situation devait se répéter. Le géant asiatique a assuré avoir retiré ces poupées sexuelles à caractère pédopornographique commercialisées sur sa Marketplace par un autre fabricant.

Les représentants de l'entreprise seront par ailleurs convoqués devant les députés français dans les deux semaines afin de donner «des réponses précises sur la transparence des chaînes d'approvisionnement de Shein, ses procédures de contrôle interne et les mesures correctrices mises en œuvre à la suite de cet incident particulièrement grave». ■

défense.

Aujourd'hui, le monde est instable.

Alors que les tensions mondiales s'intensifient et que les dynamiques multipolaires s'accroissent, les États renforcent leurs industries essentielles comme l'énergie afin d'assurer leur indépendance stratégique.

En repensant le monde qui nous entoure, nous cherchons à offrir de la stabilité à nos clients.

Découvrez la force de tout repenser sur LombardOdier.com

rethink everything.®

17 96

LOMBARD ODIER
LOMBARD ODIER DARIER HENTSCH

CLIENTÈLE PRIVÉE
ASSET MANAGEMENT
TECHNOLOGIE

Entreprise
B
Certifiée

Tout investissement est exposé à une diversité de risques. Veuillez vérifier avec votre conseiller en investissement avant d'effectuer une quelconque transaction.
Banque Lombard Odier & Cie SA ; Lombard Odier Asset Management (Suisse) SA – autorisés et réglementés par la FINMA en Suisse. ©2025 Lombard Odier

«Quand on perd la démocratie, la peur s’installe»

ÉTATS-UNIS Prix Nobel d'économie en 2001, Joseph Stiglitz porte un regard critique sur les décisions de Donald Trump et leur impact, que ce soit sur le plan économique ou géopolitique. Il explique ses craintes concernant les fondements de la démocratie

PROPOS RECUEILLIS
PAR ANNE-FRÉDÉRIQUE WIDMANN
(«TEMPS PRÉSENT» / RTS),
AVEC PATRICK CHAPPATTE, NEW YORK

Cet entretien est le fruit de plusieurs rencontres qui ont culminé avec une interview en septembre, à New York. Homme au langage franc et précis, l'économiste Joseph E. Stiglitz, lauréat du Prix Nobel d'économie en 2001, fait partie des personnalités qui disent haut et fort les risques liés à la deuxième présidence de Donald Trump. De manière factuelle, s'appuyant sur l'Histoire, la Constitution américaine et l'Etat de droit.

Comment caractérisez-vous la manière dont Donald Trump aborde l'économie, au niveau national et international? En ce qui concerne les Etats-Unis, il est néfaste pour l'économie à court terme et pire encore à long terme. A court terme parce qu'il bouleverse tout. Les droits de douane, qui sont augmentés, supprimés, rétablis, créent une énorme incertitude. S'ils sont effectivement imposés, ils entraîneront une hausse des prix et de l'inflation. Si d'autres pays ripostent par des droits de douane compensatoires, la situation sera pire encore pour les Etats-Unis. La Chine a montré que si on ne capitule pas comme l'a fait l'Europe, Trump cède. Mais d'un autre côté, la Chine avait des atouts très efficaces dans son jeu. Elle avait une meilleure main, car elle détient un quasi-monopole sur les terres rares, les minéraux rares et les magnésiens dont l'Amérique a besoin. En tant qu'économiste, j'ai été choqué que le Parti républicain et l'administration n'aient pas réfléchi à cela avant de se lancer dans cette guerre tarifaire. Il y a eu des contre-mesures et les Etats-Unis ont été contraints de reculer.

De nombreux pays et entreprises se sont engagés à investir des sommes incroyables aux Etats-Unis. Et si cela pouvait créer des emplois et apporter des avantages à court terme, ou l'année prochaine par exemple? Tout d'abord, les tarifs étaient censés créer un environnement propice aux

investissements aux Etats-Unis. Mais la raison pour laquelle les constructeurs automobiles fabriquent leurs voitures ailleurs, en particulier des véhicules électriques, c'est parce que les Etats-Unis ne disposent pas de la main-d'œuvre qualifiée nécessaire. La moitié des employés de certaines usines en Chine sont des ingénieurs, et nous n'avons pas cette main-d'œuvre qualifiée, faute de l'avoir formée. La Chine a très tôt pris conscience du problème du réchauffement climatique. Elle a compris qu'elle devait s'engager dans une transition écologique. Trump continue de nier cette nécessité. Il est donc évident que notre pays est désavantagé.

«Quelle société la Suisse veut-elle être? Voulez-vous que sa nature soit dictée par une personne comme Donald Trump?»

Bon nombre de ces accords incluent des promesses d'investissements aux Etats-Unis. Or, dans les économies capitalistes, ce sont les marchés qui décident de ce qui est produit, pas les gouvernements. C'est ironique, ce président qui se dit républicain, qui croit au système capitaliste dans une économie de marché, qui critique les autres pour leur socialisme, et qui agit en réalité comme s'il était au centre de l'économie. Comme si c'était une économie planifiée! Même si la production manufacturière revenait un peu aux Etats-Unis, cela ne résoudrait pas les problèmes de désindustrialisation ni celui des personnes qui ont été laissées pour compte. La fabrication moderne est assurée par des robots. Je me suis rendu dans une usine en Chine. J'ai vu comment 2000 ouvriers pouvaient produire 1000 voitures par jour. Tout était

fait par des robots. J'ai compris qu'une fois que tout fonctionnerait bien, la plupart des ouvriers, même ces 2000 restants, ne seraient plus nécessaires. Il n'y a aucune perspective de récupérer les emplois qui ont été perdus. Dans l'économie moderne du XXIe siècle, l'emploi dans le secteur manufacturier est faible. Aux Etats-Unis, il est déjà inférieur à 8% ou 9%. Il ne va pas augmenter et même s'il augmentait de manière significative – par exemple de 25% –, le secteur manufacturier ne représenterait que 10% ou 11% des emplois. L'économie n'en est pas là. Trump vit au milieu du XXIe siècle. Nous venons de terminer le premier quart du XXIe siècle.

Donald Trump a imposé un droit de douane de 39% à la Suisse. Que peut faire notre pays? Auriez-vous un conseil à donner? Je dirais: ne capitulez pas. Ce serait mon conseil. Un accord conclu avec Trump vaut-il le papier sur lequel il est écrit? L'UE pensait avoir conclu un accord. Peu après, Trump a déclaré: «Vous imposez des réglementations injustes, vous discriminez nos entreprises technologiques.» Puis il a insisté pour que l'Europe se débarrasse de la loi sur les marchés numériques (DMA), de celle sur les services numériques (DSA), des taxes numériques, de la protection de la vie privée, de toutes ces réglementations. Si l'Europe ou la Suisse veulent renoncer à leur souveraineté nationale, c'est leur choix. Mais mon conseil est que cela n'en vaut pas la peine. Vous paierez peut-être un petit coût sur le plan économique, mais à long terme, vous vous en sortirez mieux. Assurément, aucun pays avec un peu de bon sens et de fierté ne renoncera à sa souveraineté nationale, à ses jugements sur ce qui est bien ou mal, à sa conviction quant aux dangers des monopoles, au danger des ordures charriées par les réseaux sociaux. Ce sont des questions fondamentales auxquelles chaque société doit répondre. Après, il va vous dire que vous devez autoriser les armes à feu partout afin que vous puissiez vous entretenir. Quelle société la Suisse veut-elle être? Voulez-vous que sa nature

Joseph Stiglitz s'adresse à la presse après avoir participé à un débat sur la taxation des super-riches, à l'Assemblée nationale à Paris, le 1er octobre dernier. (STÉPHANE DE SAKUTIN/AFP)

soit dictée par une personne comme Donald Trump?

Vous avez dit que Trump a recours à des méthodes mafieuses. Pouvez-vous développer? Depuis le 20 janvier, nous avons assisté à un niveau de corruption inimaginable. Cela s'est fait progressivement, tout en étant annoncé publiquement. Donald Trump a déclaré qu'il n'allait pas appliquer la loi sur les pratiques de corruption à l'étranger. Il a donc encouragé les entreprises américaines à ne pas s'inquiéter des pots-de-vin. Puis il a fait des choses, comme mettre aux enchères des places à sa table, un dîner avec lui, en utilisant la cryptomonnaie. Il a encouragé les gens à acheter sa propre crypto. Selon certaines estimations, il aurait gagné bien plus d'un milliard de dollars grâce à la cryptomonnaie. Mais soyons clairs, il sait qui achète ces jetons de cryptomonnaie. Ce ne sont rien de moins que des pots-de-vin. Le Congrès républicain a complètement détourné le regard de cette corruption. Ce qui est incroyable avec le président actuel, c'est qu'il ne cherche même pas à se cacher!... Mais il y a un autre aspect mafieux à ce qui se passe, au-delà de cet argent qui va peut-être à la famille du président, c'est que cela touche le fonctionnement même du gouvernement. Nous avons l'habitude de croire qu'un gouvernement démocratique était un gouvernement fondé sur l'Etat de droit. Ce n'est

plus le cas aujourd'hui. Tout n'est plus que négociations, arrangements. Nos universités, Trump les accuse d'avoir violé telle ou telle loi. Mais il n'y a pas de procès. Il n'y a pas de jury. C'est son seul jugement. Il dit: «Négociez!» Columbia a accepté de payer 200 millions, Brown 50 millions. Il exige 1 milliard de l'UCLA. C'est juste du chantage. Si vous ne payez pas, vous n'aurez pas de contrats gouvernementaux.

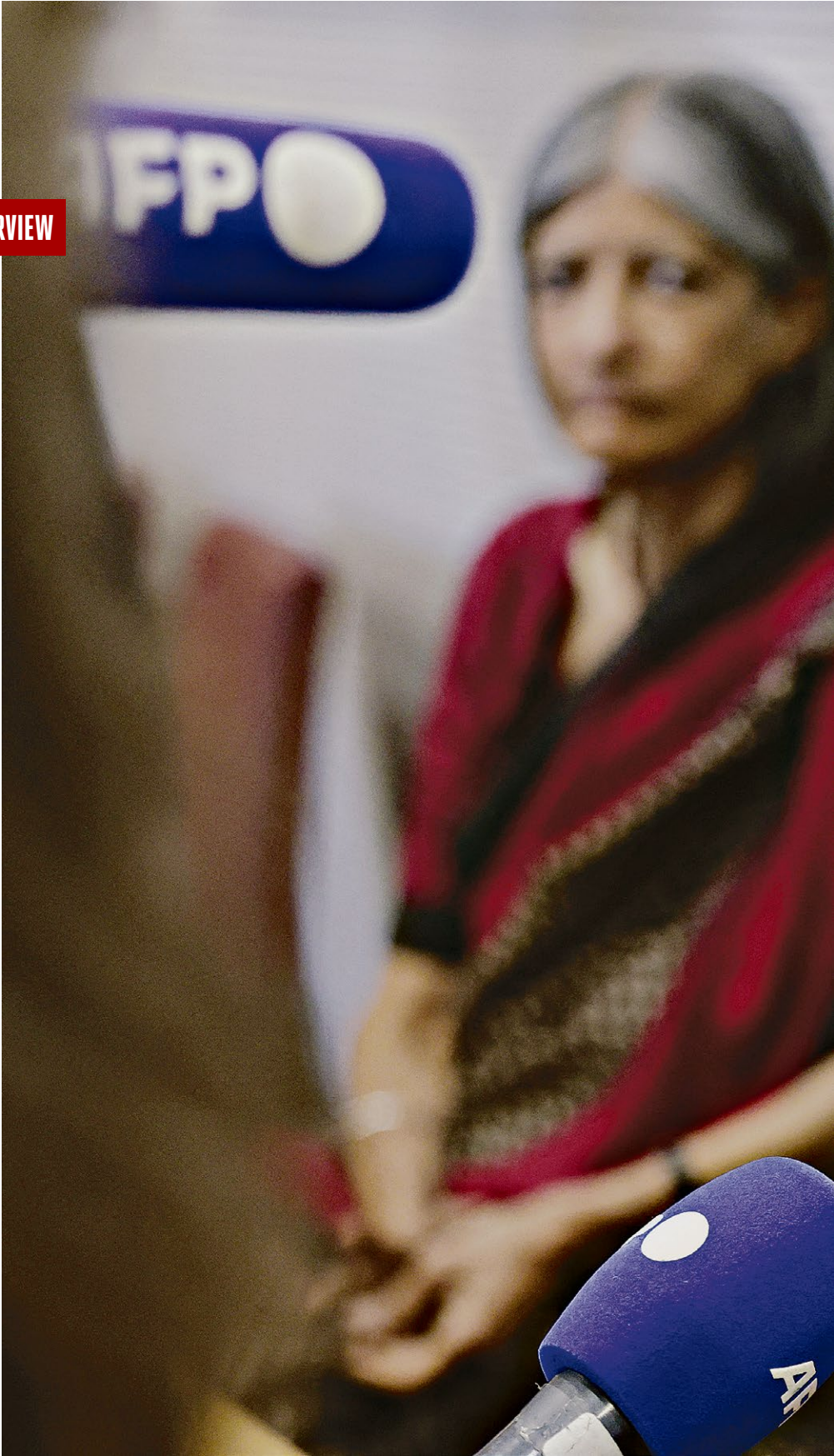
«La Chine a montré que si on ne capitule pas comme l'a fait l'Europe, Trump cède»

C'est la même chose au plan international. Nous avions autrefois un principe commercial appelé «nation la plus favorisée», qui stipulait que tous les pays devaient être traités de la même manière. C'était une règle de droit. Elle a été supprimée. Il dit: «Suisse, vous devez payer 30 à 40% de droits de douane, Japon, vous en payez 15, Europe, 15. Nous n'aimons pas la façon dont vous appliquez la règle de droit au Brésil, Brésil, vous payez 50%. Inde, 50%.» Ce n'est pas la règle de droit. C'est de l'arbitraire et c'est dangereux.

Il détruit les fondements de l'économie de marché, de notre économie. Le niveau de vie et l'espérance de vie ont considérablement augmenté grâce à la science et à l'organisation rationnelle des institutions. Il s'en est pris à tout cela. La science était le fondement de l'avantage comparatif des Etats-Unis. Il l'a supprimé, tirant ainsi une balle dans le pied du pays. Les scientifiques américains cherchent des emplois à l'étranger. Aussi néfaste que soit Trump pour l'économie à court terme, je pense que les perspectives à long terme sont encore pires.

Vous vous inquiétez également pour la démocratie américaine. Pourquoi? La démocratie repose elle aussi sur l'Etat de droit. Qui a le droit de voter? Comment pouvez-vous vous exprimer? Quels sont les mécanismes d'équilibre des pouvoirs? C'est une institution complexe. Et Trump s'attaque à tous les aspects de cette institution. Il qualifie la presse libre d'ennemie du peuple. Or elle est l'un des moyens qui nous permettent d'assurer le contre-pouvoir, un élément important de l'équilibre de notre système, qui garantit l'obligation de nos élus de répondre de leurs actes. Dans le monde universitaire, nous craignons qu'il ne supprime la liberté académique, dont il tente d'abolir les principes fondamentaux. Mais celle-ci est importante. Le

INTERVIEW





monde universitaire a été créé afin de porter un regard sur ce qui se passe dans notre société, notre gouvernement, nos entreprises, et signaler ce qui ne fonctionne pas correctement. C'est absolument nécessaire dans une démocratie. Quand quelqu'un enfreint la loi, il y a un procès, une procédure transparente, ce qui n'est pas le cas avec l'administration Trump. A maintes reprises, les tribunaux ont déclaré ses actions illégales. Mais malheureusement, la Cour suprême a fait preuve envers lui d'une immense déférence, sans expliquer pourquoi. Elle n'a pas tranché bon nombre des questions clés que les juridictions inférieures ont abordées, ne s'est pas prononcée sur les principes fondamentaux et lui a laissé une vaste marge de manœuvre. Nous assistons donc à une érosion des fondements de notre démocratie.

Longtemps, la démocratie américaine a été un exemple. Tout le monde pensait sa Constitution solide. Avez-vous des doutes aujourd'hui? Pourrions-nous vraiment assister à un changement de régime? De nombreux Américains disent: «Nous avons connu 250 ans de démocratie. Nous célébrerons l'année prochaine le 250e anniversaire. C'est une longue période. Et elle a survécu.» Mais en effet, nous comprenons maintenant qu'elle comporte de gros défauts. Par exemple, il est trop difficile d'amender la Constitution. Une bonne Constitution ne

doit pas pouvoir être modifiée trop facilement, mais il faut pouvoir s'adapter à l'évolution des circonstances. La nôtre ne s'est pas adaptée assez vite à certains changements. Elle n'était pas claire sur certaines questions, comme la manipulation de la carte électorale. Les Etats peuvent dessiner les circonscriptions de sorte qu'une minorité relativement petite, inférieure à 30%, puisse en réalité détenir la majorité des sièges au Congrès. Ce n'est pas démocratique. Les autres pays qui observent les Etats-Unis sont étonnés de voir que, deux fois au cours de ce siècle, un président a été élu sans avoir obtenu la majorité des voix. De façon répétée, nous voyons des fragilités se révéler. Si on devait écrire une Constitution aujourd'hui, en sachant ce que nous savons maintenant, nous rédigerions différemment.

Vous avez laissé entendre récemment que ce qui se passe avec le pouvoir judiciaire, les médias, tous ces bouleversements font songer à ce qui s'était passé en Allemagne en 1932... Nos institutions n'ont jamais été mises à l'épreuve comme elles l'ont été depuis le 20 janvier. Sont-elles suffisamment résilientes et solides? Ce qui fait fonctionner une société, une démocratie, ce sont en grande partie les normes, le respect mutuel, le respect des procédures, des processus démocratiques. Lorsque la Cour suprême a rendu un arrêt qui n'a pas plu à Andrew Jackson [le

7e président des Etats-Unis], ce dernier a déclaré: «La Cour suprême a statué, eh bien qu'ils l'appliquent à présent!» Or la Cour suprême ne dispose d'aucun mécanisme d'application. C'est encore une faiblesse de notre système.

«On se bat contre quelque chose de très puissant. C'est une mafia. Ce n'est pas un Etat de droit»

Mais dans l'ensemble, au cours des 250 ans d'existence du pays, on a fait preuve de respect. Lorsque la Cour statue, on honore ses décisions. On en respecte l'esprit. On n'essaye pas de les contourner. Le cadre fondamental des Etats-Unis repose sur la capacité du Congrès à lever des impôts, et un droit de douane est un impôt. Ainsi, sauf en cas d'urgence, la capacité d'imposer des droits de douane appartient au Congrès.

De toutes les décisions prises par cette présidence, qu'est-ce qui vous a le plus surpris? Ce qui m'a le plus surpris depuis le 20 janvier, c'est la façon dont le DOGE (le Département de l'efficacité gouvernementale) s'est mis en place, a fermé l'Usaid, a eu accès à des données qui étaient censées être secrètes,

a fait tant de choses contraires à la loi ou du moins contraires aux normes. On a licencié des gens prétendument pour des raisons de coût. Traditionnellement, lorsqu'une nouvelle administration arrivait, les agences poursuivaient leur travail. Au fil du temps, le président pouvait nommer de nouveaux responsables, lorsque le mandat des anciens prenait fin. Toutes ces normes ou lois démocratiques ont été violées. Ce n'était donc pas une transition normale. C'était, si l'on peut dire, un coup d'Etat de l'intérieur.

Et le président s'en est pris ouvertement à ses ennemis... Oui, il s'en est pris ouvertement à ses ennemis. La question que se posent beaucoup d'Américains est la suivante: s'il a tenté de renverser une élection où il a perdu par sept millions de voix, si environ 70% du Parti républicain estime aujourd'hui qu'il a remporté cette élection, alors pourquoi devrions-nous nous attendre, maintenant qu'il détient tant de pouvoir et qu'il a joui d'une telle impunité dans l'abus de ce pouvoir, à ce que les élections de 2026 soient libres et équitables?

C'est ce qu'on ressent aujourd'hui? On la ressent très fortement. Je peux vous dire qu'il y a beaucoup de peur dans la société. Même si l'on gagne devant les tribunaux,

soit Trump ignore la décision de justice, soit il porte une nouvelle accusation, puis une autre, et encore une autre. On se bat contre quelque chose de très puissant. C'est une mafia. Ce n'est pas un Etat de droit. Et comme je l'ai dit, nous réalisons de plus en plus que l'Etat de droit ne se résume pas à des règles, il inclut aussi les normes, le respect de l'intention des règles.

Comment cela affecte-t-il la vie des gens? La peur concerne particulièrement – pour l'instant – ceux qui ne sont pas citoyens américains. Les immigrants, la communauté hispanique. J'ai même vu des citoyens américains arrêtés dans la rue sans mandat, sans justification, et la justice a soutenu cela dans quelques cas. On voit des gens qui n'osent plus quitter leur appartement de peur que ICE [agence fédérale de l'immigration et des douanes] ne les attrape. La bonne nouvelle, c'est que de nombreux citoyens américains se joignent au mouvement de soutien aux Hispano-Américains et à toutes ces personnes qui sont venues dans notre pays, qui sont devenues des membres importants de notre communauté. Et ils protestent contre ICE, ces individus masqués qui viennent maltraiter les gens.

Désormais, plus personne n'est protégé, nous a dit un avocat. C'est le cas? Si les droits d'une personne ne sont pas respectés, nous tous perdons nos droits. Aujourd'hui, ils viennent chercher cette personne. Demain, ils viendront me chercher. J'en suis convaincu. Le président a foulé les droits des Hispaniques, il a attaqué le monde universitaire. Il est clair qu'il n'a pas le sens des normes démocratiques. Il avait dit un jour qu'il pourrait ouvrir le feu sur quelqu'un au milieu de la 5e Avenue en toute impunité. Quand on commence à parler comme ça, à se prendre pour un roi... Il faut poser la question: où cela s'arrêtera-t-il? Qu'est-ce qui va l'arrêter?

Les élections de mi-mandat? Je ne suis pas optimiste, mais je l'espère. La question que se posent beaucoup d'Américains est la suivante: s'il a tenté de renverser une élection où il a perdu par sept millions de voix, si environ 70% du Parti républicain estime aujourd'hui qu'il a remporté cette élection, alors pourquoi devrions-nous nous attendre, maintenant qu'il détient tant de pouvoir et qu'il a joui d'une telle impunité dans l'abus de ce pouvoir, à ce que les élections de 2026 soient libres et équitables?

C'est terrible d'entendre cela... C'est la réalité. J'espère sincèrement qu'elles seront libres et équitables. Je pense que la majorité des Américains auront alors pris conscience des dangers qui menacent notre démocratie et notre économie, tant à court terme qu'à long terme.

Après tant d'attaques contre les droits, contre l'équilibre des pouvoirs, certains Américains sont descendus dans la rue, mais la plu-

part semblent paralysés, à l'image des démocrates. Que se passe-t-il? D'abord, il y a eu d'énormes manifestations. Elles n'ont peut-être pas reçu l'attention qu'elles méritaient, mais le «No Kings Day» (la journée «Pas de roi») a probablement été la plus grande manifestation que nous ayons jamais connue. Des millions et des millions de personnes sont descendues dans la rue. Lorsque nous avons renversé le roi George III, l'intention n'était pas de le remplacer par un roi élu, mais bien de créer une république démocratique. C'est ce que nous sommes en train de perdre. Ce qui m'inquiète également, c'est le principe de la grenouille dans de l'eau bouillante. L'histoire veut que les grenouilles soient très douées pour sauter, mais si vous les mettez dans l'eau et que vous augmentez la température degré par degré, elles oublient de sauter et finissent bouillies. Chaque jour est une nouvelle atteinte à notre démocratie. Nous pensons avoir survécu au jour précédent, puis nous franchissons une nouvelle étape, juste un peu plus grave. Nous pouvons survivre aujourd'hui et espérer d'une manière ou d'une autre que nous ne finirons pas cuits, que nous inverserons la tendance. L'espoir reste grand. Les Américains sont optimistes. Il reste un espoir que, d'une manière ou d'une autre, en 2026 ou 2028, nous inversons la tendance.

Mais rien n'est moins sûr? En effet, les Américains pourraient finir cuits à la place.

Ce quotidien qui ne semble pas affecté, c'est ce qui se passe quand un régime autocratique s'installe? Dans ce processus, la vie de la plupart des gens semble peu affectée – un peu plus d'inflation, un peu plus de chômage. Tant que je garde mon emploi, tant que ma famille va bien... Mais bien sûr, beaucoup d'Américains vont souffrir. Ceux qui souffriront du manque de couverture médicale parce que Trump l'a supprimée pour financer une réduction d'impôts pour les milliardaires. Les coupes budgétaires dans l'éducation vont faire mal. Mais les effets réels ne se feront sentir que dans plusieurs années: les coupes dans la science, l'affaiblissement de notre leadership technologique dans le monde, l'érosion de notre soft power, l'érosion du respect dont nous jouissons à l'étranger. Trump pense que le respect s'obtient en étant dur et imprévisible. Pour avoir voyagé à travers le monde, je peux dire que nous n'avons jamais vu les Etats-Unis aussi peu respectés qu'au cours des six derniers mois.

Comment mettre fin à cela? Manifester, est-ce une bonne réponse? Manifester, voter, et pour ce qui est des institutions, aux Etats-Unis comme à l'étranger, ne pas capituler. ■

Voir la série de reportages BD de Chappatte **USA: ceux qui résistent** sur www.letemps.ch ainsi que le **Temps présent** réalisé par Anne-Frédérique Widmann «Trump, le prix de la résistance» sur Play RTS.

8 Suisse

Qu’importe la provenance, pourvu qu’il y ait l’ivresse?

CONCURRENCE Les brasseries Calvinus et La Meltingpote revendiquent leur identité genevoise, alors même que leurs bières n’y sont brassées qu’à la marge. Les producteurs locaux contre-attaquent

LORÈNE MESOT ET LÉO TICHELLI

Coop des Charmilles, juin 2025. Le visage austère de Jean Calvin trône sur les rayons. Les bouteilles de bière à son effigie ont été alignées derrière la mention «Ma Région». Quai Gustave-Ador, juin 2025 encore. Sur la carte de la buvette La Canopée, la mousse de La Meltingpote «La Plainpal» est accompagnée de la mention «GE». Route de Montchoisy, juillet 2024. Sur l’ardoise de Tom Beers, une autre bière de La Meltingpote, «La Jonx», est, ici aussi, accompagnée d’un «GE». Sauf qu’entre ces mentions et la réalité... Il y a 80 kilomètres. «La Jonx» et «La Plainpal» sortent des cuves du Dr. Gab’s à Puidoux, dans le canton de Vaud. Quant aux bouteilles Calvinus du supermarché, elles ont fait le trajet depuis la brasserie Brauerei Locher AG en Appenzell. *Prost!*

Le brassage à façon, qui consiste à faire produire sa bière par un autre, est légal. Jusqu’à un certain point du moins. L’ordonnance fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels indique que les dénominations, les illustrations et la publicité «doivent correspondre à la réalité» et «exclure toute possibilité de tromperie quant à la nature, à la provenance». Naturellement, il existe une marge d’interprétation. Ainsi, Calvinus et La Meltingpote convoquent folklore et références du bout du Léman. S’agissant du lieu de provenance, leurs étiquettes affichent simplement «Suisse» et «Suisse romande». Sur celles de La Meltingpote figure en revanche une petite carte indiquant les lieux qui ont servi à baptiser les bières «La Plainpal», «La Crompte» et «La Jonx», trois quartiers emblématiques de la Cité de Calvin.

La recette fonctionne: depuis sa création par trois frères en 1999, Calvinus est devenue incontournable. De son côté, La Meltingpote, née en 2017, a dernièrement réussi à conquérir des parts d’un marché aussi petit que concurrentiel. De quoi irriter les brasseurs garantissant une production entièrement locale, qui voient d’importants clients leur échapper. Réunis au sein de l’ABIG, l’Association des brasseries indépendantes genevoises, ils ont décidé de contre-attaquer.

A l’ABIG, la chope est pleine

En juin, l’ABIG s’est fendue d’un courrier au Service de la consommation et des affaires vétérinaires du canton (SCAV), le priant de se positionner sur ce modèle ambigu. Dans sa lettre, que *Le Temps* a consultée, l’association s’interroge sur le cadre légal et le message renvoyé par ce type d’étiquetage aux consommateurs. Sans réaction des autorités, l’association n’exclut pas de faire remonter le dossier devant la justice ou au Grand Conseil. Le petit monde brassicole genevois y bénéficie cependant moins de relais politiques que le milieu viticole, par exemple.

«Il y a une vraie colère», grince Jamal Al-Amine, de la Brasserie du Virage, sise à Sacconnex-d’Arve. Les 13 membres de l’association, parmi lesquels Les Muraillies, Père Jakob, Le Mât ou La Pièce, se sont engagés à produire l’ensemble de leurs bières sur le

canton et à utiliser du malt genevois pour au moins une de leur mousse disponible à l’année. Or ces exigences ont un coût, explique Jamal Al-Amine: en personnel, en loyers, en factures SIG, en taxes fédérales sur la bière, et pour certains, en produits plus onéreux, comme du malt cultivé au bout du Léman. «Ici, personne ne devient riche. Nous vivons pour et de notre bière. Nous avons une responsabilité sociale. Les commerciaux qui sous-traitent leur production externalisent le risque tout en bénéficiant des avantages que confère l’aspect local», grince le brasseur.

Les cas «Saas das Bier» et «Lözerner Bier»

A Genève, aucun cas d’étiquetage litigieux n’a été tranché par la justice. En revanche, il existe un arrêt du Tribunal fédéral, daté d’août 2021. L’affaire concerne la bière «Saas das Bier», commercialisée par la brasserie Felsenau, sise dans le canton de Berne. Les juges de Mon-Repos ont conclu au «caractère trompeur» de l’étiquette qui faisait référence à la vallée de Saas, en Valais, et qui portait une étoile bicolore emblématique du canton. Ils ont estimé que le produit donnait l’impression au consommateur moyen de provenir du Valais, alors que la bière est brassée à Berne.

Contrairement aux produits de La Meltingpote et de Calvinus, l’étiquette de la «Saas das Bier» explicitait pourtant le lieu de brassage exact, «à Felsenau, Berne». Cela n’a pas suffi pour le Tribunal fédéral, qui, notamment, se réfère dans son jugement à l’art. 18 al. 3 de la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels, censée protéger le consommateur de la tromperie.

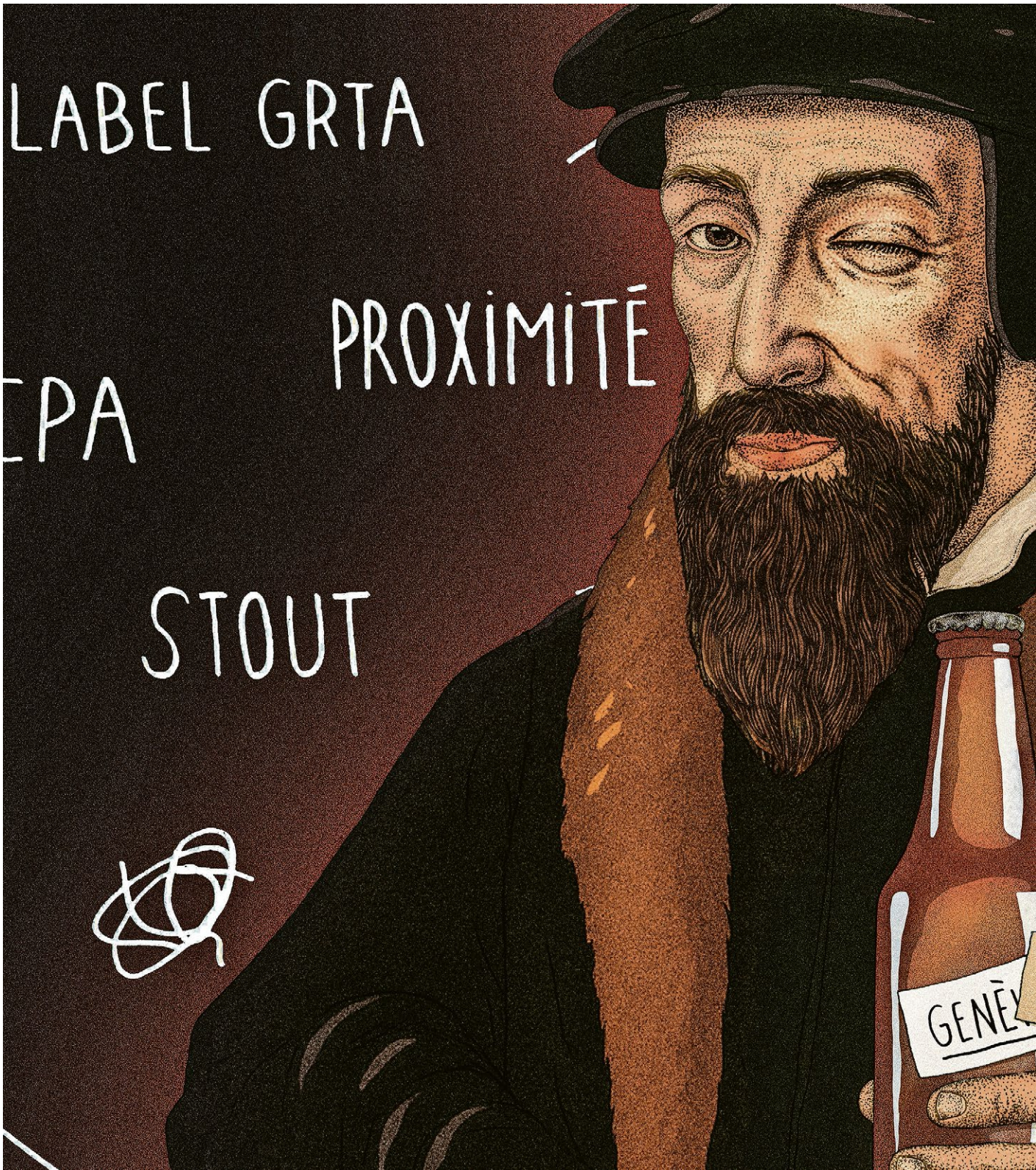
Un cas similaire a été jugé en juin 2018, avec la «Lözerner Bier», produite et conditionnée à Schaffhouse. Le Tribunal fédéral a jugé que la société, qui ne possède pas sa propre brasserie, induisait le consommateur en erreur «grâce à ses éléments de design», qui plaçaient «le produit litigieux dans le contexte géographique de Lucerne». La mention «produit et mis en bouteille en Suisse» et le contour stylisé de la Confédération suisse au dos du produit litigieux «n’y changent rien», ont tranché les juges de Mon-Repos.

«L’adresse du siège n’est pas suffisante»

Interrogé par *Le Temps*, le chimiste cantonal et directeur du SCAV, Patrick Edder, déclare ne pas être autorisé à commenter les cas particuliers, mais rappelle le cadre, explicite: «Si l’étiquette d’une bière ou sa publicité indiquent qu’il s’agit d’un produit genevois ou dont le lieu de provenance est Genève, elle doit alors être brassée à Genève. L’adresse du siège n’est pas suffisante.»

En cas de non-conformité, «les mesures exigibles sont alors soit de modifier l’étiquetage et/ou les supports publicitaires, soit de changer le lieu de brassage pour correspondre à la réalité». Le chimiste cantonal ne dira pas si des dossiers sont en cours d’instruction, et n’a pas donné suite à l’ABIG, qui sollicitait une rencontre.

La Meltingpote a déjà fait appel à des juristes pour discuter de ces questions, confie son gérant, qui a repris les rênes de



l’entreprise en 2023 après avoir été représentant commercial pour la brasserie La Nébuleuse. La mention «bière de proximité» qui ornait les étiquettes a été abandonnée. «Nous avons fait ce qui nous semblait correct au niveau légal et sommes prêts à progresser si besoin», promet-il.

«Notre bière est née à Genève et la marque a grandi en produisant ailleurs parce que c’était la seule option financièrement viable»

LE GÉRANT DE LA MELTINGPOTE

L’histoire de La Meltingpote commence en 2017. Un Genevois passionné concocte de premiers brassins dans son appartement avant de chercher à professionnaliser la production. «Assez rapidement, il s’est tourné vers la Brasserie WhiteFrontier en Valais», explique le gérant. «Notre bière est née à Genève et la marque a grandi en produisant ailleurs parce que c’était la seule option financièrement viable. Je ne pense pas que cela fait de nous des non-Genevois.» Il assure que l’idée a toujours été de revenir à Genève et qu’un «premier brassin genevois a vu le jour à Satigny cet été» en partenariat avec une brasserie genevoise. «De nombreux autres sont à venir en 2026», soutient-il.

Calvinus, invisible dans le registre des fabricants

De son côté, le gérant de Calvinus, qui a cofondé l’entreprise, revendique le folklore qui entoure sa bière: «L’idée est seulement de défendre une marque genevoise, de manière à faire résonner le canton plus loin

que dans la seule Cité de Calvin.» Le Genevois explique avoir eu affaire au SCAV, il y a une quinzaine d’années, et été contraint de retirer la mention «Genève» de ses étiquettes – une décision qu’il ne comprend pas. «J’avais indiqué «Calvinus – Genève», car Calvin est de Genève. C’est aussi simple que cela.» Sur le site de Calvinus, la blonde, la rousse, l’ambrée et la noire continuent d’arborer la mention «Genève» sur le devant de l’étiquette.

Calvinus a annoncé en début d’année dernière rapatrier une partie de sa production appenzelloise. «Calvinus ouvre un bar et rapatrie sa production à Genève», titrait Léman Bleu en février 2024. Sauf qu’en vingt-six ans d’existence, Calvinus n’a jamais brassé le moindre litre de bière sous son nom. *Le Temps* a constaté que la brasserie n’est, en effet, pas enregistrée comme fabricant de bière à l’Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF). Ce registre, public, fonctionne sur la base d’autodéclarations et recense tous les brasseurs du pays qui produisent et commercialisent leur mousse, dès le premier litre vendu. Autrement dit: Calvinus n’a jamais entrepris la démarche ni payé le moindre centime sur sa production.

A la Fête de la musique, la goutte de trop

L’entreprise «n’a jamais été enregistrée comme brasserie assujettie à l’impôt», confirme l’OFDF, interrogé par *Le Temps*. Le gérant actuel explique qu’il s’agit «d’une erreur» et que le dossier est en cours de régularisation. «Je me suis tellement concentré sur d’autres aspects dans le cadre de l’ouverture de la brasserie. Ce n’est pas simple de mettre en marche un tel commerce.» Voilà des années, dit-il, qu’il cherche des solutions pour rapatrier sa production tout entière malgré les prix exorbitants des mètres carrés genevois. Il s’estime d’ailleurs lésé: «Je n’ai pas la chance d’avoir récupéré du terrain agricole – moins cher – comme d’autres brasseurs genevois.»

D’autres zones d’ombre entourent le modèle d’affaires de Calvinus, à commencer par les volumes produits à Genève. Du fait de l’absence d’inscription au registre, les autorités fédérales ne connaissent pas ces volumes. Le SCAV, qui est informé, refuse aussi de communiquer. Interrogé, le gérant, lui, reste vague: «Je n’ai pas les chiffres des volumes, j’ai commencé à brasser à Genève il y a dix-huit mois...» Le brasseur explique y faire pour le moment des brassins de spécialités et des petites quantités. «A Genève, nous avons actuellement 6000 litres de volume total de cuves et nous allons certainement investir pour en avoir davantage.»

Au-delà de l’intérêt qu’elle revêt pour le consommateur, l’information est intéressante, car être local ouvre des parts de marché non négligeables. Plus encore depuis que l’an dernier, la ville de Genève a précisé dans sa Charte de l’alimentation durable que les stands des manifestations qu’elle organise ou autorise devaient compter parmi leurs bières à la carte au moins 50% de mousses genevoises. Concernant les buvettes estivales sur le domaine public, la consigne est un peu plus souple avec 70% de boissons artisanales et locales, de préférence genevoises et, à défaut, régionales ou suisses.

Cette année, forte de ses nouveaux brassins carougeois, Calvinus a demandé, avec succès, à être sur la liste conseillée par la ville de Genève aux gérants des stands de la Fête de la musique. Lors de l’événement, une personne du milieu, dont l’identité est connue de la rédaction, est restée stupéfaite et a immortalisé la scène. Sur ses photos, on voit la carte des boissons d’un stand indiquer «Bière Calvinus pression», «blonde non filtrée, brassée à Genève». Derrière le même stand, sur une seconde image, un bordereau de livraison encore accroché au ruban plastique qui maintenait les fûts pendant le transport indique la provenance en toutes lettres et sur un code-barres: Brauerei Locher AG.



(BENJAMIN TEJERO POUR LE TEMPS)

Le gérant de Calvinus se défend: «Le cerclage et le bordereau attaché ne sont pas forcément fixés aux bons fûts. Ces bordereaux sont une indication en amont de la logistique. Pour des raisons de place, nous enlevons les cerclages des fûts pour les ranger lorsque nous recevons nos commandes. Nous conservons ces cerclages qui vont ensuite nous servir, soit à renvoyer les fûts vides attachés, soit à livrer des fûts attachés sur une palette. Mais nous ne prenons pas la peine d'enlever les bordereaux qui sont agrafés aux cerclages. Et quand nous réutilisons ces derniers, un ancien bordereau de livraison peut y rester attaché.»

«Ce n'est pas simple de mettre en marche un tel commerce»

LE GÉRANT DE CALVINUS

Les photos prises à la Fête de la musique ont largement circulé au sein de l'ABIG, qui les a montrées à la municipalité. Contacté, Gaëtan Morel, chargé de projets au Service Agenda 21, ne souhaite pas s'exprimer sur les images en question. Des manquements ont déjà été constatés au niveau des buvettes estivales, regrette-t-il toutefois: «Des personnes qui étaient venues présenter de magnifiques dossiers au moment des appels d'offres n'ont ensuite pas joué le jeu au niveau de la bière. Des bières genevoises ont disparu.»

Heineken et Cardinal, dans une autre cour

Quid de la responsabilité de la ville en cas d'indications de provenance floues ou fallacieuses? «L'esprit de notre charte n'est pas de sanctionner un prestataire en cas de non-respect, mais davantage de l'encourager à changer de pratique dans la durée. Néanmoins, les bonnes pratiques constatées sur le terrain sont clairement

en faveur des porteurs de projet au moment de décider de l'octroi de stands ou de buvettes – ou de leur renouvellement», répond Gaëtan Morel.

En définitive, pour le gérant de La Meltingpote, le combat à mener dans le milieu brassicole est ailleurs: «L'immense majorité du marché est détenue par les groupes internationaux. Si on essayait plutôt de se battre ensemble pour cette part-là?», demande-t-il.

Il reste très compliqué pour les producteurs locaux de concurrencer les mastodontes comme Carlsberg et Heineken, capables de proposer des blondes de soif pour une soixantaine de francs le fût de 20 litres (contre une bonne centaine pour de l'artisanal) et prompts à financer tireuses et robinets dans les bistrots contre la promesse d'un contrat d'exclusivité sur le long terme. «Ces groupes fonctionnent comme des banques qui ont suffisamment de capital pour se permettre d'investir sur le temps long, avec du prêt de matériel. Nous pouvons difficilement faire la même chose», souligne Jamal Al-Amine.

Des services et des prix que peut se permettre Calvinus, dans une certaine mesure. La Barje, qui gère trois bars durant la belle saison, travaille avec l'entreprise genevoise, sans être sous contrat avec elle, depuis ses débuts en 2004. Une collaboration fructueuse, explique Fanny Léchenne, directrice de l'association. Salvatrice même. «En 2018, l'association a frôlé la faillite et nous avons pu négocier avec Calvinus un gel de nos factures en retard – plusieurs dizaines de milliers de francs –, ce qui nous a permis de réguler le reste de la situation financière et de payer petit à petit le montant dû à Calvinus sur trois ans. Cet arrangement a sauvé notre association», expose Fanny Léchenne.

Un sauvetage presque comme un clin d'œil à l'histoire et au folklore entourant Calvinus, que les frères fondateurs ont intitulés sur leur site «In Birae Predestinas» – «Dans la bière, la providence», traduit Cath.ch. Reste désormais au consommateur à répondre à la question: dans la bière, quelle provenance? ■

La résistance aux antibiotiques s'aggrave – en Suisse aussi

SANTÉ La résistance aux antibiotiques progresse plus vite que les mesures pour l'endiguer. En Suisse, la moitié des hôpitaux seulement ont mis en place un programme complet pour lutter contre cette menace

ANNICK CHEVILLOT, BÂLE

L'unité de soins intensifs de l'Hôpital universitaire de Bâle accueillait de nombreux malades graves hier. Les équipes soignantes se pressent autour des patients fragiles. Les bips et les sons des machines rythment l'activité des équipes. C'est là qu'un patient instable a été admis dans la nuit. Son état général se détériore et ses difficultés respiratoires s'aggravent. Le diagnostic, pneumonie, a imposé l'administration d'un antibiotique à large spectre. Les résultats de laboratoire viennent de tomber: le responsable de l'infection est une bactérie *Escherichia coli*. Un autre cas est aussi discuté: une personne de 37 ans, hospitalisée depuis une semaine à cause d'une crise cardiaque, a été transférée dans l'unité de soins intensifs. En cause, une infection due à un staphylocoque transmis par un cathéter.

Tous les jours, l'équipe interdisciplinaire autour de la professeure Nina Khanna, médecin-chef en infectiologie clinique à l'Hôpital universitaire de Bâle, effectue une visite dans cette unité de grands malades pour discuter des cas sous antibiothérapie. Un protocole routinier qui vise à évaluer l'utilisation appropriée d'antibiotiques à l'hôpital.

Cette pratique s'inscrit également dans une stratégie globale lancée par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) en 2015. Son but: lutter contre l'antibiorésistance qui se propage rapidement dans le monde. Dans cette bataille, les hôpitaux sont en première ligne, comme le confirme l'OFSP: «Ces établissements jouent un rôle essentiel, car les patients y sont particuliè-

rement exposés aux infections dues à des agents pathogènes résistants». Et Caroline Johnson, porte-parole de l'Hôpital universitaire de Bâle, de préciser: «Environ un tiers des patients hospitalisés en Suisse reçoivent des antibiotiques».

La Suisse peut faire mieux

D'où l'importance de mettre en œuvre des programmes de gestion des antibiotiques, comme on le fait à Bâle, pionnier en la matière. En dix ans, les efforts consentis pour une utilisation rationnelle de ces médicaments dans les hôpitaux du pays sont encourageants: «Des progrès ont été faits dans la lutte contre la résistance aux antibiotiques, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires», confirme Anne Lévy, directrice de l'OFSP.

Ainsi, une enquête menée en 2024 a révélé qu'environ 86% des hôpitaux suisses avaient adapté leurs pratiques en

matière, mais que la moitié d'entre eux seulement disposaient d'un programme complet, comme c'est le cas dans la cité rhénane. «Les équipes chargées du bon usage des antibiotiques surveillent systématiquement leur utilisation, élaborent des recommandations de prescription et des systèmes de retour d'information, et dispensent une formation continue», explique la professeure Sarah Tschudin Sutter, médecin-chef du service de prévention et de contrôle des infections à l'Hôpital universitaire de Bâle. Plusieurs études montrent également que ces programmes permettent de réduire la résistance aux antibiotiques. De quoi réduire les effets secondaires, la durée d'hospitalisation et les coûts de traitement.

Si la Suisse est capable de faire face, malgré «les lacunes majeures» relevées par l'enquête de l'an dernier, la situation au niveau mondial est particulièrement inquiétante. Le Dr Tedros Adhanom Ghe-

breyesus, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), tirait la sonnette d'alarme le 13 octobre dernier: «La résistance aux antimicrobiens va plus vite que les progrès de la médecine moderne et menace la santé des familles dans le monde entier.» Les données de l'OMS sont éloquentes: entre 2018 et 2023, l'augmentation annuelle moyenne de la résistance aux antibiotiques a varié de 5 à 15%. Et les résistances entre agent pathogène et antibiotique spécifique ont augmenté de 40%.

La crainte, à terme, c'est de ne plus pouvoir soigner toutes les infections, même banales. C'est déjà le cas en Suisse. Swissnoso, centre national de prévention des infections, estime à 2000 le nombre de décès annuel dans le pays à la suite d'une infection associée aux soins ou nosocomiale. Encourager tous les hôpitaux helvétiques à agir relève d'une priorité de santé publique, qui sera abordée lors de la Semaine mondiale de sensibilisation à la résistance aux antimicrobiens, qui aura lieu du 18 au 24 novembre. ■

Forum Santé

«Soigner ne suffit plus»

Le 25 novembre 2025, «Le Temps» et Heidi.news organiseront la huitième édition du Forum Santé au Palais de Beaulieu à Lausanne, avec pour toile de fond une question simple mais cruciale: et si on remettait enfin la santé... au cœur du système de santé?

Programme et inscriptions sur: [Events.letemps.ch/sante](https://events.letemps.ch/sante)

Les parlementaires fédéraux veulent suivre de près la mise en œuvre de l'e-ID

TECHNOLOGIE La Commission des affaires juridiques du National a accepté à l'unanimité un postulat demandant au Conseil fédéral d'évaluer l'identité électronique vingt-quatre mois après son déploiement. Les élus veulent ainsi s'assurer que le projet tienne compte des inquiétudes exprimées durant la campagne

GRÉGOIRE BARBEY

Le projet d'identité électronique de la Confédération a été accepté du bout des lèvres en septembre dernier. Un résultat serré qui a surpris les parlementaires fédéraux, alors même que la loi avait bénéficié du soutien de tous les partis. Signe que les élus ne sont pas restés sourds au message envoyé par la population, la Commission des affaires juridiques du National a accepté à l'unanimité vendredi 31 octobre un postulat du conseiller national Benoît Gaillard (PS/VD) demandant au Conseil fédéral d'évaluer l'e-ID vingt-quatre mois après sa mise en œuvre.

«Ce résultat montre qu'il y a de véritables interrogations au sein de la population concernant la numérisation des administrations publiques en Suisse», indique au *Temps* Benoît Gaillard. Ce dernier attend donc des autorités qu'elles évaluent certains points deux ans après avoir déployé cette e-ID.

Respecter les engagements

«C'est important que les engagements pris durant la campagne soient respectés», estime l'élu. Parmi ceux-ci, le caractère facultatif de ce nouveau sésame, la lutte contre les demandes excessives d'informations de la part de prestataires privés, ou encore le res-



«Il y a de véritables interrogations au sein de la population concernant la numérisation des administrations publiques»

BENOÎT GAILLARD, CONSEILLER NATIONAL (PS/VD)

pect du cadre financier annoncé par la Confédération.

Mais Benoît Gaillard ne veut pas s'arrêter là. «Le Conseil fédéral devrait aussi mesurer l'adoption concrète de l'e-ID, explique-t-il. Il ne suffit pas que le projet soit irréprochable sur le plan technique, il faut aussi qu'il démontre son utilité dans le quotidien de la population.» L'élu cite le cas de la carte d'identité numérique en Allemagne, qui n'a pas véritablement trouvé son public.

Il n'y a toutefois pas besoin de traverser les frontières helvétiques pour trouver des projets de numérisation qui sont au point mort, faute d'une véri-

table adoption. Le dossier électronique du patient est à ce titre emblématique. Benoît Gaillard ne craint-il d'ailleurs pas que l'administration fédérale déploie cette e-ID sans grande conviction, compte tenu de son caractère désormais sensible, et que cela contribue à en faire un projet mort-né? «Je crois au contraire que c'est une opportunité de faire les choses correctement, ce qui garantira le succès de l'e-ID.»

Convaincre est une priorité

Olga Baranova, secrétaire générale de l'association CH++, qui s'est engagée en faveur du oui durant la campagne, considère elle aussi que la priorité doit être mise dans la capacité de l'e-ID à convaincre la population par «ses nombreux cas d'utilisation pratiques». Elle espère toutefois que ces exigences ne changeront pas le calendrier initial, qui prévoit un lancement à l'été 2026. Selon les informations du *Temps*, l'administration fédérale pourrait toutefois décaler de quelques mois ce déploiement.

«Le plus important selon moi, ce n'est pas que l'e-ID soit lancée le plus vite possible, mais quand elle sera vraiment prête, et quand il y aura aussi des prestations disponibles, pour que son utilité soit d'emblée claire», tempère pour sa part Benoît Gaillard. Tous deux se rejoignent sur un point: l'échec de ce projet ouvrirait la porte à des solutions privées. «La nature a horreur du vide, lance Benoît Gaillard. Les administrations publiques se tourneront vers d'autres outils qui n'auront pas été approuvés en votation populaire.» La Confédération ne doit donc pas rater cette occasion de montrer qu'une approche souveraine de la numérisation publique est possible et souhaitable, conclut-il. ■

Encore un effort sur la géopolitique

PARLEMENT La Commission de la politique de sécurité du Conseil des Etats somme le gouvernement de se réunir en séminaire afin d'adopter une position collective sur les enjeux de sécurité et de défense dans une Europe qui change

FRÉDÉRIC KOLLER

Les autorités ont-elles pris la mesure des bouleversements militaires du continent? Le parlement en doute. Le Conseil des Etats, par la voix de sa Commission de la politique de sécurité, demande au Conseil fédéral de se réunir in corpore dans les meilleurs délais pour réaliser une analyse des dangers et «prendre les mesures nécessaires pour que la capacité de défense du pays soit rétablie aussi vite que possible». Alarmiste? «On attend depuis le 24 février 2022 une prise de position claire du gouvernement, répond la présidente de la commission, la centriste Andrea Gmür-Schönenberger. Normalement, c'est au Conseil fédéral de décider. Jusqu'ici, il n'agit que sous la pression des commissions parlementaires.»

Plusieurs mises en garde

La commission des Etats a voté vendredi plusieurs motions et postulats en vue de prendre les mesures nécessaires pour renforcer la défense du pays. Cela va de l'augmentation des capacités militaires à la mise en place de partenariats de défense avec l'Union européenne et l'OTAN, en passant par la réorganisation de l'armée et la lutte contre les cybermenaces. Cette prise de parole intervient après plusieurs mises en garde de spécialistes de la politique de sécurité dont l'ex-chef du Service de renseignement de la Confédération, Christian Dussey, et l'ambassadeur suisse auprès de l'OTAN à Bruxelles, Jacques Pitteloud.

«On veut que le Conseil fédéral s'empare du sujet de manière collégiale et qu'il prenne la mesure des enjeux», explique le conseiller d'Etat Charles Jaillard. Il est question d'un séminaire gouvernemental, ou *Klausur* dans le jargon fédéral, pour déterminer une



La Commission de la politique de sécurité du Conseil des Etats a voté vendredi dernier plusieurs motions et postulats en vue de prendre les mesures nécessaires pour renforcer la défense du pays. (HINTERREIN (GR), 17 OCTOBRE 2025/ANDREAS BECKER/KEYSTONE)

position commune et éviter que chaque département ou office s'exprime séparément sans vision d'ensemble. Le Département des finances est notamment visé, avec une main trop lourde sur le frein à l'endettement, ainsi que les deux conseillers fédéraux UDC qui restent prisonniers de la logique isolationniste de leur parti. «Chez nous, on a l'impression qu'il n'y a que les finances qui comptent,

mais dans une situation géopolitique aussi dangereuse, il faudrait donner la priorité à la sécurité, complète Andrea Gmür-Schönenberger. Or il faut trouver une solution. Et je sens que les choses bougent un peu au parlement.»

Début décembre, après les Etats, c'est le Conseil national qui doit se prononcer sur la loi sur le matériel militaire et la question de la réexportation d'armes. Sur

ce point, c'est pourtant bien les parlementaires – et non le gouvernement – qui sont les maîtres de l'horloge. La limitation des possibilités de réexportation de matériel militaire acquis en Suisse par des pays voisins est l'un des principaux freins au développement des partenariats de sécurité avec l'UE et l'OTAN. L'industrie suisse de l'armement s'en plaint régulièrement et certains producteurs

n'hésitent plus à délocaliser leur production de munitions par exemple.

Faire bloc contre l'initiative sur la neutralité

«C'est un signal clair au Conseil fédéral pour donner le ton sur l'économie militaire, la sécurité militaire et une stratégie de redéploiement», explique le conseiller aux Etats vaudois Pascal Broulis.

Celui-ci prône en particulier la réindustrialisation militaire (il a proposé un amendement en ce sens) avec le souci que celle-ci profite également à la Suisse romande. «Je suis stupéfait de toujours entendre que la Suisse sera épargnée car la neutralité nous protège, ajoute Charles Jaillard.

«C'est un signal clair au Conseil fédéral pour donner le ton sur l'économie militaire»

PASCAL BROULIS, CONSEILLER AUX ETATS VAUDOIS

On ne se rend pas compte des bouleversements européens en cours.» Le Jurassien pointe du doigt l'initiative de l'UDC sur la neutralité qui aurait pour conséquence d'interdire toute forme de coopération militaire pour la Suisse. «Le Conseil fédéral devrait s'engager dès à présent pour la combattre.» Les parlementaires réitérent leur attachement à la neutralité, mais précisent «que celle-ci ne s'applique que tant que le pays ne se trouve pas en situation de défense».

La lutte contre les drones apparaît désormais au cœur des préoccupations. La Commission a déposé une motion chargeant le Conseil fédéral «d'accélérer» les procédures d'acquisition. Il n'est plus question de grands drones, sur le modèle acquis auprès d'une entreprise israélienne dont les coûts et les retards ont défrayé la chronique, mais de petits drones dont la production peut être envisagée en Suisse. ■

Un policier est condamné pour n'avoir pas réagi

VAUD Un agent de police comparaisait hier à Vevey pour n'avoir pas immédiatement signalé des messages à caractère sexuel échangés entre une fille de 12 ans et un adulte de son école. Il écope d'une peine pécuniaire avec sursis

PAULINE RUMPF

A-t-il simplement manqué d'empressement par respect pour une mère confuse du fait de l'émotion? A-t-il au contraire fauté, par paresse ou manque de considération, entravant ainsi l'action pénale en la dissuadant de porter plainte? Le travail d'un policier veveysan est passé sous la loupe du Tribunal de l'Est vaudois ce lundi à Vevey. Humble, visiblement ébranlé malgré une apparence très droite, l'agent en fin de carrière a subi le feu des questions, défendu par son avocate Me Odile Pelet, spécialiste des affaires policières.

Le cas est émotionnel. Le 11 avril 2023, une femme se présente au poste, demandant des informations sur la procédure à suivre. Elle vient en effet de découvrir des échanges à caractère sexuel entre sa fille de 12 ans et un adulte de son école. Mais ni l'agent ni la mère ne sont à l'aise avec l'informatique, et les captures d'écran ne parviennent pas à être transmises tout de suite.

S'ensuivra une semaine d'allers-retours entre les deux, sans aucune entrée dans le Journal des événe-

ments de police (JEP), pourtant obligatoire selon les règlements internes. L'agent a bien reçu des fichiers par mail, mais n'aurait pas réussi à en ouvrir certains et en aurait raté d'autres, dit-il. Le 18 avril, très inquiète, la mère finit par appeler le 117: le suspect sera interpellé le 19. Découvrant ces lenteurs, le directeur et le commandant de l'Association sécurité Riviera (ASR) portent plainte pour entrave à l'action pénale. Un des mails sera d'ailleurs retrouvé dans la corbeille électronique de l'agent.

Qu'a vu le policier, alors, lors de ces échanges? «Il ne fait aucun doute que des éléments à caractère sexuel ont été portés à sa connaissance le 11 avril déjà», a estimé le procureur Laurent Maye, qui a condamné l'agent par voie d'ordonnance pénale. Les faits signalés par la mère étant poursuivis d'office, ils auraient dû être immédiatement transmis à la police judiciaire.

Tête en l'air mais empathique

L'ordonnance étant contestée, l'instruction a toutefois repris lundi. Le prévenu insiste: ce qu'il a vu au départ n'étaient que des «banalités anodines», qu'il décrit toutefois comme «peu éthiques» – une contradiction relevée par la présidente. Cependant, rappelle son avocate, il l'a relancée plusieurs fois pour obtenir les pièces. «On ne voit pas bien pourquoi il aurait décidé de ne pas réagir», s'est interrogée Me Pelet. Seule son incapacité informatique se

serait mise en travers du dossier, en tout cas pas une volonté d'entraver la justice.

Des collègues appelés comme témoins ont soutenu cette version en dressant le portrait d'un homme «concerné par le service au citoyen», au point de recevoir des corbeilles de fruits en remerciement. Mais aussi un homme un peu «tête en l'air», laissant son souci du détail le dépasser, capable de se laisser distraire par son important volume de travail.

Un signalement était indispensable, et ce, même si la mère de la jeune fille s'y était opposée

Surtout, ils ont dépeint un homme empathique, à l'écoute, voulant bien faire. Qui se serait retrouvé face à une femme ambivalente, soucieuse de ne pas accuser sans certitudes. «Il n'a peut-être pas proposé les bonnes options, a pu être maladroit, voire inadéquat, admet Me Pelet. Mais il a aussi senti qu'elle était partagée, et a voulu la respecter. Ça ne suffit pas, mais ne constitue pas une infraction.» D'autant qu'une condamnation signifierait la mort professionnelle de cet agent, après trente-trois ans

de carrière sans fausse note, ajoute-t-elle.

Incohérences dans les déclarations du prévenu

Cette mise en garde n'a pas eu d'effet sur la présidente Anne-Catherine Page. Relevant des incohérences dans les déclarations du prévenu, elle rejoint le procureur sur son analyse, notant toutefois que le motif reste inconnu. Un signalement était indispensable, et ce, même si la mère s'y était opposée ou que l'identité de l'adulte restait à confirmer, tranche-t-elle. La mère, elle, est restée constante dans ses déclarations et «ne saurait avoir inventé les propos inadéquats» de l'agent, sources justement de son ambivalence: remarques sur la «maturité» de la jeune fille, sur le fait que «tout homme serait flatté de telles propositions», ou sur les «conséquences graves» d'un dépôt de plainte.

Condamné pour entrave à l'action pénale et une violation du secret de fonction non contestée, l'agent écope donc de 40 jours-amendes à 150 francs avec sursis de 2 ans, et des frais de justice. Il a dix jours pour décider s'il souhaite faire appel.

L'adulte à l'origine des messages, alors «collaborateur en soutien psychologique de l'enfance», a été condamné début 2024 pour pornographie. Il a écopé de 6 mois de prison avec sursis, d'une amende et d'une interdiction à vie d'exercer toute activité impliquant des mineurs. ■

EN BREF

Des milliers de maçons romands en grève

Après Berne et le Tessin, la mobilisation des maçons se poursuit en Suisse romande. Ils ont été environ 7000 hier à faire grève et à défiler dans plusieurs villes, en attendant leur manifestation commune aujourd'hui à Lausanne. A Genève, un cortège a réuni 2000 personnes. A Lausanne, on dénombrait entre 3000 et 4000 maçons vaudois et valaisans qui battaient le pavé. Fribourg, Neuchâtel et le Jura ont aussi été le théâtre de plusieurs rassemblements. Parmi les revendications, les syndicats exigent des horaires de travail plus courts et compatibles avec une vie de famille. La nouvelle convention nationale est en cours de négociation. ATS

Jugés, deux islamistes affirment s'être trompés

Deux hommes d'origine balkanique jugés pour soutien et participation à une organisation terroriste devant le Tribunal pénal fédéral ont affirmé hier qu'ils s'étaient fourvoyés dans le radicalisme. Actifs à Genève, ils participaient au financement d'un groupe qui projetait de s'emparer d'une région au Kosovo et d'y imposer la charia. Les deux prévenus sont aussi accusés de corruption d'agents publics étrangers, blanchiment, entrave à l'action pénale, faux dans les titres, et escroquerie par métier. ATS

Bilatérales III: la Suisse mieux traitée que d'autres Etats tiers

OPINION

Il ne faut pas avoir peur de le dire: les accords bilatéraux III constituent un net succès par rapport à ce que l'UE entendait initialement octroyer à la Suisse et en comparaison de ce qu'elle a accordé à d'autres Etats tiers. Voilà ce qui ressort de l'analyse approfondie des textes par le Comité CH-UE, dont l'objectif est de contribuer à élaborer des relations stables et pérennes entre les deux entités.

Notre comité, par sa présence non seulement en Suisse, mais également à Bruxelles, a pu bénéficier de cette double perspective pour identifier les concessions faites par l'UE à la Confédération. En voici quatre exemples.

Le premier concerne le règlement des différends. La véritable originalité des accords bilatéraux III ne réside pas tant dans l'instauration d'un Tribunal arbitral, une instance que l'on retrouve déjà dans les accords conclus par l'UE avec l'Ukraine, la Moldavie ou l'Irlande du Nord; ce qui rend uniques les accords bilatéraux III, c'est, d'abord, qu'ils prévoient que la Suisse pourra ne pas reprendre une décision du Tribunal arbitral. C'est certes paradoxal et contre-intuitif, mais telle est la réalité. L'autre spécificité est que, si l'UE adopte des contre-mesures à la suite du rejet suisse, celles-ci devront être proportionnées sous la surveillance de ce même Tribunal arbitral.

L'UE ne communique guère sur cette concession majeure par crainte, compréhensible, que des pays de l'Est, et peut-être un jour le Royaume-Uni, ne revendiquent un même traitement de faveur.

Le deuxième exemple concerne la surveillance des accords. La Suisse a obtenu que chaque partie demeure responsable de la mise en œuvre des accords sur son territoire, sans création d'un organe de contrôle commun. C'est une concession majeure de l'Union européenne qui souhaitait initialement une supervision



RENÉ SCHWOK* ET JEAN RUSSOTTO**

Les nouveaux accords combinent l'exigence d'homogénéité du droit européen et la reconnaissance d'exceptions suisses significatives

directe par la Commission européenne, comme dans les accords avec l'Ukraine ou la Moldavie, ou l'instauration d'un organe de contrôle supranational analogue à celui qui prévaut dans le cadre de l'Espace économique européen (avec l'ESA, l'autorité de surveillance de l'AELE, qui contrôle le respect des règles).

Le troisième exemple de concession à propos des droits des citoyens de l'UE est également important. La Suisse a obtenu que le droit de séjour permanent reste réservé aux personnes actives durant cinq ans. Les critères d'intégration en vigueur (langue, respect de l'ordre public, absence de dépendance à l'aide sociale) sont maintenus, et le droit de résidence peut être retiré en cas de non-respect.

La Suisse conserve ses pratiques en matière d'aide sociale et aussi d'expulsion pour criminalité. L'UE a ainsi adapté le modèle européen aux spécificités

suisse. Ce que la Norvège et l'Islande n'ont pas obtenu dans l'EEE.

Le quatrième exemple est l'innovation la plus marquante: la clause de sauvegarde en matière de libre circulation des personnes. Alors que la clause de sauvegarde actuelle ne permet une activation qu'avec le consentement de la Commission européenne, celle qui est prévue dans les nouveaux accords introduit un mécanisme permettant de surmonter cette opposition.

Le Conseil fédéral est en droit de saisir un Tribunal arbitral afin qu'il statue sur l'existence de difficultés économiques ou sociales graves. Si le tribunal donne raison à la Suisse, celle-ci peut appliquer des restrictions temporaires (quotas, restrictions d'embauche, limitation du nombre de frontaliers). Dans ce cas, l'UE ne peut réagir que par des contre-mesures proportionnées limitées au même domaine. Cette clause, partiellement unilatérale, constitue une première dans le système juridique européen. Notons toutefois que si le Tribunal ne donnait pas raison à la Suisse, l'UE pourrait prendre des mesures de rééquilibrage dans les autres accords sur le marché intérieur, hors agriculture.

Ces exemples montrent que les nouveaux accords constituent une approche bilatérale spécifique pour la Suisse, combinant l'exigence d'homogénéité du droit européen et la reconnaissance d'exceptions suisses significatives. L'UE a fait preuve d'une souplesse appréciable. ■

* René Schwok est professeur honoraire en études européennes

** Jean Russotto est avocat à Bruxelles et président du Comité CH-UE

Les nouveaux accords bilatéraux avec l'Union européenne: une nécessité stratégique? Conférence du conseiller fédéral Martin Pfister mercredi 5 novembre à 18h30 à Unidufour, invité par l'Université de Genève et par le Comité CH-UE, suivie d'une table ronde. Entrée libre. Renseignements sur le site de l'université

CPI: il faut fréquenter les infréquentables

OPINION

Non, Alain Werner, je ne suis pas d'accord avec vous lorsque vous vous opposez à la proposition du conseiller fédéral Ignazio Cassis d'accorder une immunité temporaire à Vladimir Poutine s'il vient en Suisse pour une éventuelle conférence de paix.

D'abord des réserves existent, à plusieurs niveaux, qui autoriseraient cette immunité (Conseil fédéral, Conseil de sécurité, ONU).

Et une telle position politique, réaliste, relevant de l'art du possible, ne mettrait certainement pas en péril la crédibilité de la Suisse comme partenaire fiable de la justice internationale. Elle offrirait au contraire un temple où pourrait se jouer l'art du possible, la négociation avec le Mal. «Les procureurs n'ont jamais fait la paix, les diplomates parfois l'ont obtenue en fréquentant l'infréquentable», écrit la professeure Manon-Nour Tannous (*Fréquenter les infréquentables*, CNRS, Paris, 2023).

Certes, je le reconnais, les décisions ambiguës fondent souvent la paix durable, et c'est le prix à payer. Un renvoi à Machiavel est ici certain: être pragmatique, non par vertu mais par raison d'Etat. C'est évidemment un vieux conflit entre morale et nécessité, entre justice et efficacité. Il faut laisser ici place à l'antériorité de la sagesse mythologique. Rappelons-nous: Héraclès, voleur du trépied de la Pythie, au temple de Delphes, met en rage Apollon. Le conflit se termine par une réconciliation organisée par Zeus. Apollon compose avec Héraclès, le criminel, celui-ci pouvant provoquer le chaos.

Citons Oreste, meurtrier de sa mère, finalement protégé par les Euménides, garantes de la paix. Zeus, enfin, qui ne peut tuer Prométhée, voleur du Feu des Dieux, mais qu'il ne pourrait tuer qu'au prix de sa ruine, obligé de négocier avec lui.

En permanence dans l'Histoire aussi, ressort la nécessité de «négocier avec le



CHRISTIAN-NILS ROBERT
ANCIEN PROFESSEUR ORDINAIRE,
UNIVERSITÉ DE GENÈVE

diable» (Pierre Hazan, *Textuel*, 2022), pour éviter le chaos.

Les déclarations d'Ignazio Cassis ne sont pas dangereuses, elles sont risquées et courageuses. Elles s'inscrivent dans une longue tradition de l'histoire contemporaine que rappellent très justement Manon-Nour Tannous ou Bertrand Badie, qui écrit: «l'art de gagner des avantages au sein du système international en transgressant les règles, les normes et les valeurs» (*Le Temps des humiliés*, Odile Jacob, 2014).

«Si tu veux la paix, tu dois parler avec ton ennemi, pas ton ami» (Desmond Tutu). On pourrait citer à ce titre les «accords du Vendredi-Saint» (Irlande du Nord, 1998), où l'IRA, alors terroriste, fut partenaire obligatoire du gouvernement britannique; la fin de l'apartheid, où Nelson Mandela et l'ANC, considérés comme des criminels, ont négocié avec le président de Klerk; le président colombien Santos qui a dû négocier avec les FARC après cinquante ans de guerre; et les accords de Dayton (Bosnie, 1995) où les Etats-Unis et l'OTAN ont dû négocier avec Milosevic et Tudjman, auteurs de crimes de guerre...

Revenons à ce qui choque Alain Werner. Il faut effectivement «privilégier la convenance diplomatique ponctuelle sur l'impératif de lutte contre l'impunité consacré par la CPI» (je cite), institution

qui est une vaste illusion entretenue depuis 2002. Huit cents fonctionnaires et magistrats ont réussi à condamner onze personnes, dont neuf Africains (néocolonialisme aidant), quatre acquittements. On note en passant que la CPI fabrique principalement des condamnés (Damien Scalia, *Génocidaire(s)*, Dalloz, 2023) qui se vivent comme profondément innocents et boucs émissaires: opération donc totalement manquée.

Pour toutes sortes de raisons – manque de coopération des Etats, procédures complexes, longues, preuves difficiles à administrer, abandon de charges, le fait qu'elle soit dépourvue de police –, la CPI ne fonctionne pas à satisfaction des tâches qui devraient lui être confiées au regard de ses prétentions de prévention (?) et de répression. Une «justice hors sol» avais-je déjà écrit pour la critiquer en 2002 («La criminalisation du monde», LGDJ, Georg, 2002).

J'écris aujourd'hui qu'il faut à tout prix privilégier un processus de négociation de paix, même en accueillant en Suisse Vladimir Poutine, sous le coup d'un mandat d'arrêt de la CPI – nul ne règne sans avoir, un jour, parlé avec les monstres. Et hélas, faire fi de la CPI et de son mandat d'arrêt, émis par une institution aujourd'hui baroque, imparfaite, rationnelle peut-être mais déraisonnable, vaine et illusoire, sublime et grotesque.

Comme l'avait écrit le professeur d'anthropologie à Harvard Sally Falk Moore, après le procès de Nuremberg: «Il est temps d'anticiper sur les transformations sociales à venir afin de tenir compte du fait que nos connaissances juridiques actuelles peuvent (ou ne peuvent plus) contribuer aux institutions nécessaires. Il est clair que reproduire des pratiques connues, aussi sophistiquées soient-elles, s'avère parfaitement insuffisant» (1946). ■

La guerre hybride ne nous épargne pas

INCIDENCES



FRANÇOIS NORDMANN
ANCIEN DIPLOMATE, CHRONIQUEUR

La politique de sécurité de la Suisse est au centre de l'actualité. L'évolution de la vie internationale le justifie. Le conseiller fédéral Martin Pfister, chef du Département de la défense, multiplie les interventions pour alerter la population sur les menaces qui pèsent sur notre pays. Dans ses interviews et son grand discours de Berne, le 28 octobre dernier, il a relevé que l'opinion publique n'a pas encore conscience de la gravité de la situation: il souligne que notre environnement géopolitique subit un changement fondamental. Ce n'est en soi rien d'anormal, mais nous assistons à une accélération radicale des changements en cours. Le monde politique et la société en général devraient davantage s'en rendre compte, ce qui n'est pas encore le cas. Il s'agit de protéger nos règles démocratiques, les bases de notre prospérité et l'intégrité des personnes. Les régimes autoritaires nous mettent sous pression, notamment la Russie. Face à ces dangers qu'il faut combattre, il convient d'augmenter la résilience et l'esprit de résistance de la population.

Le second message qui se dégage des propos du conseiller fédéral est qu'une guerre hybride se déroule en Europe aujourd'hui déjà, «et aussi en Suisse. » On ne mène pas la guerre moderne avec les moyens d'une confrontation militaire classique. Elle comporte des attaques cybernétiques, des prises d'influence, de la désinformation, de l'espionnage, du sabotage, des pressions économiques, du chantage et des opérations militaires spéciales. La déstabilisation systématique des Etats occidentaux est le scénario le plus préoccupant, confiera-t-il à la NZZ. «La Suisse est aussi l'objet de cyberattaques, même si c'est dans une moindre mesure que d'autres pays européens». L'Office fédéral de la cybersécurité dénombre 164 attaques sur des infrastructures critiques en six mois cette année. Les tentatives de prise d'influence de l'étranger doivent être mises au jour et devenir transparentes.

Enfin le magistrat entend remédier au sous-équipement de l'armée en matière de munitions, de systèmes, en particulier dans le secteur de la défense aérienne, bref, restaurer la capacité de défense de l'armée. Dans ce but, la coopération internationale, que ce soit avec l'Union européenne ou l'OTAN, est indispensable.

L'analyse est détaillée, nuancée et solide; le programme proposé répond aux besoins constatés. L'opinion du conseiller fédéral Pfister est-elle partagée par ses collègues? La Commission de politique de sécurité du Conseil des Etats en doute: c'est sans doute la raison de l'ultimatum qu'elle vient d'adresser à l'exécutif. Elle demande au Conseil fédéral de se réunir sans tarder sous forme d'un séminaire gouvernemental (Klausur) pour procéder à l'analyse de la situation et mettre au point, à bref délai, son nouveau rapport de politique de sécurité. La Commission exige encore que les lacunes en matière de défense aérienne (anti-drones) soient rapidement comblées. Enfin, elle demande l'ouverture de pourparlers avec l'OTAN et la poursuite des négociations avec l'UE pour créer des partenariats avec ces deux organisations... Le ton comminatoire de la Commission est inhabituel. Or ces dossiers sont déjà traités avec le rythme voulu. Le *Sonntagsblick* du 2 novembre dernier nous apprend que le Conseil fédéral demandera au parlement une rallonge au budget de l'armée, au-delà de ses propositions initiales: ce serait la démonstration d'une volonté politique du Conseil fédéral à l'instigation du ministre de la Défense. La question du financement supplémentaire du réarmement de la Suisse va dominer le débat public. Si le renforcement de l'armée et l'achat d'équipement militaire sont prioritaires dans le contexte géopolitique actuel, le monde politique devrait procéder par consensus et veiller aussi à préserver la sécurité sociale contre toute velléité de démantèlement. ■

SUR NOTRE SITE

Faut-il taxer les successions?

Le texte soumis à la population suisse le 30 novembre prochain nuira-t-il à notre structure fédéraliste et aux créateurs d'emplois du pays, ou permettra-t-il d'atteindre nos ambitions climatiques? **Christian Pauletto**, de la présidence du Centre genevois, et l'historien **Grégoire Goin** réagissent sur notre site à l'initiative «Pour l'avenir», lancée par les Jeunes socialistes.

www.letemps.ch/opinions

HEIDI.NEWS

Economie & Finance

-0,1%

L'INFLATION EN SUISSE s'est amenuisée à 0,1% en octobre sur un an, contre une hausse de 0,2% en septembre, a indiqué hier l'OFS. Le prix des produits importés a notamment contribué à brider le renchérissement, avec un recul de 1,3%, tandis que les prix des produits indigènes ont enflé de 0,5%.

STÉPHANE SÉJOURNÉ

Vice-président de la Commission européenne

Il a appelé hier à faire de la réindustrialisation en Europe la «boussole de toutes les politiques publiques» dans un contexte de recrudescence des tensions commerciales sino-européennes.



+2%

LA PERFORMANCE DES CAISSES DE PENSION

suisse a progressé de 2% au troisième trimestre, après un premier semestre marqué par la volatilité des marchés financiers, a indiqué hier Swisscanto. Le taux de couverture estimé des institutions de prévoyance de droit privé a augmenté à 117,5%.

SMI	12235,54	+0,01%	Dollar/franc	0,8069	↑
			Euro/franc	0,9309	↑
Euro Stoxx 50	5679,25	+0,30%	Euro/dollar	1,1535	↓
			Livre st./franc	1,0616	↑
FTSE 100	9701,37	-0,16%	Baril Brent/dollar	65,02	↑
			Once d'or/dollar	4010	↑

Amazon est pris par la fièvre des robots

TECHNOLOGIE Le numéro un mondial de l'e-commerce accélère le déploiement de machines dotées de nouvelles capacités grâce à l'intelligence artificielle. La pression sur l'emploi augmente, mais les salariés sont encore loin d'avoir disparu des entrepôts

ANOUGH SEYDTAGHIA

Ce n'est sans doute qu'une question d'années, voire de mois. Bientôt, Amazon pourrait compter davantage de robots que d'humains dans ses gigantesques entrepôts. Et pourtant, la firme fondée par Jeff Bezos est aujourd'hui le deuxième employeur aux Etats-Unis, avec 1,2 million d'employés (1,5 million dans le monde), tous métiers confondus. Mais déjà, un million de machines s'activent dans les 300 centres logistiques que compte la multinationale sur la planète. Et récemment, Amazon a montré comment ses robots se chargeront de missions jusqu'à présent jugées irréalisables par des machines.

Aujourd'hui, ils s'appellent Hercules, Proteus, Pegasus ou encore Xanthus. Tous développés par Amazon, ils s'activent à côté des employés pour transporter, trier et charger les marchandises. Symbole de la poursuite d'une efficacité toujours plus grande, Amazon présentait le 22 octobre dernier sa dernière création, appelée Blue Jay. La machine est capable d'effectuer à elle seule trois tâches séparées: sélectionner, trier et regrouper les colis sur une seule chaîne de traitement.

Nouvelles capacités humaines

Développé en seulement un an grâce à l'intelligence artificielle (contre trois ans pour les robots précédents), Blue Jay côtoiera bientôt une autre création d'Amazon, nommée Vulcan. Présenté en mai, celui-ci est le premier à être doté d'un sens du toucher, selon Amazon. Il peut ainsi ranger délicatement les articles grâce à une préhension sensible à la pression, rendue possible avec l'IA. C'est



Présenté en mai, Vulcan est le premier robot d'Amazon à être doté d'un sens du toucher. Cette machine peut ranger délicatement les articles grâce à une préhension sensible à la pression, rendue possible par l'intelligence artificielle. (AMAZON)

ainsi une capacité humaine importante qu'a pu transférer la multinationale à l'un de ses robots.

Ce lancement de plus en plus rapide de machines s'inscrit dans un plan global. Le 21 octobre, le *New York Times* dévoilait la stratégie d'Amazon: geler les embauches et déployer un demi-million de robots supplémentaires. Selon le quotidien, qui a eu accès à des documents internes, le but est d'éviter d'engager 160 000 collaborateurs d'ici à 2027. Et d'ici à 2033, malgré des prévisions montrant un doublement du volume de produits vendus, les robots pour-

raient éviter d'engager 600 000 humains de plus. Avec en fin de compte la volonté d'automatiser 75% de ses opérations.

Compréhension de l'environnement

Clairement, l'histoire avance plus vite. «Ce qui accélère, c'est la capacité des systèmes techniques à accomplir des tâches complexes, notamment des fonctions dynamiquement reconfigurables en fonction du contexte et des besoins. Un robot est désormais capable de capter son environnement et d'agir en conséquence, dépassant le

simple suivi d'instructions prédéterminées», analyse Laurent Bolli, professeur à la Haute Ecole d'ingénierie et de gestion du canton de Vaud et spécialisé dans les interactions homme-machine. Selon lui, l'IA accélère le mouvement, et «des avancées significatives ont été réalisées dans la capacité d'intégration de la partie physique d'une machine robotisée et de son équivalent logiciel, permettant d'envisager des systèmes plus polyvalents.»

Sans cesse, Amazon a insisté sur la nécessité de conserver des employés, en les formant à intera-

gir avec des machines, avec à la clé une hausse de la rémunération. «Ces systèmes ne sont pas des véritables outils conçus pour vous, pour rendre votre travail plus sûr, plus efficace et plus gratifiant», a ainsi lancé Tye Brady, un haut responsable d'Amazon Robotics, lors de la présentation de Blue Jay.

Comment appréhender ces mutations? «Je travaille à Yverdon, dans l'ancienne usine des machines à écrire Hermès, fierté régionale qui couvrait un bassin de clients internationaux, raconte Laurent Bolli. Les avancées du

traitement du signal numérique ont progressivement fait disparaître cette industrie et les métiers qui y étaient liés. Fallait-il les conserver? Aurions-nous pu faire différemment? Quelles leçons peut-on tirer de cet exemple? De manière similaire, bien que particulièrement choquante sur le plan de la rapidité, la prolifération des robots d'Amazon est du même ordre.» Selon le professeur, «il va falloir aussi concevoir, programmer, maintenir et faire évoluer ces nouvelles machines, ce qui peut, potentiellement, créer d'autres métiers. Par contre, on peut s'interroger sur les effets des IA actuelles, apparues subitement, sans qu'aucun dispositif législatif n'ait eu le temps d'être conçu, discuté et adopté.»

Une chose est sûre, Amazon veut accélérer, et calcule tout. Ses dernières IA permettent de rendre ses robots 10% plus rapides, a-t-elle calculé. Et une accélération de l'automatisation pourrait lui faire économiser 30 cents par produit expédié. Jeudi, le groupe affichait, sur le dernier trimestre, un chiffre d'affaires de 180,2 milliards de dollars (145,5 milliards de francs), pour un bénéfice net de 21,2 milliards.

Contrat avec OpenAI

Et pour augmenter ses marges, Amazon a lancé la semaine dernière un vaste plan de licenciement chez ses salariés œuvrant dans les bureaux, avec la suppression de 14 000 postes immédiatement, et possiblement de 30 000 au total dans les prochaines semaines. En parallèle, AWS, la filiale cloud d'Amazon, a signé lundi un accord avec OpenAI pour lui vendre des capacités de calcul d'une valeur de 38 milliards de dollars. ■

PUBLICITÉ

Soyez présent lorsque les meilleures PME de la région genevoise reçoivent l'attention qu'elles méritent.

Prix SVC Genève

Jeudi 27 novembre 2025 au Bâtiment des Forces Motrices (BFM)



En savoir plus:



Follow us!



SVC
NOUS INSPIRONS LES PME

PARTENAIRE MÉDIA



«Le Prix SVC Genève permet de mettre sur le devant de la scène les entreprises les plus performantes du canton et les révéler au grand public en soulignant leurs atouts et leurs qualités multiples. Le 27 novembre prochain, nous célébrerons des cheffes et chefs d'entreprise qui ont su transformer leur vision en succès durable. Je tiens à féliciter chaleureusement les cinq finalistes pour leur nomination et me réjouis d'ores et déjà de la prochaine cérémonie de remise du Prix.»

Alexandre Prêtre, Président du CO Prix SVC Genève / Head Corporate & Real Estate Genève, UBS Switzerland AG

LE TEMPS

CONTENU PARTENAIRE  BNP PARIBAS

L'innovation dans l'ADN: comment deux partenaires révolutionnent le secteur de la logistique

Dans le cadre d'une coopération stratégique, l'entreprise zurichoise Verity mise sur le conseil et le financement de BNP Paribas en Suisse. Les partenaires bénéficient ainsi de leur expertise mutuelle en matière de stratégie et d'innovation – une alliance tournée vers l'avenir



L'avancée de la digitalisation représente l'un des plus grands défis du secteur de la logistique. (JOLGA KO/STOCK.ADOBE.COM)



«Verity révolutionne les entrepôts en transformant en temps réel les données autonomes collectées par les drones en informations exploitables, sur place et à travers des réseaux entiers. Notre plateforme associe une navigation précise à des données d'installation complètes et structurées, permettant aux clients de voir et de réagir à ce qui était jusqu'alors invisible. Verity fournit une excellence opérationnelle à grande échelle en s'appuyant sur une décennie d'innovations technologiques profondes, un historique de succès prouvé dans les déploiements mondiaux et une approche de partenariat transparente et fidèle aux principes.»

Raffaelo D'Andrea, Co-Founder et CEO de Verity



«La Suisse est le pays le plus innovant du monde et notre rôle en tant que banque est de promouvoir l'innovation. Nous sommes convaincus qu'il faut davantage de licornes de la tech suisses. Leur croissance doit être favorisée très tôt, c'est pourquoi nous avons mis en place une équipe spéciale Tech Coverage à Zurich pour soutenir les futures licornes suisses comme Verity.»

Enna Pariset, CEO de BNP Paribas et Head of Territory pour le Groupe BNP Paribas en Suisse

L'avancée de la digitalisation représente l'un des plus grands défis dans le secteur de la logistique, en particulier dans les entrepôts: les systèmes d'enregistrement des stocks sont certes digitalisés depuis longtemps, mais une grande partie de l'activité opérationnelle se fait encore manuellement – les contrôles d'inventaire également. Un entrepôt vérifie jusqu'à huit fois par an l'ensemble de son stock de marchandises, un investissement considérable en termes de temps et de travail. L'inventaire peut alors présenter des écarts allant jusqu'à 15% dus à un manque de précision et entraîner ainsi des coûts supplémentaires, des délais d'attente plus longs et des problèmes de livraison.

Depuis son premier déploiement permanent en 2020, qui a permis de combler une lacune critique dans le secteur de la logistique, Verity est devenu un pionnier dans le domaine de la gestion autonome de l'information. Chaque nuit, les drones de Verity survolent des centaines d'entrepôts d'entreprises comme Ikea ou DSV et fournissent des données précises en temps réel sur les stocks et les codes-

barres. Les erreurs sont ainsi détectées à temps et directement corrigées au lever du jour. La fiabilité est le principal facteur de réussite. Seul 0,008% de tous les vols de drones sont interrompus – en grande partie en raison d'atterrissages d'urgence contrôlés. Cette fiabilité est la clé du premier grand objectif de Verity: la meilleure transparence possible à chaque étape de travail dans un entrepôt. Pour y parvenir, les systèmes de drones fournissent la base de données pour chaque étape logistique – pour une efficacité maximale.

Aux grandes ambitions, les grandes solutions

Pour BNP Paribas, le suivi et le soutien des entreprises en forte croissance dans les secteurs de la robotique et du logiciel, avec un focus sur l'Europe et l'Amérique du Nord, sont essentiels pour identifier à un stade précoce les nouveaux modèles économiques et rester à la pointe des tendances. La première banque de la zone euro et l'une des plus grandes banques au monde organise régulièrement des «fireside chats» pour réunir des investisseurs potentiels et des entreprises en forte croissance prometteuses. La banque a donc soutenu très tôt le fort potentiel de Verity grâce à diverses mesures: d'abord avec un prêt de croissance flexible, puis en lui présentant des clients et investisseurs potentiels sur les marchés les plus importants au niveau mondial.

«Verity traite des données, et l'obtention de données de terrain précises est essentielle pour les entreprises aujourd'hui. Les drones et robots autonomes sont les catalyseurs de la prochaine génération. Avec Verity, nous n'avons pas seulement vu une technologie brillante, nous avons eu une vision à grande échelle. Notre rôle est de fournir le carburant nécessaire à cette vision, explique Alexander Lokhmatov – Head of Technology Coverage, Growth Capital and Solutions chez BNP Paribas en Suisse.

Une entreprise en forte croissance s'appuie souvent sur divers services bancaires, simultanément, telles que la levée de dette et de fonds propres, la gestion de trésorerie (cash management) ou encore les produits de change (Forex). En tant que première banque européenne dotée d'une présence mondiale, BNP Paribas peut apporter son soutien dans tous ces domaines. Au-delà de cela, un soutien flexible et large aux entreprises en forte croissance est également crucial, comme le confirme Justin Owen, CFO de Verity: «Nous nous concentrons actuellement sur l'industrie mondiale de la logistique. Notre objectif est d'équiper les entrepôts, dont le nombre est estimé à 200 000 dans le monde, avec nos systèmes d'information autonomes. Pour cela, nous avons besoin d'une banque dont l'infrastructure est conçue pour être efficace et opérer à l'échelle mondiale.»

Pour BNP Paribas, une forte croissance économique comme celle de Verity ne signifie pas seulement un financement réussi, mais aussi le développement de nouvelles branches d'activité. Dans le cas de Verity, l'objectif est d'intégrer une technologie autonome de gestion des données dans les processus de l'économie financière.

Développements visionnaires dans les secteurs de la logistique et de la finance

Le travail des banques avec les entreprises en forte croissance ne doit donc pas se limiter au financement – il offre souvent un potentiel de coopération plus large. Pour Raffaelo D'Andrea, les systèmes de drones autonomes basés sur l'IA ne sont qu'un début: «Grâce à notre plateforme de gestion de l'information entièrement autonome, les entreprises peuvent accéder à tout moment à des données précises et actualisées et les utiliser directement pour prendre des décisions avisées, optimiser les processus et effectuer des analyses stratégiques – de manière fiable et à tout moment.»

BNP Paribas en Suisse

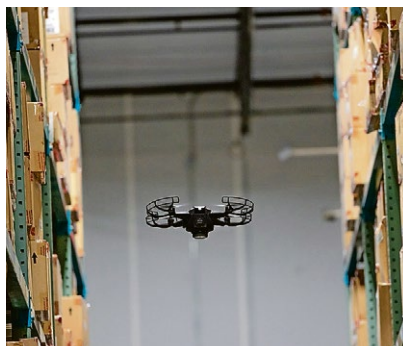
Présent en Suisse depuis 1872, BNP Paribas compte aujourd'hui près de 1'200 collaborateurs répartis entre ses succursales de Genève et Zurich, ainsi que son agence de Lugano. Banque européenne de premier plan, le Groupe accompagne en Suisse une clientèle d'entreprises, d'institutions et de particuliers. BNP Paribas en Suisse s'attache à être le partenaire de confiance des entreprises et des institutions dans leur développement en Europe et à l'international, tout en offrant aux clients privés et entrepreneurs une expertise de premier ordre en matière de gestion de fortune et de solutions d'investissement. Grâce au modèle intégré du Groupe, la banque met à la disposition de ses clients la solidité financière d'un leader européen, un rayonnement international et une offre complète alliant innovation, performance et durabilité.

Scannez le code QR pour regarder la vidéo



CONTENU PARTENAIRE

Contenu produit et commercialisé pour un partenaire. Réalisé indépendamment de la rédaction du «Temps». Voir notre charte des partenariats.



Les drones de Verity survolent des centaines d'entrepôts d'entreprises. (AB DESIGN - STOCK.ADOBE.COM)

Fiedler, un défi à la pointe de l'aiguille

PRIX SVC GENÈVE (2/5) L'entreprise familiale fabrique des aiguilles de montre depuis plus d'un siècle. Dirigeante et représentante de la quatrième génération, Isabelle Chillier donne l'ampleur de la tâche: la précision de l'horloger, le doigté de l'orfèvre, la rigueur de l'industriel

STÉPHANE GACHET

Fiedler produit des aiguilles de montre. Isabelle Chillier, dirigeante et membre de la famille propriétaire, se contenterait bien de cette affirmation. Ce qui se fabrique dans son immense usine de verre ne regarde qu'elle et ses clients. Tous les amateurs de belle horlogerie ont un jour posé le regard sur des aiguilles Fiedler, mais il est interdit de dire quelles marques viennent se fournir ici. «Des grands noms de l'horlogerie, actifs entre Plan-les-Ouates et Schaffhouse», élude l'entrepreneuse. Elle n'en dira pas plus, dans le milieu, les sous-traitants sont tenus par le secret des affaires.

Isabelle Chillier prévient aussi d'emblée: «Pas de chiffres!» Le seul qu'elle concède est le nombre de collaborateurs, passé cette année à 170, un peu en dessous des effectifs de 2024: «Je ne vous cache pas que 2025 est une année compliquée.» Il n'y a toutefois pas eu de vagues de licenciement économique. L'entreprise n'a pas non plus fait appel aux RHT (réductions de l'horaire de travail). La directrice souligne même une avancée: Fiedler devient formatrice et accueillera son premier apprenti en micro-mécanique l'année prochaine.

Rien de standard dans cette gamme de produits

L'entreprise a été fondée en 1848 sous le nom Leisenheimer. L'arrière-grand-père d'Isabelle Chillier, Théodore Fiedler, la rachète en 1917 et elle ne quittera plus les mains de la famille. Les prospectus du début du siècle dernier indiquaient «aiguilles de qualité soignée», l'équivalent du «haut de gamme» actuel. Le positionnement n'a jamais changé et «parce qu'il n'y a rien de standard dans cette gamme de produits et que chaque client est unique», tout est réalisé sur mesure, à la commande.

Il faut dire que, dans une montre, le rôle de ces indicateurs dépasse leur fonction de pointer l'heure, la minute, la seconde ou toute autre fragmentation du temps. Pour les marques, c'est avant tout un vecteur «identitaire». C'est aussi une manière d'animer les collections sans engager de lourds développements, ce qui est très appréciable en ce moment: «Dans les temps incertains, les clients recherchent toujours des nouveautés.»

Du point de vue de Fiedler, fabriquer des aiguilles est avant tout «un grand défi». «Leur poids ne dépasse pas les micro-grammes. Leur précision dimensionnelle se joue à l'échelle du «micron». Les exigences esthétiques sont démesurées. Chaque manipulation est un art et il n'y a pas de repentir: «On dit pour rire qu'il suffit de les regarder pour qu'elles se raient.» Tout commence par un ruban de métal, dans lequel les aiguilles sont découpées par étampage, entre une matrice et un poinçon fin comme quelques cheveux. Une fois extraites de la matière brute, les aiguilles passent une à une au redressage, planage, jaugeage et mise à l'épaisseur par diamantage au millième de millimètre près. L'aiguille part alors aux finitions, laque, décalque, galvanoplastie, pose de pâte luminescente, selon les désirs du client.

«Une crise, ça se gère, c'est ça le défi de l'entrepreneur»

ISABELLE CHILLIER, DIRIGEANTE DE FIEDLER

Mais la vraie difficulté est en dehors des ateliers. Comme l'ensemble de l'industrie horlogère, Fiedler fait face à un marché en perte de vitesse. L'entrepreneuse le reconnaît: «Le plus difficile, c'est le manque de visibilité.» La configuration s'est encore détériorée cet été, avec l'introduction des droits de douane américains de 39%, frappant de plein fouet «le dernier débouché toujours porteur». Il est «encore un peu trop tôt» pour mesurer l'impact des nouvelles taxes, mais la demande américaine subit clairement «un coup de froid» depuis quelques mois.

Des projections 2026 au même niveau que 2025

La tendance devrait se poursuivre. «Nous sommes en pleine période budgets et les fixer dans le contexte actuel est tout sauf évident. Pour 2026, nous tablons sur le même niveau que 2025.» Ce n'est pas la première crise qu'Isabelle Chillier doit traverser. Elle a rejoint l'entreprise familiale à 29 ans, en 2001, l'année du SRAS. Avant d'en reprendre la direction en 2015, quand la BNS



Pour Isabelle Chillier, dirigeante de Fiedler, il est «encore un peu trop tôt» pour mesurer l'impact des nouvelles taxes, mais la demande américaine subit clairement «un coup de froid». (GENÈVE, FRED MERZ/LUNDI13 POUR LE TEMPS)

a abandonné le taux plancher sur le franc. «Une crise, ça se gère, c'est ça le défi de l'entrepreneur.»

Il y a tout de même une différence: «Cette fois, toutes les régions du monde sont touchées.

Après la crise de 2008, l'horlogerie avait pu s'appuyer sur la Chine, mais ce marché va mal. Il restait les Etats-Unis, ils sont frappés par les droits de douane. Certains parlent de l'Inde, mais

pour l'instant, à ce que j'entends, ce n'est pas encore un marché, juste un potentiel.» Pas de quoi désarçonner Isabelle Chillier, qui suit «avec prudence» la stratégie mise en place, faite «d'innova-

Prix SVC Genève

«Le Temps» vous présente chaque semaine les cinq finalistes du Prix SVC Genève qui sera remis le 28 novembre prochain. Organisée tous les deux ans en alternance avec le reste de la Suisse romande, cette initiative portée par le Swiss Venture Club et dont notre média est partenaire vise à récompenser une PME particulièrement exemplaire.

tions et d'optimisation», de «développement durable» et de «remise en question»: «C'est comme se retrouver devant une tempête en bateau. Si vous avez les bonnes voiles, vous pouvez encore essayer de prendre le bon cap.»

S'aligner sur les attentes de la clientèle

En réalité, le contexte ne semble pas lui déplaire. Répondre aux défis est dans son caractère, la raison même de sa présence à la tête de l'entreprise familiale, dont elle représente la quatrième génération. «Quand je travaillais en galerie à Paris [elle a une double formation, en économie et marché de l'art, ndlr], j'avais envie d'avoir des idées et de les mettre à exécution, de me défier moi-même, me remettre en question, progresser. L'état d'esprit peut sembler un peu naïf, mais c'est comme ça que je conçois l'entrepreneuriat.»

Fiedler lui a donné raison. Lorsqu'elle y entre, la société est encore très artisanale, uniquement portée par les savoir-faire. Les métiers sont restés, mais Isabelle Chillier a renforcé l'organisation avec une ligne plus industrielle. Elle monte des départements qualité et logistique, développe toutes les fonctions support et ouvre des bureaux technique et méthode. Une manière de s'aligner sur l'évolution de la clientèle et grandir avec les attentes. «Tout le monde peut graver le sommet. Mais le plus important est de continuer à avancer sur l'arête.» ■



NICOLAS JUTZET
DIRECTEUR ADJOINT
DE L'INSTITUT LIBÉRAL

L'Atelier de la liberté

Les balançoires se vident, les EMS se remplissent

En devenant récemment papa, j'ai remarqué que parmi mes amis de mon âge, j'étais plus l'exception que la règle. Mais peut-être est-ce juste que j'ai un entourage peu représentatif du pays. Pour résoudre cette énigme, il existe une piste: le site de l'Office fédéral des statistiques. Voici ce que disent les chiffres: en Suisse, les femmes ont leur premier enfant en moyenne à 31,3 ans et les hommes à 35,3 ans. Quand

on demande aux Suisses s'ils souhaitent des enfants, ils répondent en majorité que oui: 53% des personnes âgées de 20 à 29 ans souhaitent en avoir deux, 5% un seul et 17% aucun. Mais entre les souhaits et la réalité, un fossé existe. Alors que seuls 5% veulent un enfant unique, à la fin, 17% en ont un. Par ailleurs, la proportion de personnes sans enfant est supérieure de dix points à celle de ceux qui déclarent ne pas en vouloir. Aujourd'hui, près d'un tiers des Suisses en âge d'en avoir n'ont pas d'enfants.

Cette salade de chiffres pour vous dire qu'effectivement les gens ont désormais des enfants tard, moins que ce qu'ils pensaient et que cette réalité a une conséquence démographique. Avec environ 1,3 enfant par femme, la Suisse est largement sous le seuil de remplacement de sa population. Autrement dit, sans immigration, à terme, la Suisse va se vider. En attendant, elle se transforme en pays vieillissant. Les balançoires de nos places de jeux vont se clairsemer, et nos homes se remplir. La Suisse n'est pas seule dans ce cas. Selon le statisticien suédois Hans Rosling, nous avons atteint en 2017 le *peak child*, soit le pic mondial du nombre d'enfants.

Certaines raisons qui expliquent cette chute de la natalité sont connues: démocratisation de la

contraception, progrès de la médecine, meilleure éducation sexuelle et émancipation des femmes. Mais il reste cette énigme de la différence qui existe entre nombre d'enfants souhaité et nombre effectif. Dans un récent ouvrage*, le mathématicien et philosophe Olivier Rey s'intéresse aux causes profondes qui expliquent la chute. J'en retiens la plus importante: la réalité que «faire grandir des enfants pour qu'ils deviennent des adultes accomplis a de tout temps été une tâche immense. Tâche si immense que de nombreuses personnes doivent y collaborer.»

De fait, le cadre idéal pour accueillir les enfants n'est pas un foyer constitué des seuls père et mère, ensemble ou séparés, mais une communauté plus large formée par exemple de la famille étendue et des voisins. C'est toujours moins le cas. Par le passé, les grands-parents étaient fortement impliqués. Aujourd'hui, ils le sont toujours, mais dans une moindre mesure: 31% des enfants de moins de 13 ans sont pris en charge par leurs grands-parents au cours d'une semaine ordinaire. Dans le même temps, 39% des enfants fréquentent une crèche ou une structure d'accueil parascolaire. Le paradoxe saute aux yeux: nous n'avons jamais autant investi dans les crèches,

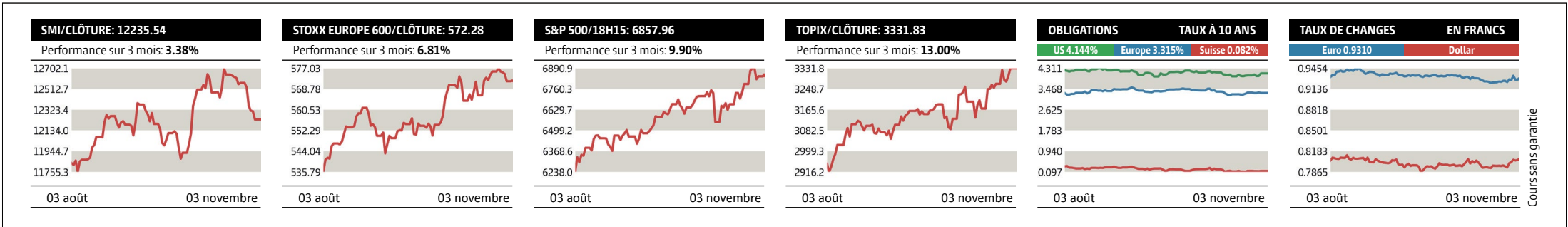
et pourtant les gens font toujours moins d'enfants. Olivier Rey explique que le modèle familial actuellement encouragé par l'Etat consiste moins à aider les parents à avoir des enfants qu'à faire en sorte que leur vie professionnelle soit la moins perturbée possible, et qu'ils confient à l'Etat ou des entités subventionnées leur éducation. Si c'est pour que nos enfants passent leur vie sous l'autorité des autres, à quoi bon en faire?

L'économiste Maxime Sbahi** identifie d'autres pistes pour expliquer le gap entre le désir et la réalisation d'enfants: il évoque la difficulté d'accéder à un logement de la taille suffisante dans les grandes villes surréglementées, et la lourde charge financière qui pèse sur les actifs, pour financer l'état social et les retraites, couplée à une instabilité économique lésant les nouvelles générations. Si nous voulons vraiment que davantage de gens fassent des enfants, c'est sur ces axes qu'il faut travailler, et non sur celui de l'augmentation des subventions. ■

* «Tracts (No 70) – Défécondité. Ses raisons, sa déraison», Olivier Rey, Gallimard, 64 pages.

** «Les Balançoires vides. Le piège de la dénatalité», Maxime Sbahi, Editions de l'Observatoire, 272 pages.

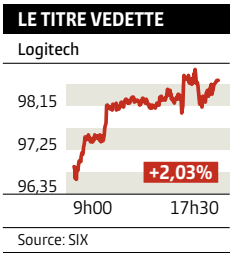
16 Finance



PROPOSÉ PAR BCGE

Le SMI campe sur ses positions

BOURSE La bourse suisse a entamé la première séance de la semaine en légère hausse de 0,11% à 12248,16 points. Dans l'après-midi, Wall Street a ouvert sans direction dans un contexte de paralysie budgétaire gouvernementale persistante, retardant la publication des indicateurs économiques. Le SMI a clôturé sur une note quasiment inchangée à 12235,54 points (+0,01%), tout comme le SPI à 16 982,87 points. Les meilleures performances du jour



ont été enregistrées par **Logitech** (+2,03% à 98,64 francs) et **Richemont** (+1,95% à 161,80 francs), au bénéfice d'un relèvement de recommandation de «garder» à «acheter» par HSCB. Aux poids lourds, **Nestlé** a progressé de 1,07% à 77,70 francs. Pour sa part, **Roche** (+0,23% à 259,50 francs) annonce une concrétisation en étude clinique des critères primaires et secondaires d'évaluation de son Gazyva/ Gazyvaro (obinutuzumab) dans l'indication contre le lupus systémique érythémateux. **Novartis** a grignoté 0,23% à 99,50 francs. **Geberit** a engrangé 0,68% à 591 francs, à la veille de la publication de ses résultats trimestriels. Parmi les reculs du jour, **Sika** a abandonné 3,82% à 151,20 francs, JPMorgan ayant baissé sa recommandation sur le titre à «sous-pondérer» et Morgan Stanley à «pondération du marché», avec des réductions d'objectifs de cours à la clé. Le recul des ventes de 3,8% à 8,58 milliards de francs annoncé par le chimiste de la construction explique les doutes du marché concernant sa croissance future. **Lonza** (-2,71% à 539,20 francs), **Alcon** (-1,40% à 58,96 francs), **Givaudan** (-1,33% à 3254 francs) et **Partners Group** (-1,16% à 971 francs) ont également figuré parmi les replis marqués du jour. ■ BCGE, SALLE DES MARCHÉS

CHARTÉ ÉDITORIALE WWW.LETEMPS.CH/PARTENARIATS

MAIS ENCORE

SIX a vu passer près de 100 milliards de francs en octobre Tiré par les actions et les produits structurés, le volume de négoce de SIX Swiss Exchange, l'opérateur de la bourse suisse, a atteint 99,7 milliards de francs en octobre, soit une hausse de 11,7% sur un mois, selon un communiqué paru hier. Depuis le début de l'année, 962,5 milliards de francs ont transité par la plateforme. (AWP)

UBS parie sur les Etats-Unis et ce n'est pas sans risque

BANQUE Le numéro un helvétique du secteur a introduit une demande de licence bancaire lui permettant d'étendre ses activités américaines dans la gestion de fortune. Atteindre cet objectif ne sera cependant pas une promenade de santé

LASSILA KARUTA, ZURICH

UBS veut se renforcer aux Etats-Unis. L'ambition n'est pas neuve mais l'annonce la semaine dernière de l'introduction d'une demande de licence bancaire précise les intentions du géant de la Paradeplatz.

«Il s'agit là d'une étape importante de notre stratégie de croissance sur le plus grand marché de la gestion de fortune au monde. Grâce à une telle licence, nous serons en mesure de mettre en place progressivement une plateforme permettant d'offrir une gamme plus large de produits bancaires à la clientèle, notamment des comptes bancaires classiques, en plus des solutions de gestion de trésorerie que nous proposons déjà», a indiqué mercredi l'établissement bancaire, en marge de la présentation des résultats trimestriels ayant dépassé les attentes du marché. Avec cette autorisation, attendue en 2026, la multinationale pourrait notamment élargir ses prestations à des comptes courants et d'épargne.

«Cette licence aidera UBS à renforcer ses liens avec sa clientèle et à étendre aussi ses activités d'octroi de crédits bancaires. Cela prendra cependant beaucoup d'années pour récolter les fruits

de cette stratégie», fait remarquer Andreas Venditti, un analyste de la banque Vontobel.

Cela fait des années qu'UBS grandit aux Etats-Unis dans la gestion de fortune. A fin septembre 2025, le groupe gérait 2284 milliards de dollars d'actifs (AuM) dans ce pays, soit près de la moitié des avoirs investis au niveau de cette division au niveau mondial. A titre de comparaison, la Suisse, deuxième marché du groupe, ne représentait que 859 milliards de dollars d'avoirs sous gestion.

Des coûts plus élevés outre-Atlantique

«Mais aux Etats-Unis, les coûts opérationnels de la division gestion de fortune sont beaucoup plus élevés qu'en Suisse à cause du modèle d'affaires», rappelle le spécialiste de la banque zurichoise. Un chiffre qui illustre parfaitement ce fait est le ratio coût-revenus. Cet indicateur est de 86,2% dans la première puissance mondiale et de 60,7% en Suisse. Ce qui veut dire que sur chaque franc généré, 86 centimes partent dans des charges opérationnelles aux Etats-Unis.

Cette grande différence s'explique par le fait que les collaborateurs et collaboratrices de cette division, près de 6000, ne sont pas vraiment des employés au sens strict de la banque aux trois clés. «Il s'agit plutôt d'indépendants qui sont rémunérés en fonction des revenus qu'ils génèrent. Ceux qui affichent les meilleurs résultats gagnent beaucoup plus que les conseillers à la clientèle en Suisse par

exemple», souligne Andreas Venditti.

Durant l'exercice en cours, UBS a en outre fait face à des départs de plusieurs équipes de gestionnaires de fortune aux Etats-Unis, poussant la multinationale à annoncer une amélioration des rémunérations pour ces collaborateurs à partir de 2026. La présence des géants bancaires américains tels que Morgan Stanley et JPMorgan, qui dominent le marché, rendant la bataille pour les meilleurs talents très féroce.

«Cela prendra beaucoup d'années pour récolter les fruits de cette stratégie»

ANDREAS VENDITTI, ANALYSTE DE LA BANQUE VONTOBEL

«Les propositions du Conseil fédéral concernant le renforcement des fonds propres des filiales à l'étranger, si elles venaient à être adoptées, pèseraient aussi sur les coûts», déclare Andreas Venditti. Berne a pour sa part maintes fois répété qu'un équilibre juste devait être trouvé entre la compétitivité d'UBS et les risques couverts par les contribuables suisses en cas de nouvelle crise bancaire.

Pour se développer et pouvoir générer des économies d'échelle, il est aussi prévu davantage d'offres pour des personnes pos-

sédant une fortune de plusieurs centaines de milliers de dollars à quelques millions. Le président du conseil d'administration d'UBS Colm Kelleher a, en 2024, indiqué que des acquisitions seraient envisageables, une fois que l'intégration de Credit Suisse sera achevée. Par ailleurs, c'est grâce au rachat de l'américain PaineWebber en 2000, que le géant helvétique a pu croître substantiellement aux Etats-Unis dans la gestion de fortune ces dernières années.

Marché très concurrentiel

Le passé a cependant montré que les banques suisses ont pris de nombreux risques pour gagner des parts de marché dans ce pays très concurrentiel. Les affaires liées à l'évasion fiscale de citoyens américains, à la manipulation du taux Libor, aux titres hypothécaires (RMBS) à la base de la crise financière de 2008-2009, tout comme les déconvenues du fonds spéculatif Archegos ont coûté des milliards de dollars d'amendes à UBS.

Des réorganisations ont été réalisées pour éviter ce genre de problèmes, mais la faillite de l'équipementier automobile First Brands en septembre, auquel UBS était exposé via différents fonds à hauteur de 500 millions de dollars, démontre que la gestion des risques peut encore être améliorée. Surtout dans un environnement marqué par un mouvement de dérégulation sous l'administration de Donald Trump. ■

Qui sont les cinq candidats pressentis pour diriger la Réserve fédérale?

POLITIQUE MONÉTAIRE L'actuel président de la banque centrale des Etats-Unis, Jerome Powell, achèvera son mandat en avril, et l'administration Trump vient de confirmer sa «short list». On y trouve deux partisans de la dérégulation, deux économistes peu remarqués et un favori



KEVIN WARSH
ANCIEN MEMBRE
DU CONSEIL DE LA
RÉSERVE FÉDÉRALE



KEVIN HASSETT
DIRECTEUR
DU NATIONAL
ECONOMIC COUNCIL



RICK RIEDER
MEMBRE DE LA
DIRECTION DE
BLACKROCK



MICHELLE BOWMAN
VICE-PRÉSIDENTE
DE LA RÉSERVE
FÉDÉRALE



CHRISTOPHER
WALLER
MEMBRE DU COMITÉ
DE LA RÉSERVE
FÉDÉRALE

SÉBASTIEN RUCHE

Le prochain président de la Réserve fédérale américaine (Fed) se trouve parmi les cinq candidats confirmés la semaine dernière par le secrétaire au Trésor, Scott Bessent. Il s'agit de deux membres actuels du conseil, d'un ancien de la Fed, d'un haut conseiller de Trump et d'un cadre de BlackRock. Soit, dans le désordre, deux fervents partisans de la dérégulation, deux économistes peu remarqués pour leurs analyses et un favori. Qui serait le ou la plus apte à résister au président américain, qui pousse pour des baisses de taux très rapides et a déjà placé son proche conseiller Stephen Miran au conseil de la Fed?

Lorsque le mandat du président actuel, Jerome Powell, s'achèvera en avril prochain, Donald Trump nommera son (ou

sa) successeur, qui devra surtout «maintenir l'indépendance de la Fed à l'égard du pouvoir politique et éviter que la déréglementation voulue par la Maison-Blanche n'ouvre la porte à une nouvelle grande crise financière dans dix ans», résume Cédric Tille, professeur d'économie au Graduate Institute de Genève.

Le sujet le plus important du moment

La nomination du prochain président de la Fed est «le sujet le plus important du moment et celui qui comporte potentiellement le plus de risques, mais les signaux envoyés jusque-là ne remettent pas en cause l'indépendance de la banque centrale et n'indiquent pas de changement majeur de son fonctionnement», estime pour sa part Christel Rendu de Lint, codirectrice générale de Vontobel, que

Le Temps a rencontrée vendredi à Genève.

Pour rappel, la Fed a réduit ses taux mercredi passé pour la deuxième fois d'affilée, d'un quart de point pour les ramener dans une fourchette comprise entre 3,75% et 4%. Cette décision n'a pas été prise à l'unanimité et Jerome Powell a prévenu qu'une baisse supplémentaire était loin d'être acquise les 9 et 10 décembre prochain.

Pour l'avenir, la grande question demeure de savoir qui serait le plus apte à tenir tête à Donald Trump, parmi les cinq favoris pour le poste de président de la Fed. «Probablement pas Kevin Warsh, qui n'a pas laissé le souvenir d'analyses économiques très solides lorsqu'il appartenait au comité de la Fed, et encore moins Kevin Hassett, qui dirige le Conseil économique national» et est donc très proche de Donald Trump, ce qui pourrait en faire un président très

«docile», reprend Cédric Tille, ancien économiste à la Réserve fédérale et ancien membre du conseil de la Banque nationale suisse.

La grande question demeure de savoir qui serait le plus apte à tenir tête à Donald Trump

Actuellement l'un des dirigeants de BlackRock, le plus grand gérant d'actifs au monde, Rick Rieder, ne trouve pas non plus grâce à ses yeux, «car il serait périlleux de choisir quelqu'un de Wall Street dans le contexte actuel poussant à la dérégulation».

Ce contexte, selon l'économiste genevois, devrait aussi encourager à ne pas nommer l'actuelle vice-présidente de la Fed, Michelle Bowman, elle aussi très favorable à la dérégulation «et qui vient de proposer une coupe majeure (-30%) du personnel de la Réserve fédérale dédiée à la supervision financière».

Reste donc Christopher Waller, membre du comité de la Fed depuis 2020 et surtout «un macroéconomiste solide, conscient du besoin d'indépendance de la Fed, un peu sur le modèle de Jerome Powell».

Favorables à une baisse des taux

Tout comme Michelle Bowman, Christopher Waller s'est récemment prononcé en faveur d'une baisse des taux, «mais pour des raisons qui tiennent la route, pas pour faire plaisir à Donald Trump, par exemple si l'on consi-

dère que, hormis l'effet de l'engouement pour l'intelligence artificielle, l'économie américaine ne se porte pas très bien et que le marché du travail est bloqué, avec peu d'embauches et peu de gens qui démissionnent», analyse encore Cédric Tille.

Le favori de cette course à la Fed – Christopher Waller – s'est aussi fait remarquer en affirmant que la Fed ne devait pas se disperser en s'occupant du changement climatique, mais plutôt se concentrer sur son double mandat, à savoir assurer le plein-emploi et la stabilité des prix. «On peut répondre que les chocs climatiques peuvent avoir un impact sur l'économie et la stabilité financière, mais reconnaître aussi que ce n'est pas parce qu'il s'agit d'un sujet majeur et pertinent que la banque centrale doit nécessairement s'en occuper», conclut notre interlocuteur. ■

H
U
B
L
O
T

OWN IT



18 Carnet du jour

DEUIL

Son époux, Monsieur James Schutz, ses enfants et petits-enfants
Ses filles,
Madame Alexia Schapira et son fils Melko
Madame Nicole Fries, son époux Ben, leurs fils Max et Noah
et leur père, Monsieur Marc Schapira
Son frère et sa belle-sœur, Monsieur et Madame Eric Demole, leurs enfants et petits-enfants
Sa sœur et son beau-frère, Monsieur et Madame Guy Ducrey, leurs filles
Madame Séverine Cesalli, son époux Laurent et leurs enfants
Madame Sophie de Hemptine, son époux Dominique, leurs enfants et petits-enfants

Les descendants de feu Monsieur et Madame Jean-Pierre Demole
Les descendants de feu Monsieur et Madame Gustave Barbey

Son ex-beau-frère, Monsieur Claude Schapira

Ses amies, Maria-Pilar Barbey, Françoise Bourrit, Jacqueline Caillat et Brigitte Clément-Bayard,
dont le soutien a été précieux durant sa maladie

ainsi que les familles parentes, alliées et amies,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

MADAME CORINNE DEMOLE SCHUTZ

enlevée à leur tendre affection le vendredi 31 octobre 2025 dans sa 76e année.

La cérémonie d'adieu aura lieu dans la stricte intimité à Cumberland Foreside (Maine),

Adresse: James Schutz – 110 Foreside, Maine, 04110 USA.

Son mari Patrice **Calvayrac**
Sa fille Fanny **Calvayrac** et son épouse Laetitia **Cabany**, leur fille Paloma
Son fils Thibault **Calvayrac**
ainsi que les familles parentes et amies

ont le profond chagrin de faire part du décès de

VALÉRIE CALVAYRAC

enlevée à leur tendre affection vendredi 31 octobre 2025, à l'âge de 61 ans.
Une veillée aura lieu à la Chapelle Saint-Roch à Lausanne, jeudi 6 novembre à 17h30.

CONVOIS FUNÈBRES

GENÈVE
Genève – 14 h 45: **M^{me} Christine Zaier**; chapelle de l'Ange du centre funéraire de Saint-Georges
Genève – 16 h: **M^{me} Armanda Roulin-Roschi**; centre funéraire des Rois, Plainpalais
LAUSANNE
15 h: **M^{me} Iva Olive Dutoit**; chapelle Saint-Roch
VAUD
Eclépens – 14 h: **M^{me} Françoise Bourguignon-Burnens**; église

Montreux – 15 h: **M^{me} Anne-Marie Meyer**; temple Saint-Vincent
Oron-la-Ville – 14 h 30: **M^{me} Liliane Delessert-Eicher**; Gospel Center
Vers-chez-les-Blanc – 14 h 30: **M. Jean-Paul Marletaz**; chapelle des Râpes
FRIBOURG
Arconciel – 14 h 30: **M. Alex Roulin**; église
Belfaux – 14 h: **M^{me} Marie-Rose Maillard**; église Saint-Etienne

Grolley – 14 h 30: **M^{me} Alice Dafflon**; église Saint-Jean-Baptiste
JURA
Coeuve – 14 h: **M. Alfred Ribeaud**; église
Le Noirmont – 14 h: **M. Raymond Pic**; église
NEUCHÂTEL
Colombier – 14 h: **M^{me} Gertrude Ruffieux**; église catholique
VALAIS
Le Bouveret – 16 h: **M^{me} Rose-Marie Clerc Zambaz**; église, route de l'Eglise 29

CARNET DU JOUR

Pour tout faire-part de décès, l'avis de remerciement de la famille est offert

Tél. +41 22 575 80 50
E-mail: carnets@letemps.ch

LE TEMPS

TÉLÉPHONES UTILES

NUMÉROS D'URGENCE
Urgences santé/Ambulances: Tél. 144
Police Secours: Tél. 117
Sauvetage du lac: Tél. 117
Pompiers: Tél. 118
Secours routier: Tél. 140
La Main tendue: Tél. 143
Centre d'information toxicologique: Tél. 145
Aide pour enfants Pro Juventute: Tél. 147
REGA: Tél. 1414
Air Glaciers: Tél. 1415

HÔPITAUX ET CLINIQUES

GENÈVE
HUG: Tél. 022 372 33 11
HUG Urgences adultes: Tél. 022 372 81 20
HUG Urgences de gynécologie et d'obstétrique: Tél. 022 372 42 36
HUG Urgences ophtalmologiques: Tél. 022 372 84 00
HUG Urgences pédiatriques: Tél. 022 372 45 55
HUG Urgences psychiatriques: Tél. 022 372 38 62
HUG Prévention suicide: Tél. 022 372 42 42
Hôpital de La Tour: Tél. 022 719 61 11
Centre médico-chirurgical Grand-Pré: Tél. 022 734 51 50
Centre Médical Eaux-Vives: Tél. 022 737 47 47
Clinique de Carouge: Tél. 022 309 45 45
Clinique La Colline, urgences: Tél. 022 702 21 44
Clinique Générale-Beaulieu: Tél. 022 839 54 15
Clinique des Granges: Tél. 022 305 01 11
Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77
Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55
Garde pédiatrique de Lancy: Tél. 022 879 57 00 (Jour)
Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV)
Clinique de la main: Tél. 022 595 08 08

Clinique dentaire de Genève: Tél. 022 735 73 35
Clinique et permanence d'Onex: Tél. 022 709 00 00
SOS médecins à domicile: Tél. 022 748 49 50
SOS infirmières: Tél. 022 420 24 64

VAUD
CHUV: Tél. 021 314 11 11
Hôpital de l'enfance, Lausanne: Tél. 021 314 84 84
Hôpital ophtalmique, Lausanne: Tél. 021 626 81 11
Centrale téléphonique des médecins de garde du canton de Vaud: Tél. 0848 133 133
Centre de la main: Tél. 021 314 25 50
Clinique Cecil, Lausanne: Tél. 021 310 50 00
Clinique de Montchoisi, Lausanne: Tél. 021 619 39 39
Clinique Bois-Cerf, Lausanne: Tél. 021 619 69 69
Clinique de La Source, Lausanne: Tél. 021 641 33 33
Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99
Centre hospitalier Yverdon: Tél. 024 424 44 44
Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11
Hôpital Orbe: Tél. 024 442 61 11
Hôpital La Vallée, le Sentier: Tél. 021 845 18 18
Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: Tél. 058 773 21 12
Centre hospitalier de La Côte, Morges: Tél. 021 804 22 11
Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11
Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00
Clinique La Lignière, Gland: Tél. 022 999 64 64
Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61
Hôpital du Pays-d'Enhaut, Château-d'Œx: Tél. 026 923 43 43

Permanence Unisanté-Flon: Tél. 021 314 90 90
Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Unisanté: Tél. 021 314 60 60
Hôpital intercantonal de la Broye, Payerne: Tél. 026 662 80 11
Hôpital de Sainte-Croix: Tél. 024 455 11 11

FRIBOURG
Hôpital cantonal: Tél. 026 306 00 00

NEUCHÂTEL
Hôpital Poralès: Tél. 032 713 30 00
Hôpital La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 967 21 11
Hôpital de la Providence: Urgences médicales et chirurgicales Tél. 032 720 30 46
Clinique de la Tour, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 930 30 00
Clinique Montbrillant, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 910 04 00

VALAIS
Hôpital de Sion: Tél. 027 603 40 00
Hôpital de Sierre: Tél. 027 603 70 00
Hôpital Martigny: Tél. 027 603 90 00
Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: Tél. 058 773 21 12
Permanence médicale du Chablais, Monthey: Tél. 058 773 11 46

JURA
Hôpital de Delémont: Tél. 032 421 21 21
Hôpital de Porrentruy: Tél. 032 465 65 65

JURA BERNOIS
Centre hospitalier Bienne: Tél. 032 324 24 24
Hôpital de Moutier: Tél. 032 494 39 43
Hôpital de Saint-Imier: Tél. 032 942 24 22

LE TEMPS IMPRESSUM

Editeur/Rédaction
Le Temps SA
Avenue du Bouchet 2
CH – 1209 Genève
Tél + 41 22 575 80 50
info@letemps.ch

Conseil d'Administration
Présidence: Abir Oreibi

Direction
Pierre-Adrian Irlé,
directeur exécutif
Madeleine von Holzen,
rédatrice en chef
Olivier Schwarz,
finances
Monique Graber Sangiorgio
assistante de direction

Rédatrice en chef
Madeleine von Holzen

Adjoints: Vincent Bourquin,
Célia Héron, Sylvie Logean,
Julien Pralong

Chefs de rubrique
International:
Aline Jaccottet
Suisse: Romaine Morard
Lémanique:
Frédéric Julliard
Economie:
Aline Bassin
Opinions & Débats:
Catherine Frammery

Culture: Stéphane Gobbo
Sciences: Pascaline Minet
Société: Agathe Seppey
Sport: Laurent Favre

Chefs d'édition
Florian Delafoi
Nicolas Dufour
Florian Fischbacher
Elise Kerchenbaum
Simon Moreillon
Philippe Simon

Iconographie
images@letemps.ch

Rédatrice en chef
T Magazine
Rinny Gremaud

La liste complète de tous les services et collaborateurs du Temps SA sur www.letemps.ch/contact/annuaire

Rédaction de Berne
Bundesgasse 8
CH – 3003 Berne
Tél. + 41 22 575 80 50

Rédaction de Lausanne
Rue de la Madeleine 18
CH - 1003 Lausanne
Tél: +41 22 575 80 50

Rédaction de Neuchâtel
Rue du Musée 2
CH - 2000 Neuchâtel
Tél: +41 22 575 80 50

Rédaction de Sion
Rue des Creusets 16
CH – 1950 Sion
Tél. +41 22 575 80 50

Relation clients
Le Temps SA
Av. du Bouchet 2
1209 Genève
Lundi-vendredi
8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30
Tél. 022 539 10 75
E-mail: relationclients@letemps.ch
Tarifs: découvrez nos offres sur www.letemps.ch/abos

Régie publicitaire
Nationale: Anne-Sandrine Backes
Adresse: NZZ one - Route de Lully 5C
CH - 1131 Tolochenaz
Tél.: 021 318 46 60
Email: letemps@nzzone.ch
Régionale: Sébastien Cretton
Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2 CH - 1209 Genève
Tél.: 022 575 80 50
Email: publicite@letemps.ch

Impression
DZB, Centre d'Impression
Berne SA

Tirage diffusé
35 667 exemplaires
(source: tirage contrôlé REMP 2025)

Audience REMP MACH Basic
2025-1 : 82 000 lecteurs
La rédaction décline toute responsabilité envers les manuscrits et les photos non commandés ou non sollicités. Tous droits réservés. En vertu des dispositions relatives au droit d'auteur ainsi qu'à la Loi contre la concurrence déloyale et sous réserve de l'approbation préalable écrite de l'éditeur sont notamment interdites toute réimpression, reproduction, copie de texte rédactionnel ou d'annonce ainsi que toute utilisation sur des supports optiques, électroniques ou tout autre support, qu'elles soient totales ou partielles, combinées ou non avec d'autres œuvres ou prestations. L'exploitation intégrale ou partielle des annonces par des tiers non autorisés, notamment sur des services en ligne, est expressément interdite.

ISSN 1423-3967
No CPPAP: 0413 N 05139

Notre papier journal est produit de manière écologique avec une forte proportion de papier recyclé

SOUS LA COUPOLE

Relations Suisse-Union européenne: le choc frontal!

C'est le sujet politique de ces prochaines années: le nouveau paquet d'accords Berne-Bruxelles. Face-à-face entre Vincent Maitre (Mouvement européen suisse) et Céline Amaudruz (UDC)

Décrypter. Débattre. Anticiper. C'est l'ambition de *Sous la Coupole*, le podcast politique du *Temps*. Deux fois par mois, nos journalistes politiques, Romaine Morard et Romain Clivaz, et nos invités s'emparent de l'actualité

A écouter sur **LeTemps.ch**

Le mercure au centre de l'attention à Genève

POLLUTION Alors que le cours de l'or atteint des niveaux record, la convention protégeant des effets toxiques du mercure utilisé illégalement pour produire le métal précieux est sous pression. A Genève, une réunion internationale discutera des moyens de freiner son commerce

PAULA DUPRAZ-DOBIAS
(GENEVA SOLUTIONS)

Début octobre, la Communauté andine, un bloc d'Etats sud-américains, jugeait que le Pérou n'avait pas réussi à lutter contre l'exploitation aurifère illégale et le trafic de mercure. Elle donnait ainsi raison à une plainte déposée par des communautés autochtones amazoniennes qui affirmaient être empoisonnées par cette substance toxique. Lima s'est vu accorder un délai de vingt jours pour agir et a reçu l'ordre de réformer ses lois, notamment en mettant fin à un registre qui permettait aux mineurs illégaux d'éviter des poursuites pénales, et en confisquant leurs machines.

Mais le président péruvien – qui n'avait pas fondamentalement intérêt à changer le système en vigueur – a ensuite été destitué. Et le président du Congrès, José Jeri, quant à lui favorable à une législation autorisant l'exploitation minière illégale, a prêté serment. La Communauté andine a averti le Pérou que le non-respect de ses obligations pourrait entraîner le renvoi de l'affaire devant la Cour de justice de la région, avec le risque de sanctions commerciales. Pendant ce temps, les populations autochtones ont bloqué les cours d'eau afin de forcer l'Etat à réagir.



Des femmes traitent de l'or sur un site minier dans la région de Kédougou, au Sénégal, en janvier dernier. (ANNIKA HAMMERSCHLAG/AP PHOTO)

«Le mercure est l'un des produits chimiques les plus inquiétants pour la santé mondiale»

MONIKA STANKIEWICZ, SECRÉTAIRE EXÉCUTIVE DE LA CONVENTION DE MINAMATA

La sixième conférence de haut niveau (ou COP-6) de la Convention de Minamata a lieu actuellement à Genève. Ce traité, l'un des plus récents accords environnementaux, vise à aider ses 153 Etats membres à réduire et à éliminer le mercure et à protéger la santé humaine et l'environnement. Le lieu ne pourrait être plus approprié, la Suisse étant le premier importateur mondial d'or.

Un commerce en plein essor

L'une des priorités de la conférence, qui réunira cette semaine environ 1000 participants, dont des représentants gouvernementaux et des diplomates, est de lutter contre l'utilisation illégale du mercure dans l'exploitation artisanale à petite échelle de l'or à l'échelle mondiale, alors que le commerce de ce métal précieux est en plein essor.

Luis Fernandez, directeur exécutif du Centre pour l'innovation scientifique amazonienne (Cincia),

a aidé les autorités douanières péruviennes à saisir une quantité record de 4 tonnes de mercure illégal au début de l'année. Il met en garde: le mécanisme de surveillance du traité comporte des lacunes au niveau national. «La relation entre Minamata et l'exploitation aurifère artisanale à petite échelle est le maillon faible de la Convention de Minamata», relève-t-il.

Selon l'International Pollutants Elimination Network (IPEN), une alliance de groupes environnementaux et de santé publique, ce secteur, qui emploie entre 10 et 20 millions de personnes dans le monde, représente 20% de la production mondiale d'or et 37% de la pollution mondiale au mercure. Le Pérou, dixième producteur mondial d'or, contribue également de manière importante à l'approvisionnement mondial en métal produit par les petits exploitants miniers.

Alors que les cours de l'or atteignent des niveaux record, frôlant les 4400 dollars l'once à la mi-octobre, soit près du triple de leur valeur il y a 10 ans, le commerce du mercure a également explosé. Cela répond à la demande des mineurs artisanaux et à petite échelle, pour qui ce minéral liquide est le moyen le plus rapide de séparer le métal précieux du minerai.

Mais son utilisation a de graves conséquences sur la santé et l'environnement. «Le mercure est l'un des produits chimiques les plus

inquiétants pour la santé mondiale», estimait Monika Stankiewicz, secrétaire exécutive de la Convention de Minamata, lors d'une conférence de presse à Genève la semaine dernière. Selon l'Organisation mondiale de la santé, le mercure, qui s'accumule dans les organismes, représente une menace particulière pour les bébés dans l'utérus. Il provoque des troubles irréversibles du développement et des troubles neurologiques après la naissance, ainsi que des troubles cognitifs et des lésions organiques chez les adultes.

Exposition chronique

Dans les régions où le mercure est utilisé dans les opérations artisanales d'extraction de l'or, cette substance est brûlée sur les pépites d'or, puis absorbée par les plantes, le sol, les rivières et les poissons. Au début de cette année, le centre de recherche Cincia a découvert que 80% des membres des communautés locales et autochtones du nord de l'Amazonie péruvienne parties prenantes à la plainte déposée devant la Communauté andine ont été «exposés de manière chronique» à ce métal. D'autres études récentes, notamment au Nicaragua et au Kenya, ont révélé des niveaux élevés de mercure chez les femmes en âge de procréer.

Les peuples autochtones qui vivent souvent dans la pauvreté sont généralement les plus vulnérables

à l'exploitation de leurs terres. Cette situation, associée au changement climatique en partie causé par la déforestation due à l'exploitation aurifère, a «de graves implications sur les droits humains fondamentaux», alertait il y a quelques jours Marcos Orellana, rapporteur spécial des Nations unies sur les substances toxiques et les droits humains. Pourtant, malgré les risques et contrairement à d'autres produits qui utilisent du mercure dans leur fabrication, l'exploitation aurifère à petite échelle à l'aide du mercure continue d'être autorisée. Le traité de Minamata encourage les pays à la réduire ou à y mettre fin, mais sans fixer de date butoir.

Le rôle des importateurs

Pour Monika Stankiewicz, secrétaire exécutive de la Convention de Minamata, criminaliser l'utilisation du mercure dans les petites exploitations limiterait la capacité à travailler avec les mineurs pour trouver des solutions. «Parfois, il s'agit vraiment du moyen de subsistance de gens qui n'auraient aucune autre option pour gagner leur vie», explique-t-elle. La convention a d'ailleurs mis en place des mécanismes pour sensibiliser les communautés concernées aux risques sanitaires et environnementaux et les aider à abandonner son utilisation. Le traité exige également que les pays concernés élaborent et mettent en

œuvre des plans pour réduire son utilisation et son impact.

Le Fonds pour l'environnement mondial, qui finance des plans d'action nationaux visant à aider les mineurs d'or à se passer du mercure, pourrait jouer un rôle plus important, estime Marcos Orellana. Mais le manque de coopération internationale sape les efforts des Etats qui ont interdit le mercure, selon l'expert, qui accuse les Etats importateurs d'or de ne pas assumer leur responsabilité en matière de diligence raisonnable vis-à-vis des raffineries d'or.

Qu'en est-il de la Suisse? Berne applique des «réglementations très strictes» pour l'or provenant de ces petites exploitations et joue un «rôle important» dans la promotion des objectifs de la convention de Minamata, a affirmé Robin Poell, porte-parole de l'Office fédéral de l'environnement, à Geneva Solutions. Notamment grâce à un programme aidant les mineurs à mettre en place des chaînes d'approvisionnement traçables.

La Convention de Minamata a tout de même ouvert la voie à certains progrès. En 2012, un an avant son adoption, 4,4 kilotonnes de mercure d'une valeur de 232 millions de dollars ont été commercialisées dans le monde, contre 1,7 kilotonne pour une valeur d'environ 34 millions de dollars seulement en 2022, selon Yuyun Ismawati, coprésidente de l'IPEN. Une organisation dont la

campagne «Mercury-Free» («sans mercure») a joué un rôle déterminant dans l'adoption du traité de Minamata en 2013.

Cependant, des lacunes subsistent. Notamment dans la traçabilité. Depuis la ratification de la convention, le Mexique, l'Indonésie et la Chine rendent par exemple régulièrement compte des volumes produits par les mines et des permis délivrés. Mais une enquête récente a révélé que les autorités n'avaient pas détecté la plupart des volumes massifs de mercure trafiqués par un groupe criminel mexicain.

«Avec du mercure, on peut devenir mineur en une journée», explique Monika Stankiewicz. Les intermédiaires se rendent parfois auprès des mineurs pour leur offrir du mercure en échange de l'or qui leur sera vendu en exclusivité. Et la dernière ruée vers l'or a stimulé les marchés illicites et fait grimper les prix, en particulier dans les régions reculées.

Avant la conférence de Genève, des groupes de la société civile en Amazonie ont exhorté les Etats à interdire l'utilisation et la vente de mercure à l'échelle mondiale. Mais jusqu'à la semaine dernière, aucun des signataires de la convention n'avait bougé. Et de manière globale, ce texte est «resté inchangé» alors même que «l'exploitation illégale de l'or augmente», regrette Luis Fernandez. ■

Les inondations de Valence ont fini par emporter le président de région

ESPAGNE Carlos Mazon était sous le feu des critiques depuis des mois pour sa gestion de la catastrophe de 2024

AFP

Cible des critiques depuis les inondations ayant ravagé le sud-est de l'Espagne il y a un an, agoni d'insultes lors de l'hommage rendu mercredi aux 237 victimes de la catastrophe, le président de la région de Valence, Carlos Mazon, a fini par démissionner hier.

«Je n'en peux plus»: au terme d'une conférence de presse d'une vingtaine de minutes durant laquelle ce dirigeant du Parti populaire (PP, droite) n'a cessé de se défendre et de tirer à boulets rouges sur ses détracteurs, et en particulier sur le gouvernement de gauche de Pedro Sanchez, Carlos Mazon a finalement annoncé sa démission.

«J'en appelle à cette majorité pour élire un nouveau président de la Generalitat [...] Si ça ne tenait qu'à moi, j'aurais démissionné il y a longtemps. Il y

a eu des moments insupportables pour moi, mais surtout pour ma famille», a expliqué le président régional, cinq jours à peine après avoir été la cible d'insultes de la part de proches des victimes des inondations, lors des funérailles d'Etat organisées un an après la catastrophe.

Depuis le 29 octobre 2024, Carlos Mazon, qui a changé plusieurs fois de version sur ses activités le jour du drame, était dans la tourmente et des milliers d'habitants de la région réclamaient

tous les mois son départ lors de manifestations. Reconnaisant des «erreurs», Carlos Mazon a admis hier qu'il aurait dû annuler ses rendez-vous lors de ce tragique après-midi: «J'aurais dû avoir la vision politique d'annuler mon agenda et d'aller là-bas.»

Mais son mea culpa s'est accompagné de nouvelles critiques à l'égard du gouvernement central du socialiste Pedro Sanchez: «Le bruit autour de moi est l'excuse parfaite pour dissimuler les responsabilités du gouvernement, tant

dans les informations erronées qu'ils ont transmises le 29 octobre, que dans le retard de l'acheminement de l'aide les jours suivants.»

«Sa manière de partir est indigne», a commenté sur la radio Cadena SER Rosa Alvarez, la présidente d'une association de victimes de la tragédie. «Ce n'est pas lui qui a démissionné, ce n'est pas son parti qui l'a fait démissionner. C'est nous, les familles des victimes et tous les gens qui nous ont soutenus, qui l'avons fait démissionner», a-t-elle ajouté. ■

20 Bourses

BOURSE	03.11.2025	↑ SMI 12235.54 +0.01%	↑ SPI 16982.87 +0.00%	↓ SLI 2008.52 -0.13%	↑ SMIM 2879.42 +0.22%	↑ VSMI 14.89 +2.75%
--------	------------	-----------------------	-----------------------	----------------------	-----------------------	---------------------

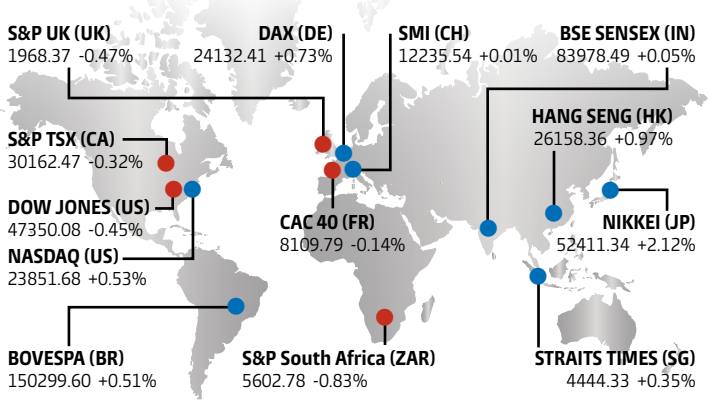
Titre 03.11	Div.	Rend. du div.	Cours clôture	Variation % jour d'avant	Plus bas / Plus haut 52 semaines	Haut
ABB Rg	0.90	1.51	59.40	0.44	37.25	61.06
Alcon N	0.28	0.47	58.96	-1.41	57.68	87.00
Amrize N			41.14	-0.82	35.20	46.00
Geberit N	12.80	2.18	591.00	0.68	486.50	653.80
Givaudan N	70.00	2.12	3254.00	-1.33	3178.00	4236.00
Holcim N	3.10	2.21	70.54	-1.12	38.43	72.00
Kuehne & Nagel	8.25	5.36	153.85	-0.10	147.40	218.80
Logitech	1.26	1.30	98.64	2.03	54.58	98.94
Lonza Grp N	4.00	0.36	539.20	-2.71	467.80	616.00
Nestle N	3.05	3.97	77.70	1.07	69.90	91.72
Novartis N	3.50	3.53	99.50	0.23	81.10	106.88
Partners Group	42.00	4.28	971.00	-1.16	942.00	1426.50
Richemont	3.00	1.89	161.80	1.95	115.90	187.55
Roche BJ	9.70	3.75	259.50	0.23	231.90	313.80
Sika Rg N	3.60	2.29	151.20	-3.82	151.20	248.20
Swiss Life	35.00	4.01	876.20	0.44	660.00	912.20
Swiss Re N	6.01	4.10	146.35	-0.17	110.25	156.80
Swisscom N	22.00	3.73	585.50	-0.68	491.00	598.50
UBS Group N	0.74	2.39	30.63	-0.33	20.66	33.77
Zurich Insurance	28.00	5.01	555.20	-0.68	512.60	625.20

↑ GAGNANTS	Cours du SPI du 03.11.2025	PERDANTS ↓
Perrot Duval Hldg	45.80 +13,37%	Ci Com Sa 0.15 -16,67%
Molecular Partners	3.24 +11,55%	Wisekey Int Hlg 23.45 -11,51%
Highlight Event An	8.00 +9,59%	Bachem Hldg N -b- 53.85 -7,55%
Meyer Burger Techn	0.10 +5,88%	Shl Telemedicine 1.21 -7,31%
Relief Therapeutic	3.21 +4,23%	Sig Group 8.33 -7,19%

SWISS-PERFORMANCE-INDEX (SPI sans SMI)

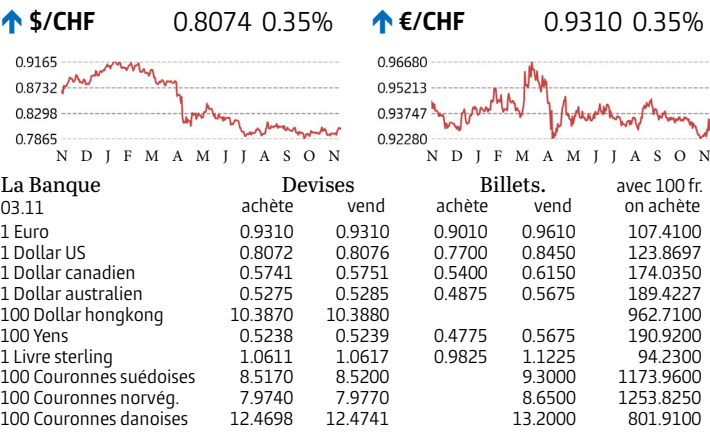
Cours	03.11	Var. %	52 semaines	Coltene Hldg N	45.10	-0.33	43	71.7	
	clôture	j. d'av.	Bas	Haut	Comet Hldg Rg	196.60	0.26	167	303.5
Accelleron Ind Rg	65.75	-0.08	30	76.7	Cosmo Pharm Rg	66.40	-1.63	41.6	70.9
Adax Therap N	0.07		0.05	0.09	CPH Group N-A	69.80	-0.29	50.2	84
Addeco Group N	22.22	-0.89	19.67	29.72	Curatis Holding Rg	13.15	3.54	9.14	18.2
Adval Tech Hldg N	41.80	1.95	39.4	80	Daetwyler Hldg I	145.00	-2.03	104	153.6
Aevis Vict N	13.50	0.75	11.75	15	DKSH Hldg N	55.50	-0.89	52.4	73.7
Airesis N	0.02	45.00	0.01	0.2	DocMorris N	5.29	-4.26	5.29	39.78
Allreal Hldg N	192.60	0.21	154.2	195	dormakaba Hldg N	685.00		571	798
Also Holding N	231.00		196.4	298.5	DottikonES Hld Rg	317.50	0.16	151	333
ams-Osram Br	11.10	0.09	4.94	13.27	Edisun Power Euro N	53.80		35	68
Amrize N	41.14	-0.82	35.2	46	EFGL Intl N	16.84	0.60	9.39	17.22
APG SGA N	212.00		188	250	Emmi N	710.00	-0.70	676	851
Arbonia N	5.03	-0.98	4.94	13.12	EMS-Chem Hldg N	549.00	-0.27	536.5	685.5
Arysta N	50.30	-2.33	49.98	87.6	Epic Suisse Rg	83.60		73	84.8
Ascom Hldg N	3.60	0.56	2.82	4.86	Evoluta Hldg Rg	0.91	-3.39	0.8	1.69
Asmallworld N	0.77	-6.67	0.75	1.48	Feintool Int N	9.50		9.3	16.3
Autoneum Hldg N	159.00	-0.63	95.1	166.8	Flughafen Zuerich N	240.60	1.43	185.1	249
Avolta N	42.56	0.81	27.5	47.3	Forbo Hldg N	734.00	-0.68	669	954
Bachem Hldg Rg	53.85	-7.55	43.34	77.6	Fundamenta Real N	17.15	-0.58	15.35	18.4
Baloise Hldg N	202.00	1.30	160.2	217.8	Galderna Group Rg	151.50	2.02	72.7	151.5
Barry Callebaut N	1014.00	-3.06	707.5	1607	Galenica Rg	86.80	0.23	72.05	92.25
Basilea Pharmaceu N	45.30	-2.58	37.5	59.7	Gam Hldg N	0.18	-0.56	0.06	0.23
BB Biotech N	40.75	-0.85	24.35	42.05	Georg Fischer Rg	56.30	-0.62	50	74.2
BC Jura N	64.00	-1.54	51.5	65.5	Glarnar KB N	20.60		20.5	23
BC Vaudoise N	93.95	0.70	79.15	102.3	Graubuender KB PS1780.00	0.28	1700	1835	
Bekb N	262.00		229	265	Groupe Minoteries N	222.00		208	278
Belimo Hldg Rg	870.00	0.46	443	975	Gurit Hldg Rg	10.80	2.86	10.5	19.44
Bell Food Gr N	229.00	-0.65	228	280	Helvetia Hldg Rg	201.00	1.82	143.1	216.6
Bellevue Group N	8.80	2.33	7	15.9	Hiag Immo N	111.00	0.36	80	116.6
BioVersys AG	23.90	-0.42	21.8	37	Highlight Ev&En I	8.00	9.59	4.24	11.5
BKW N	181.60	0.95	143.4	184.4	Hocn N	1.60		0.31	3.2
BLKB	938.00	0.43	840	958	Huber + Suhner N	147.80	0.41	58	149.6
Bossard Hldg N	171.00	-2.06	160	216	Hyp Bk Lenzburg N	4000.00		3880	4200
Bque Cant Geneve N	24.70	-0.80	23.2	27.5	Idorsia Rg	3.50	-0.43	0.61	4.85
Bucher Industries N	355.50	-0.28	275	410.5	Implemia N	62.90	-1.26	28.65	70
Burckhardt Compre N	546.00	-1.80	480	738	Ina Invest Rg	23.30	-0.43	19.65	24.8
Burkhalter Hldg N	142.20	-0.42	81	152.6	Inficon Hldg N	97.40	1.04	66.6	121
BVZ Hldg N	1080.00	1.89	850	1100	Interrill Hldg N	2545.00	2.62	1440	2590
Bystronic N-A	294.00	-1.67	223.5	407	Intershop Hldg Rg	159.00	0.89	119.4	162.2
Calida Hldg N	13.26	-2.50	12.5	27.2	Investis Hldg N	132.00	0.38	107.5	132
Carlo Gavazzi Rg	161.50	1.25	155	228	IVF Hartmann Hldg N	136.00	-1.45	130	161
Cembra Money Bk N	92.05	0.11	78.05	104.7	Julius Baer Grp N	54.12	-0.15	45.5	65.04
CI Com Pr P	0.15	-16.67	0.1	1.1	Jungfraubahn Hldg N	238.00	0.63	159	238.5
Cicor Technologie N	221.00		51.2	229	Kardex Hldg N	302.00		175.2	340
Cie Fin Traditi P	300.00	-1.32	151.5	307	KB Basel PS	80.20	-0.25	65.4	81.6
Clariant N	7.01	-2.84	6.7	12.54	Klingelberg Rg	10.30	-0.96	9.86	14.65








INDICES BOURSISERS



AEX (NL)	970.97	-0.05%	OMX (SE)	1018.64	-0.53%
All Ordinaries (AU)	9182.50	0.00%	OMXC 20 (DK)	1508.70	0.03%
ATX (AT)	4841.05	0.68%	S&P 500 (US)	6856.05	0.23%
Euro Stoxx 50 (CH)	5679.25	0.30%	Set Index (TH)	1308.86	-0.05%
IBEX 35 (ES)	16037.00	0.03%	SSE 180 (CH)	10142.18	0.15%
Kospi (KR)	4554.05	3.48%	Stoxx Europe 600 (CH)	572.28	0.07%
Nasdaq (US)	23851.68	0.53%	Stoxx Singap. 20 (CH)	2654.29	0.50%
OBX (NO)	1530.52	0.32%	Taiwan Weighted (TW)	28334.59	0.36%

CHANGES

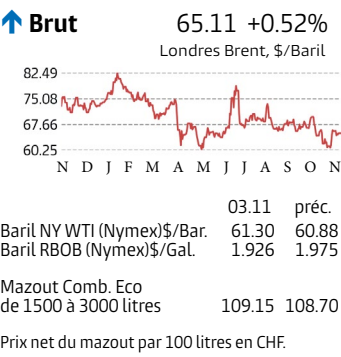


1 Bitcoin USD		107689.87				110567.13	
Monnaies							
03.11							
Franc suisse	-	0.8073	0.9310	1.0613	0.0052	0.5745	0.1133
Dollar US	1.2387	-	1.1533	1.3147	0.0065	0.7117	0.1404
Euro	1.0741	0.8671	-	1.1399	0.0056	0.6171	0.1217
Livre sterling	0.9422	0.7607	0.8772	-	0.0049	0.5413	0.1068
Yen	190.9253	154.1340	177.7580	202.6346	-	109.6922	21.6413
Dollar canadien	1.7406	1.4052	1.6205	1.8473	0.0091	-	0.1973
Yuan	8.8222	7.1222	8.2138	9.3633	0.0462	5.0686	-

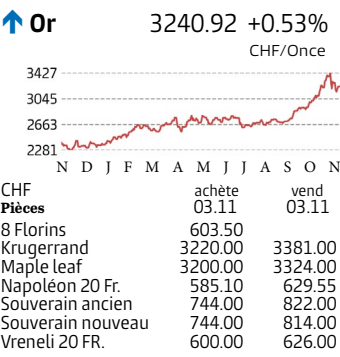
TAUX D'INTÉRÊT DU MARCHÉ MONÉTAIRE

	03.11		03.11
Saron	-0.049		
€STR	1.921	Euribor	1 mois 1.917
€STR	1.930	Euribor	3 mois 2.040
€STR	1.987	Euribor	6 mois 2.138
€STR	2.404	Euribor	12 mois 2.196

PÉTROLE/COMBUSTIBLES



MÉTAUX PRÉCIEUX



MATIÈRES PREMIÈRES

	03.11	préc
Cuivre (LME)/t	10901.50	10949.00
Etain (LME)/t	36300.00	36005.00
Plomb (LME)/t	2000.00	1986.00
Aluminium hg (LME)/t	2885.00	2826.00
Blé (CBOT)/t	541.63	533.00
Mais (CBOT)/t	433.25	431.00

Explications : Tous les prix des actions de la bourse de Zurich.
Div. = dividendes ; N = action nominative ; PC = certificat de participation ; Br = titre au porteur ;
Le plus bas/plus haut sur 52 semaines se réfère uniquement aux transactions boursières.
Cours sans garantie.

Source : LACOTEBLEUE

MÉTÉO

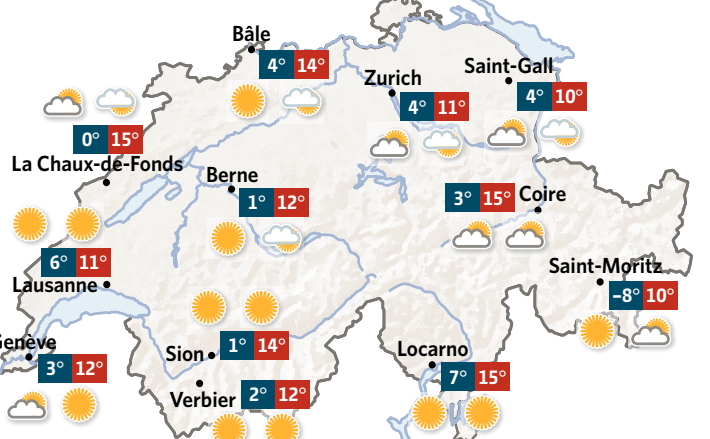
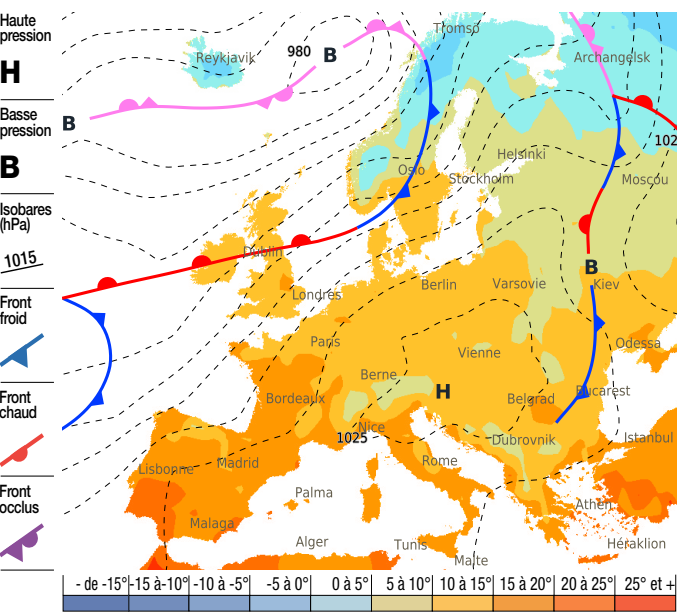
ÉPHÉMÉRIDE
Mardi 4 novembre 2025

lever: 07h21
coucher: 17h16
3 minutes de soleil en moins

lever: 16h24
coucher: 05h47

lune croissante
taux de remplissage: 99%

Situation générale aujourd'hui à 13h



CE MARDI, TEMPS CALME ET STABLE malgré quelques bancs de brouillard se dissipant en cours de matinée sur le plateau. Durant les prochains jours, la hausse des pressions contribuera à faire monter la température en altitude avec des maximales qui devraient dépasser les 10 °C à 2000 mètres dès mercredi. Ces conditions devraient se maintenir jusqu'au week-end. L'arrivée d'air plus froid dès samedi contribuera à faire légèrement baisser les températures à toutes les altitudes.

PRÉVISIONS À CINQ JOURS	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE
	90 %	90 %	70 %	80 %	70 %
	2° 12°	3° 11°	4° 11°	3° 10°	3° 9°
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura					
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	1° 15°	1° 14°	2° 14°	2° 13°	2° 12°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Suisse centrale et orientale	2° 12°	2° 10°	3° 10°	4° 9°	4° 9°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Sud des Alpes	6° 15°	6° 14°	6° 14°	7° 13°	7° 14°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-

«Pelléas et Mélisande» version futuriste

LYRIQUE Magnifiquement servie par l'Orchestre de la Suisse romande et une soprano émouvante, l'œuvre de Debussy évolue au Grand Théâtre de Genève dans un univers atemporel où la danse est un élément saillant quoiqu'un peu intrusif

JULIAN SYKES

Un monde de silence et de non-dits. Une sorte de nuit cosmique qui reflète le royaume d'Allemonde, où percent à peine quelques lueurs du jour et où errent trois individus liés par une triangulation malheureuse. Chahuté à sa création en 1902 à Paris, devenu un chef-d'œuvre, *Pelléas et Mélisande* est cet opéra de Claude Debussy bâti sur un texte hautement symbolique de Maurice Maeterlinck. L'auteur y caresse et froisse les personnages aux aspirations contrariées et aux émotions enfouies. Nul n'en sort indemne, ni les protagonistes ni le public, qui assiste à la mort presque inexplicable de Mélisande au terme de trois heures de musique à la tension latente et permanente.

Le silence est d'or chez Debussy, mais il ne faudrait pas se méprendre sur l'impressionnisme très précis de l'écriture musicale. A vrai dire, il y a des éruptions volcaniques, de soudaines poussées de lyrisme, qui créent des fissures à l'intérieur d'une histoire sombre et demeurant sans réponse. Tout se joue *sotto voce* dans ce drame passionnel entre la mystérieuse Mélisande, son mari Golaud et le demi-frère Pelléas, tombé amoureux d'elle. Curieusement, plus la musique est ténue, plus elle installe une tension insoutenable. Il faut lire entre les mots, chargés de sous-entendus, de paradoxes, d'aveux à peine susurrés, pour deviner les sentiments des personnages.

Cristaux de quartz et disque cosmique

Créé en 2018 à l'Opéra de Flandre à Anvers, joué à huis clos dans une version filmée à Genève durant la pandémie, le spectacle est enfin dévoilé au grand jour au Grand Théâtre. Son directeur, Aviel Cahn, l'a confié à une équipe pluridisciplinaire formée des chorégraphes Sidi Larbi Cherkaoui et Damien Jalet, de la célèbre artiste performeuse Marina Abramovic pour la scénographie, de Marco Brambilla pour la vidéo et d'Iris van Herpen pour les costumes. Un assemblage de talents un peu hétéroclite qui aboutit à un spectacle bien pensé dans



Dans le spectacle dirigé par Aviel Cahn, un grand disque surplombe la scène d'où émanent des séquences vidéo. (GENÈVE, 23 OCTOBRE 2025/MAGALI DOUGADOS)

tit à un spectacle bien pensé dans l'ensemble, aux touches d'esthétisme queer avec des danseurs masculins qui accompagnent les protagonistes dans leurs circonvolutions mentales et psychiques.

L'action se déroule dans un espace sphérique noir qui englobe le plateau et la cage de scène. D'immenses cristaux de quartz, tantôt stalagmites, tantôt stalactites, sont disposés sur le plateau, et c'est impressionnant. Un grand disque surplombe la scène d'où émanent des séquences vidéo aux images envoûtantes, astre noir criblé d'étoiles, nuées cosmiques, météorites, dans un mélange de science-fiction et d'art psychédélique. La pièce de théâtre de Mau-

rice Maeterlinck elle-même est nimbée d'un voile crépusculaire. «Je suis heureuse, mais je suis triste», dit Mélisande, dans cette ambivalence propre à une femme-enfant suscitant le trouble, objet érotique à son insu, absente à elle-même, indéchiffrable, mais constamment au centre de l'attention.

Le prince Golaud, qui recueille cette créature mystérieuse au bord d'une fontaine et l'emmène au château d'Allemonde pour l'y épouser, deviendra fou de ne pas la comprendre. Une relation particulière s'instaure entre la jeune femme et Pelléas, le demi-frère de Golaud, éveillant la jalousie du mari. «Je suis ici comme un

aveugle qui chasse son trésor au fond de l'océan! s'exclame Golaud. Je suis ici comme un nouveau-né perdu dans la forêt...» Une forêt sombre et impénétrable que la proposition scénique ne matérialise pas, mais qu'elle sous-entend par une noirceur suffocante.

Symbolisme décliné à foison

Le spectacle joue à fond la carte du symbolisme. Après tout, le texte de Maurice Maeterlinck est truffé de métaphores et de sous-entendus pour dire ce qui ne doit pas être dit. Cercle et anneau sont omniprésents. La danse est un élément moteur qui apporte un certain dynamisme au récit somme toute assez statique. Huit danseurs

masculins aux corps admirablement lestes et musclés, vêtus de slips couleur chair, parfois masqués, évoluent au fil des tableaux et interludes. Ils matérialisent les émotions cachées des personnages et la violence psychologique de Golaud exercée sur Mélisande, dans une alternance de gestes fluides et disloqués. Cette chorégraphie parfois intrusive tend à phagocyter certaines scènes, mais elle apporte par ailleurs une dimension métaphorique éclairante.

Dès le premier tableau, les danseurs tendent des fils élastiques qui suggèrent des espaces délimités sur le plateau et deviennent des barrières auxquelles se heurtent les protagonistes – des barrières men-

tales avant tout. Toute la symbolique des fils est habilement tissée pour la scène de la chevelure de Mélisande, au sommet de la tour. On dirait des fils d'araignée: c'est comme si Mélisande, moins fragile qu'elle n'en avait l'air, développait une emprise sur Pelléas. Plus loin dans l'opéra, c'est Golaud qui utilise ces fils pour humilier sa femme Mélisande, mise à terre. A chaque fois, chanteurs et danseurs synchronisent leurs déplacements.

Une douce figure de martyr

L'isolement dans lequel se trouvent les protagonistes atteint son comble au dernier acte lorsque Mélisande meurt comme une douce figure de martyr. Non seulement le roi Arkel est aveugle, mais tous sont aveuglés, et la musique s'éteint dans des nuées vaporeuses. L'Orchestre de la Suisse romande (OSR) excelle à rendre ces couleurs diaphanes, dans un mélange de soyeux et d'aspérités qui font partie du langage debussyste. Le flux est constamment en mouvement, tantôt souple, tantôt plus resserré, sous la baguette inspirée du chef slovaque Juraj Valcuha.

La soprano norvégienne Mari Eriksmoen incarne une Mélisande très émouvante à la voix souple, ronde, lumineuse, face à un Björn Bürger juvénile et toujours plus ouvert sur ses sentiments (Pelléas). Le baryton Leigh Melrose est un Golaud inquisiteur, à la nervosité pressante, qui manipule son fils Yniold (magnifique Charlotte Bozzi) pour épier Pelléas et Mélisande. Nicolas Testé est un Arkel très juste dans les intentions, diction impeccable, à la voix d'ébène et à l'autorité impressionnante. Sophie Koch campe sobrement le rôle de Geneviève, tous évoluant sur le tapis sonore de l'OSR. L'aspect légèrement science-fiction du spectacle cadre avec le caractère intemporel de la musique de Debussy, nous emportant dans sa mélancolie inconsolable. ■

Pelléas et Mélisande, Grand Théâtre de Genève, di 2 novembre à 15h et ma 4 novembre à 19h.

PUBLICITÉ

82
MOUVEMENT INTERNATIONAL
DU CINÉMA DE GENÈVE
LA SEMAINE DU CINÉMA 2025
Genève, Suisse

BENJAMIN VOISIN
REBECCA MARDER
PIERRE LOTTIN
DENIS LAVANT
SWANN ARLAUD

L'ÉTRANGER

UN FILM DE
FRANÇOIS OZON

D'APRÈS LE ROMAN DE
ALBERT CAMUS
© ÉDITIONS GALLIMARD 1942

«Ozon mêle savamment fidélité à l'œuvre et audaces narratives. Une formidable adaptation.»
Télérama

«Un plaisir à regarder, tant esthétiquement que dramatiquement.»
Hollywood Reporter

MAINTENANT AU CINÉMA

Trailer et infos

DesCodesEnÉclats

à Ella Maillart

photographies
Laurence Halff
www.laushalff.photo

7 - 9 novembre 2025

vernissage
7 novembre
17:00 - 20:30

Breitenmoser Art Galerie
1 rue du Diorama, Genève
10:00 - 19:00

Beaucoup d'entre nous rêvent de s'affranchir des codes familiaux ou professionnels. Peu en ont la force, le courage ou l'opportunité...

DesCodesEnÉclats mêle portraits photographiques et entretiens, menés avec une quinzaine de femmes dont les hasards de la vie m'ont permis de croiser la route. Afin d'essayer de comprendre ce qui peut pousser à donner à sa vie une direction autre que celle tracée par ses origines sociales ou familiales. Chercher à ressentir et à partager la fragilité de ce moment décisif qui fait basculer une personne vers une autre vie.

Le succès mondial selon Rosalia

MUSIQUE Après deux ans d'absence, le nouveau titre de la chanteuse espagnole, «Berghain», qui cumule déjà 10 millions de vues, a rendu la planète hystérique

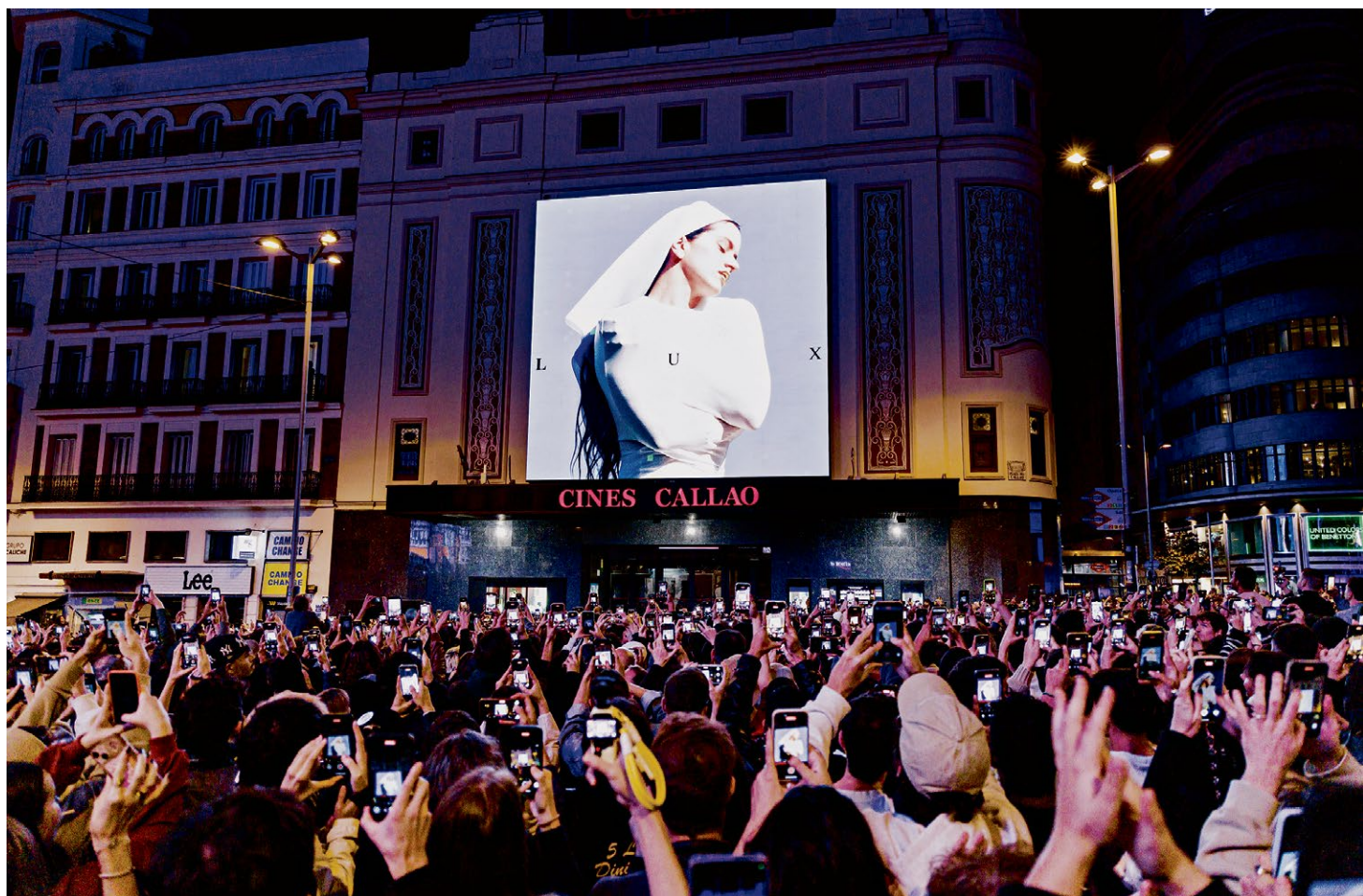
JULIETTE DE BANES GARDONNE

Une porte s'ouvre, c'est elle qui revient. Dans l'obscurité de cet appartement, Rosalia se dirige avec détermination vers les rideaux de la grande fenêtre. L'ouverture au sens propre et figuré est un bon geste pour donner l'impulsion à l'orchestre qui l'entoure et qu'on découvre. Avec ses grands arpèges, sa tonalité mineure et son allegro fougueux, les premières mesures du morceau évoquent instantanément l'un des passages les plus célèbres de la musique de Vivaldi: le troisième mouvement de l'été dans *Les Quatre saisons*. Ce presto en sol mineur avec ses traits violonistiques extrêmement virtuoses transfigure la violence d'un orage dans cette partition considérée

comme l'un des premiers exemples de la musique à programme.

Les tonalités et le pouvoir des affects qui leur est lié ont beaucoup été théorisés. Le compositeur Marc-Antoine Charpentier, en 1690 dans ses *Règles de composition*, estime ainsi que le do majeur serait «gai et guerrier» tandis que le la mineur serait «tendre et plaintif». Quant à Vivaldi, s'il compose *L'Automne* de ses *Quatre saisons* en fa majeur, c'est pour évoquer la période de la chasse – les cors des chasses à courrre sont dans cette tonalité.

Pour revenir à Rosalia, celle-ci choisit dans *Berghain* une seule tonalité (sans modulations): le ré mineur, symbole de la mort. Entre le *Requiem* de Mozart et le quatuor de Schubert *La Jeune Fille et la*



Le 20 octobre dernier, la présentation dans la rue du nouvel album de Rosalia a fait sensation à Madrid. (CARLOS CARLOS LUJÁN/IMAGO)

mort, la tonalité de ré mineur est indéfectiblement liée au tragique en musique.

A l'opéra, le plus puissant exemple de ré mineur est l'ouverture de *Don Giovanni* de Mozart.

Deux accords fortissimo, comme des poignards enfoncés violemment, prolongés par un rythme pointé des battements d'un cœur à l'agonie. Le séducteur est condamné, nous dit Mozart. On ne badine pas avec la mort.

De cœur brisé, il en est justement question chez Rosalia. Nicolas Mendez, qui réalise le clip, ne lésine pas sur les nombreux symboles: une médaille en cœur comme subrepticement avalée, un cœur encadré au-dessus d'un lit aux draps blancs, avant ces électrodes collées sur la poitrine de la chanteuse. Au-dessus d'elle, une planche d'anatomie cardiaque.

«C'est pourquoi mon cœur est si lourd»

Rosalia en peine de cœur souffre et les paroles chantées en allemand avec une voix lyrique le confirment: «Je garde beaucoup de choses dans mon cœur/c'est pourquoi mon cœur est si lourd.» L'apparition du cœur (le Cor de Cambra del Palau de la Musica catalana), fidèle à sa mission

antique de commenter la situation, ajoute de manière empathique: «Sa peur est ma peur. Sa colère est ma colère. Son amour est mon amour. Son sang est mon sang.»

Puissance et immédiateté

A l'entrée du chœur, on quitte le baroque et Vivaldi pour se retrouver projetés dans une sorte de *Carmina Burana* de Carl Orff. Considéré comme le père de la musique monumentale, il avait mis en musique en 1935 ce recueil de poèmes médiévaux portant sur des sujets profanes et religieux tels que la nature éphémère de la vie, les plaisirs de l'alcool, la chair, le jeu, la luxure.

S'inspirant donc du compositeur qui avait organisé les chants des *Carmina Burana* dans plusieurs langues (le latin, l'allemand et le français médiéval) afin de créer une texture vocale riche qui parle à un public universel, Rosalia passe de l'allemand à l'espagnol en terminant par l'anglais avec l'artiste islandaise Björk. Comme chez Orff, dont la puissance et l'immé-

diateté de la musique ont souvent été citées comme la raison de son succès durable, on retrouve ici la même efficacité. Des rythmes répétitifs et des mélodies accrocheuses pour créer un effet presque hypnotique.

Le concept artistique et marketing est lui aussi savamment huilé, la participation du London Symphony Orchestra (LSO) faisant intégralement partie de la tornade déclenchée par ce nouveau titre. Longtemps dirigé par Sir Simon Rattle (2017-2023), le LSO signe donc un coup de maître avec cette collaboration qu'on imagine très lucrative. Alors que les salles des opéras et les saisons symphoniques peinent à attirer de nouveaux publics, l'ouverture vers le monde de la pop avec Rosalia chantant quelques secondes en voix lyrique est du pain béni. Et l'on imagine facilement les stratégies de communication à venir: de Rosalia à Vivaldi, il n'y a qu'un pas. ■

Rosalia, *Lux*, à paraître le 7 novembre.

PUBLICITÉ

CHAPPATTE EN SCÈNE

LE SPECTACLE DESSINÉ EN TOURNÉE

19.11.25 Théâtre Équilibre, Fribourg	27.11.25 Salle de l'Inter, Porrentruy
20.11.25 Forum de Meyrin, Genève	29.11.25 Théâtre le Baladin, Savièse
22.11.25 Forum de Meyrin, Genève	11.12.25 Théâtre de Beausobre, Morges

Infos et billets : www.chappatte.com

OPUS ONE

Freedom Cartoonists

LE TEMPS

ticketcorner+

LOTTERIE ROMANDE

STG

ERNST GÖHNER STIFTUNG

FONDATION COROMANDEL

Fondation Hippomène

«L'Age de frémir» ou l'extrême vieillesse

THÉÂTRE Guillaume Béguin et ses quatre comédiens plongent le public dans la réalité sensorielle du déclin. A découvrir à La Chaux-de-Fonds, les 6 et 7 novembre prochains

MARIE-PIERRE GENECAND

«Les chats n'ont pas de visages, ils ont une âme. J'ai décidé de me mettre du côté des chassés.» Ces phrases, prononcées par une vieille dame vivant dans une roulotte avec une acolyte encore plus âgée qu'elle, résument bien *L'Age de frémir*, projet essentiellement muet de Guillaume Béguin: poser la question du droit à la différence, voire à l'étrangeté, quand le corps et le cerveau diminués font basculer l'individu dans une autre réalité. Au Théâtre Saint-Gervais, à Genève, il y a quelques jours, après la Grange-Unil, l'an dernier et avant l'ABC, à La Chaux-de-Fonds, les 6 et 7 novembre prochains, le public est invité à une immersion sensorielle en «oldland».

«Pourquoi avez-vous représenté des personnes âgées aussi dégradées? On peut être vieux sans être neuneu, non?» Lors du bord de plateau qui a suivi la représenta-

tion de *L'Age de frémir*, jeudi dernier, à Saint-Gervais, une spectatrice aux cheveux blancs a reproché à Guillaume Béguin d'avoir forcé le trait en termes de défaillances physiques et cognitives chez les seniors qu'il dépeint. De fait, le spectacle restitue plus le quotidien d'un service de gériatrie psychiatrique que celui d'un EMS classique. Et, parfois, le terme de *freakshow* vient à l'esprit.

Le règne de la béance

Pourtant, au-delà de l'angoisse qu'il reconnaît, ce sont surtout les pulsions de vie qu'a voulu exprimer le metteur en scène, «ce désir de ces personnes d'aller vers les autres une fois sorties de leur solitude». Pulsions de vie que l'on retrouve dans ces poupées de bébés qui peuplent le plateau et dont accouchent ou témoignent plusieurs pensionnaires. Et dans ce *tea time* partagé où, sur un son fort et saturé (musique de Louis Jucker), les tasses et sous-tasses tremblent comme si la catastrophe menaçait. Un dernier thé et puis s'en va? Rien de grave, puisqu'une pensionnaire aux joues fardées rit aux éclats.

Pas d'explications dans ce ballet quasi muet, à l'exception de

paroles désordonnées, où quatre seniors, trois femmes, un homme, accomplissent une série de rituels avec un soin particulier. Pour peu qu'on abandonne l'impatience et le désir de rationalité qui caractérisent notre époque, on entre dans un espace-temps dilaté où le simple fait de traverser un salon, de respirer à pleins poumons ou d'enfiler un pull est une épopée.

Dans cette narration étrange, sans début, ni fin, sans dedans, ni dehors – même si deux roulettes peuplent la scène (Victor Roy au décor) –, ne reste que le profondément humain. Un regard pressant, une danse, un geste de la main. L'infiniment ténu relayé par des caméras qui ne cessent d'ajouter un autre point de vue. C'est une jolie idée. Pas facile à appliquer pour les acteurs qui doivent manipuler eux-mêmes les caméras et composer avec les mises en abyme qu'elles provoquent. Mais très porteuse, car l'image démultipliée raconte bien la difficulté de savoir qui on est quand, chez certains, le temps a effacé le cadre, les repères, la bienséance. Dans *L'Age de frémir*, on sent bien cette béance. ■

L'Age de frémir. La Chaux-de-Fonds, Théâtre ABC, les 6 et 7 novembre.

CONTENU PARTENAIRE

MUSÉES
CANTONAUX WALLISER
DU VALAIS KANTONS-
MUSEEN

Quand l'art, l'histoire et la nature se rencontrent à Sion

Au cœur de Sion, trois musées cantonaux se répondent comme les facettes d'un même diamant alpin: l'art, l'histoire et la nature. Réunis dans un périmètre où châteaux médiévaux, collines viticoles et ciel bleu composent un décor saisissant, ils offrent une expérience de visite rare: comprendre un territoire par les œuvres qu'il a inspirées, par les vies qui l'ont façonné et par les milieux naturels qui l'ont fait naître

Le Musée d'art du Valais, un point de vue sur les paysages

Installé dans un ensemble architectural historique au pied des collines de Valère et de Tourbillon, le Musée d'art du Valais marie la douceur de pierres séculaires à des accrochages actuels. Depuis ses terrasses, le regard embrasse la vieille ville, un avant-goût du dialogue constant entre paysage et création que nous retrouvons dans les salles. Le musée réunit plusieurs expositions qui toutes se répondent autour du thème des grands espaces. Deux d'entre elles, l'une de Magali Dougoud et l'autre de Vivian Suter, ont été spécialement pensées pour les lieux et la troisième se compose d'un accrochage réalisé à partir de la collection du Musée d'art du Valais sur la question du paysage et de sa représentation aux limites de l'abstraction.

Pour les familles, l'attention au détail change la visite: Inspiro, un coffret de cartes disponible gratuitement à l'accueil transforme l'observation en jeu et fédère adultes et enfants autour d'une même curiosité.

Le Musée d'histoire du Valais, cinquante mille ans en surplomb

A quelques minutes de marche, au sommet de la colline de Valère, le Musée d'histoire du Valais déploie une véritable machine à remonter le temps. L'ascension par le bourg installe une parenthèse. Nous entrons dans un «labyrinthe» où un millier d'objets tissent une fresque de cinquante mille ans, des premiers outils néandertaliens au tourisme du XXI^e siècle. Le scénario met l'Arc alpin en perspective: échanges par les cols, foires, métiers, spiritualité, modernités. La topographie du lieu, avec ses fenêtres sur la vallée du Rhône et ses pierres polies par le temps, renforce l'immersion.

**«La proximité
des sites permet
d'orchestrer
une journée
enrichissante
entre art, histoire
et nature»**

L'expérience se prolonge ensuite dans la majestueuse basilique, entièrement restaurée. L'audioguide dévoile les trésors secrets de ce joyau médiéval, du jubé aux peintures murales, sans oublier son orgue du XVe siècle avec l'occasion unique d'écouter les sonorités du plus ancien orgue jouable du monde.

Le Musée de la nature du Valais, l'anthropocène mis en scène

Dernier volet du triptyque, le Musée de la nature fait respirer la visite au moment de redescendre. Mammifères, oiseaux, insectes, plantes et minéraux composent une géographie intime des milieux valaisans, dans une scénographie qui met la beauté des spécimens au service du sens. Ce musée pionnier a été l'un des premiers à réserver une place à l'anthropocène et aux enjeux contemporains: comment habi-

tons-nous la montagne? Quels équilibres préserver? Quelles traces laissons-nous?

Pour accompagner la visite, le guide «Retour vers le futur», sur le modèle des livres dont vous êtes le héros, emmène le public dans des choix cornéliens où les décisions du passé influencent le présent.

alors que la balade sonore dévoile les étonnantes histoires des animaux, plantes, insectes ou minéraux les plus emblématiques du Musée de la nature du Valais.

Sous son titre *L'homme et la nature en Valais*, l'exposition valorise la diversité biologique et géologique du canton, révé-

lant des spécimens et des minéraux d'exception. La petite, mais très intéressante Expo Focus *Océan au sommet* met, quant à elle, en lumière des objets remarquables issus de ses collections. Le public découvre un chapitre méconnu de l'histoire géologique alpine: celui d'un ancien océan dont

les vestiges reposent aujourd'hui au cœur
des montagnes valaisannes.

Une journée, à taille humaine, pensée pour revenir

Ce qui distingue ces trois adresses, c'est la mesure: nous visitons chaque musée en une à deux heures, avec le temps pour regarder, s'attarder et échanger. La proximité des sites permet d'orchestrer une journée enrichissante: l'art en fin de matinée, la montée vers Valère pour l'histoire après une pause repas au Café de Valère, la nature pour conclure avant un verre dans la vieille ville.

**«Les Musées
cantonaux du Valais
offrent une
expérience
authentique. Ils
racontent un canton
à travers trois
angles
complémentaires»**

Et chaque premier week-end du mois, l'opération «J'peux pas, j'ai muséé!» ouvre grand les portes des musées: entrée et activités gratuites, avec un atelier familial le dimanche après-midi, tandis que workshop et visite guidée rythment la programmation adulte. L'occasion idéale d'embarquer toute la tribu. Finalement, les Musées cantonaux du Valais offrent une expérience authentique. Ils racontent un canton par trois angles complémentaires: l'art qui éclaire le présent, l'histoire qui enracine la mémoire, la nature qui élargit la perspective. Nous repartons avec l'envie d'y revenir à une autre saison, pour un nouveau regard, une autre lumière, une prochaine conversation. Ou pourquoi pas pour une nuit aux musées?

Le 8 novembre 2025, les Musées d'art, d'histoire et de la nature du Valais vous invitent à vivre une nuit pas comme les autres au cœur de la vieille ville de Sion à l'occasion de la Nuit des musées en Valais. Pour les tout-petits, les grands-parents et les amoureux; entre amies, en solo ou en famille. Il y en a pour tous les goûts! Venez écouter, fabriquer, échanger, grignoter et boire un vin chaud... La nuit est à vous, bienvenue! ■ **Musées cantonaux du Valais**

musees-valais.ch

octobre à mai : ma-di 11h00 – 17h00
juin à septembre : ma-di 11h00 – 18h00
(Musée d'histoire du Valais tous les jours de
juin à septembre)

CONTENU PARTENAIRE

Contenu produit et commercialisé pour un partenaire. Réalisé indépendamment de la rédaction du «Temps». Voir notre charte des partenariats.





(BÂLE, 20 JANVIER 2022/MAROS KOSTAS POUR LE TEMPS)

Séveric Yersin

Bulletin de santé

L'historien vaudois publie une vaste étude sur la grippe espagnole qui, en 1918, a causé le décès de milliers de Suisses. Les mesures prises à l'époque furent peu ou prou celles adoptées en 2020

CHRISTIAN LECOMTE

«Pour la première fois de l'histoire suisse, la vie sociale, culturelle, religieuse, politique et économique ralentit au nom de la santé publique [...] la plupart des cantons introduisent des interdictions de rassemblement relativement étendues [...] la grippe peut être contrôlée en interrompant les chaînes d'infection, soit par l'interdiction des réunions publiques, la fermeture des écoles, la mise à l'isolement des patients ou des personnes vulnérables pour leur protection.»

Usines, ateliers, bureaux ne ferment pas

Voilà qui évidemment nous rappelle quelque chose: la pandémie de Covid-19, dès février 2020. L'historien Séveric Yersin fait pourtant état d'une autre épidémie, celle qui entre octobre, novembre et décembre 1918 causa le décès de 25 000 personnes en Suisse. Une personne sur 150 est morte, plus de la moitié d'entre elles parmi les jeunes adultes. Son nom: la grippe espagnole, baptisée ainsi car seuls les journaux hispaniques publiaient librement à ce sujet alors que la presse des pays en guerre,

censurée, la taisait. Le nombre de victimes à l'échelle de l'humanité se situe entre 50 et 100 millions d'individus.

Séveric Yersin vient de publier *Guerre, grève et pandémie. La Suisse dans la grippe espagnole de 1918*. Etude érudite que le chercheur suisse a entamée en 2017. «Après avoir travaillé sur la grève générale de 1918 à l'Université de Lausanne, j'ai soutenu ma thèse de doctorat consacrée à l'histoire de la santé publique en Suisse», confie-t-il. Il tombe donc sur cet épisode de

saït à quelles portes frapper pour se documenter. Il écume les archives fédérales suisses à Berne, mais aussi des archives cantonales et communales. «J'ai sans doute consulté des kilomètres de documents», dit-il.

Où l'on apprend que les mesures prises en 1918 pour endiguer les contaminations ont peu différé de celles adoptées en 2020. Interdiction de rassemblement, fermeture des édifices religieux, des écoles, des théâtres et des cinémas, fêtes populaires annulées, ensevelissements sans public. Une différence notoire

nombreuses usines comme celle d'aluminium de Chippis avec ses 1000 ouvriers malades, puis la contamination s'est propagée dans des localités du centre et du Haut-Valais.»

Séveric Yersin a vu le jour non loin de là, à Aigle (VD). Parents enseignants, six frères et sœurs (il est le quatrième, juste au milieu, voilà qui équilibre). Enfance à la campagne parmi les vergers et beaucoup de lecture très jeune (Ken Follett, Agatha Christie), le gymnase à Burier (La Tour-de-Peilz), maturité en arts visuels et histoire de l'art, un Erasmus à la Humboldt Universität de Berlin en 2014 où il étudie l'histoire (et rencontre sa future épouse allemande), puis un master à Lausanne.

Retour en 1918. Tout comme en 2020, les hôpitaux sont rapidement surchargés. Des installations de secours sont ouvertes dans les écoles, les salles de gymnastique et autres bâtiments publics. A cela s'ajoute le fait que tout comme les Etats voisins en guerre l'armée est prioritaire dans l'accès aux soins. Les quelque 2500 médecins que compte la Suisse sont surmenés.

«La grippe a fait des ravages dans de nombreuses usines comme celle d'aluminium de Chippis»

grippe espagnole qui demeure très méconnu, comme s'il avait été occulté, tandis que la grève générale de 1918 (250 000 ouvriers dans les rues) a fait, de son côté, l'objet de nombreuses commémorations. En qualité d'historien, Séveric Yersin

cependant: usines, ateliers, bureaux ne ferment pas. «Le télétravail n'existait pas, la crainte pour les employeurs était une perte d'activité», précise le chercheur. Qui cite un inspecteur fédéral des fabriques: «La grippe a fait des ravages dans de

PROFIL

1991 Naissance à Aigle.

2019 Début de sa thèse de doctorat.

2024 Naissance de son fils.

2025 Publie «Guerre, grève et pandémie» (Editions Livreo-Alphil).

Plus de 2,25 millions de personnes contractent la maladie, entre octobre et décembre 1918. Le personnel infirmier est presque exclusivement féminin, les congrégations et ordres religieux fournissant l'essentiel des soignantes. Il est fait appel à des «demoiselles». Séveric Yersin a retrouvé un témoignage édifiant, celui de Marie Zwicker, «fille de maison et tisserande» qui court d'une maison à l'autre pour secourir les malades, sans égard pour sa santé. Elle tombe malade, se remet mais tout lui semble désormais pénible et elle sombre dans la mélancolie. De nos jours, on parlerait de covid long. Un Genevois apporte ce témoignage: «Ma grand-mère a été réquisitionnée à Bulle, elle était fille-mère, une paria en quelque sorte à cette époque. Elle fut envoyée au contact des malades et s'en est sortie, disait-elle, grâce à un morceau de sucre imbibé de térébenthine qu'elle croquait tous les soirs.»

Bras de fer autour des vaccins

La médecine tâtonne. Hormis le repos et une bonne hygiène, des antidouleurs, de la quinine, de l'antipyrine ou de l'acide salicylique, elle ne sait trop quoi prescrire. Les journaux se couvrent de publicité pour des bonbons mentholés, des pommades aux extraits de plante, infusions, savons, filtres à air. Pour rappel, une loi sur les épidémies a été adoptée par l'Assemblée fédérale en 1882. L'obligation vaccinale y est inscrite, notamment contre la variole. Mais l'Association contre la vaccination obligatoire (les antivax de l'époque), très active en Suisse alémanique, lance un référendum et récolte trois fois plus de signatures que nécessaire. Quelque 80% des votants rejettent la loi sur les épidémies en juillet 1882. Les taux de vaccination chutent, sauf en Suisse romande où un institut vaccinal suisse est fondé à Genève en 1883 avec une production de vaccins qui s'améliore au fil des années.

Séveric Yersin vient de recevoir pour sa thèse le Prix Henry-E. Sigrist de la Société suisse d'histoire de la médecine et des sciences naturelles. Il juge qu'il lui serait aujourd'hui impossible d'entamer ce même type de recherche. Le Fonds national suisse, qui de 2013 à 2024 a encouragé 552 thèses en sciences humaines et sociales (50 par année) via le programme Doc.CH, a en effet signifié la fin de ce programme en 2025. «C'est grâce à lui que j'ai pu écumer de 2020 à 2024 les archives à travers le pays. La Suisse va perdre une importante source de savoir scientifique», déplore l'historien. ■